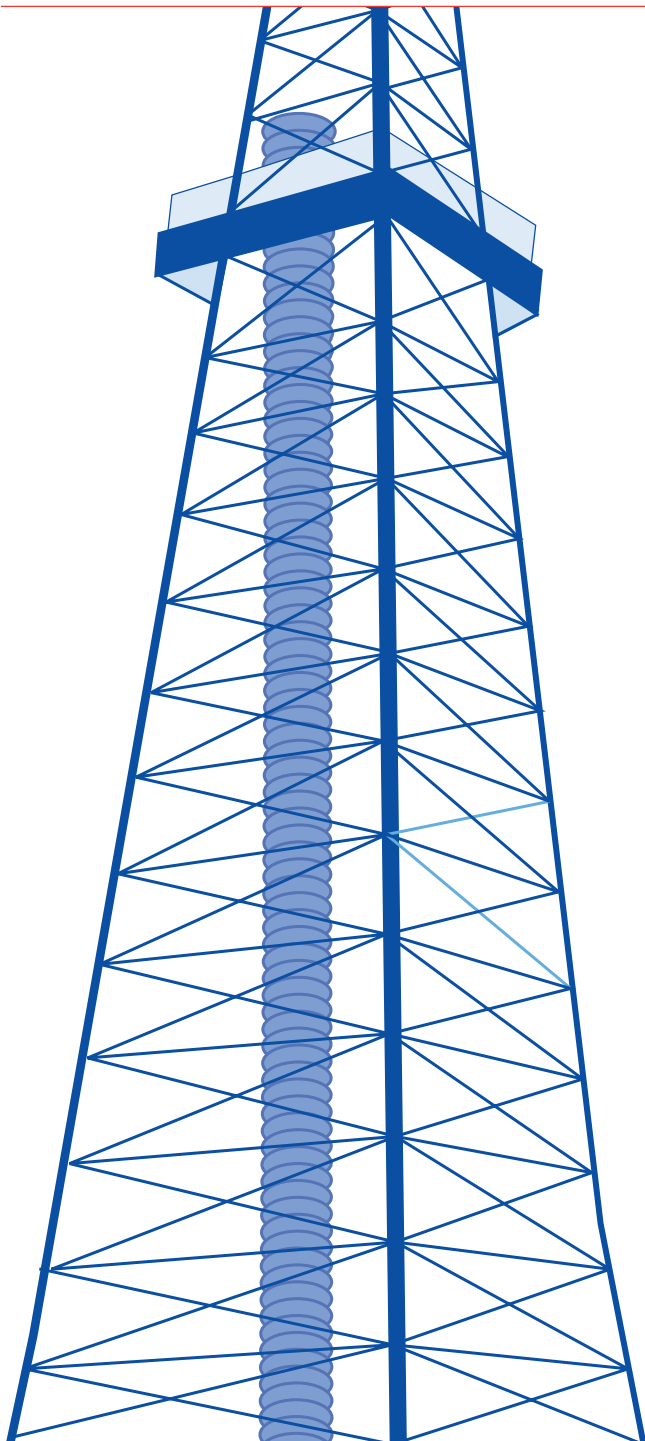


---

# MAUREL & PROM

---



R A P P O R T   A N N U E L   1 9 9 9  
A N N U A L   R E P O R T   1 9 9 9

---

# MAUREL & PROM

---

**E X E R C I C E I 9 9 9**

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
DU 14 JUIN 2000**

**ORDINARY & EXTRAORDINARY GENERAL MEETINGS  
HELD ON JUNE 14, 2000**

Société en commandite par actions  
Capital social 181 455 600 Francs (3 629 112 actions de 50 F)  
Capital porté à 302 426 000 F le 27 Janvier 2000 (6 048 520 actions de 50 F)

RCS PARIS B 457 202 331

153, boulevard Haussmann – 75008 PARIS  
Tél. : 01 53 83 95 60 - Fax : 01 42 89 49 78  
e-mail : maurel.p@wanadoo.fr

## Principaux actionnaires (connus au 20 Mai 2000)

### Principal shareholders (known as of 20<sup>th</sup> May 2000)

	Actions/Shares	Capital	Vote
MACIF	1.551.906	25,65 %	25,32 %
PACIFICO	696.266	11,51 %	11,36 %
AREOPAGE	106.438	1,76 %	2,94 %

## Gérance

### Management

AREOPAGE SA	Gérant commandité/Active Partner
Jean-François HENIN	Gérant/Partner

## Conseil de surveillance

### Supervisory board

M. Jean-Louis CHAMBON	Président/Chairman
Mandat à échéance du/Mandate expires	30/06/2003
M. Bruno de MONTALEMBERT	Conseiller/Board Member
Mandat à échéance du/Mandate expires	30/06/2003
M. Jacques VANDIER	Conseiller/Board Member
Mandat à échéance du/Mandate expires	30/06/2003
M. Pierre de BARBENTANNE	Conseiller/Board Member
Mandat à échéance/Mandate expires	30/06/2005
ELECTRICITE & EAUX DE MADAGASCAR	Conseiller/Board Member
Mandat à échéance/Mandate expires	30/06/2004

## Commissaires aux comptes

### Auditors

#### Titulaires / Permanent

ERNST & YOUNG Audit	Mandat à échéance du/Mandate expires 30/06/2002
représenté par/represented by	Fabienne GAUDEMARD
M. Jean-François RAMOLINO de COLLALTO	Mandat à échéance du/Mandate expires 30/06/2002

#### Suppléants / Deputy

M. Jean-Louis ROBIC	Mandat à échéance du/Mandate expires 30/06/2002
Cabinet BEAS	Nomination proposée à l'AGM du 14/06/2000 Appointment proposed to the AGM as of 14/06/2000

## Sommaire

SCHEMA DES PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 1999	4
RAPPORT DE GESTION	6
RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	20
<b>COMPTES SOCIAUX 1999</b>	
BILAN AU 31 DECEMBRE 1999	24
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 1999	26
ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX	28
TABLEAU DE FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 1999	42
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	43
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	45
RAPPORT SUR LES AUTORISATIONS D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL AVEC DÉLÉGATION SOUMISES À L'ASSEMBLÉE DU 14 JUIN 2000	51
PROJET DE RESOLUTIONS	52
<b>COMPTES CONSOLIDES 1999</b>	
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 1999	64
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 1999	66
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	68
TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 1999	83
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	85
TABLEAU COMPARATIF DES CHIFFRES SIGNIFICATIFS EN FRANCS ET EUROS	87

## Contents

4	BREAKDOWN OF SHAREHOLDERS AS AT 31 <sup>ST</sup> DECEMBER 2000
6	DIRECTOR'S REPORT
20	SUPERVISORY BOARD'S REPORT

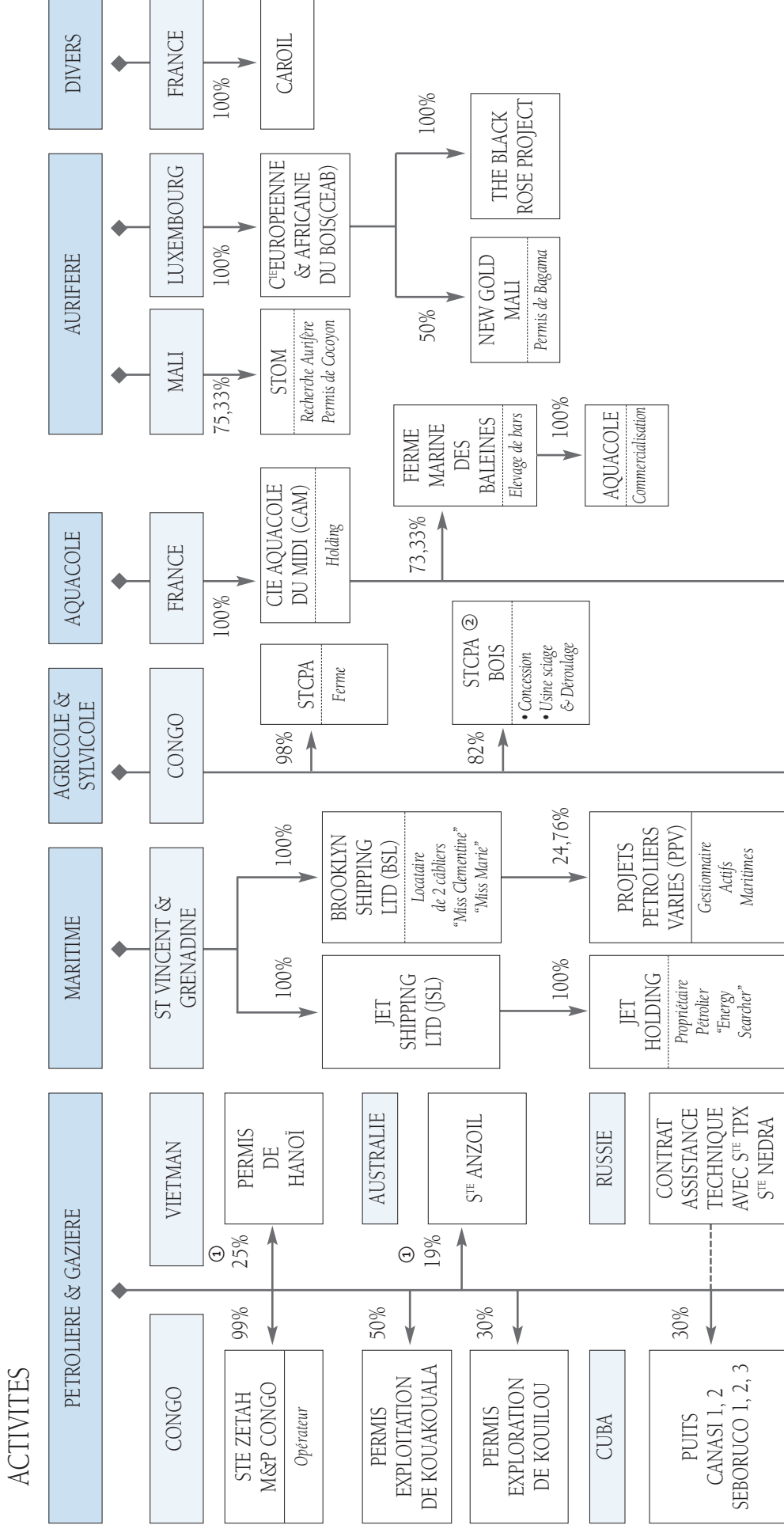
### 1999 FINANCIAL STATEMENTS

24	BALANCE SHEET AS AT 31 <sup>ST</sup> DECEMBER 1999
26	PROFIT AND LOSS ACCOUNT AS AT 31 <sup>ST</sup> DECEMBER 1999
28	NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
42	STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION AS AT 31 <sup>ST</sup> DECEMBER 1999
43	STATUTORY AUDITOR'S GENERAL REPORT
45	AUDITOR'S SPECIAL REPORT
51	REPORT ON CAPITAL INCREASE AUTHORISATIONS WITH POWER OF ATTORNEY TO MANAGEMENT, SUBMITTED TO THE MEETING OF 14 <sup>TH</sup> JUNE 2000
52	DRAFT RESOLUTIONS

### 1999 CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

64	CONSOLIDATED BALANCE SHEET AS AT 31 <sup>ST</sup> DECEMBER 1999
66	CONSOLIDATED PROFIT AND LOSS ACCOUNT AS AT 31 <sup>ST</sup> DECEMBER 1999
68	NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
83	STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION AS AT 31 <sup>ST</sup> DECEMBER 1999
85	STATUTORY AUDITOR'S REPORT ON THE CONSOLIDATED ACCOUNTS
87	COMPARATIVE MAIN FIGURES IN FRENCH FRANCS AND EUROS

# Organigramme au 31 décembre 1999

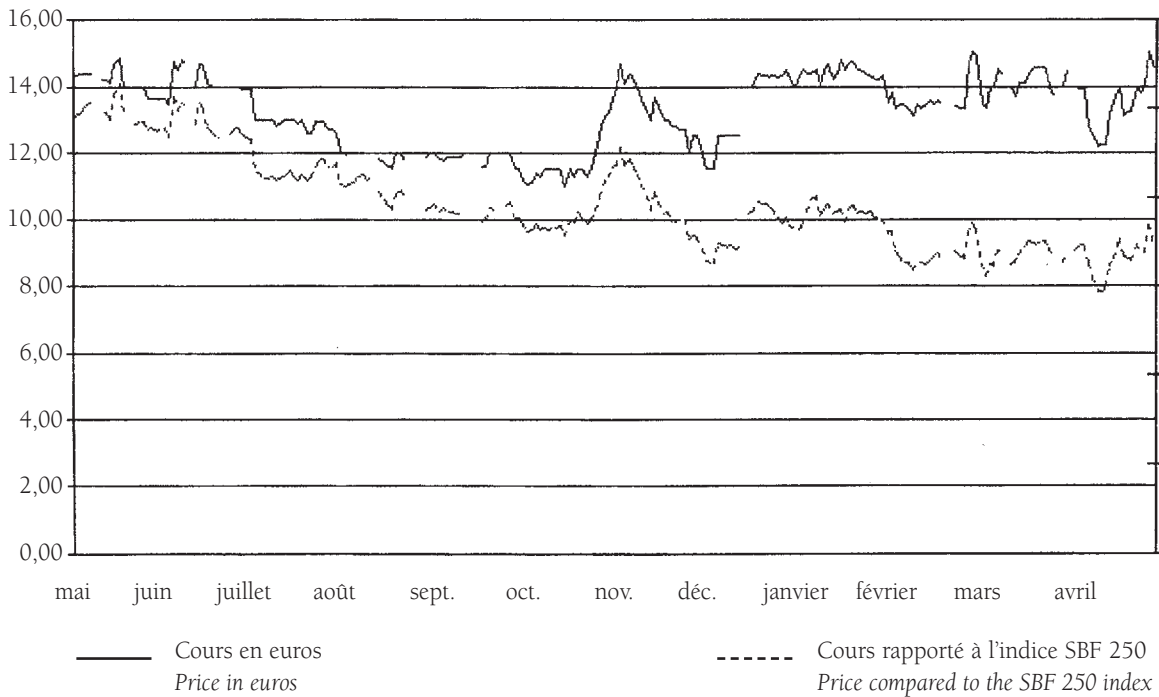


① Porté à 80% sur la découverte de gaz et à 55% sur le reste du permis suite à l'échange en Mai 2000 des titres Anzoil contre des droits complémentaires sur le Bassin d'Hanoi.

② Société cédée en Mars 2000 à EEM.

## Evolution du cours et de l'activité

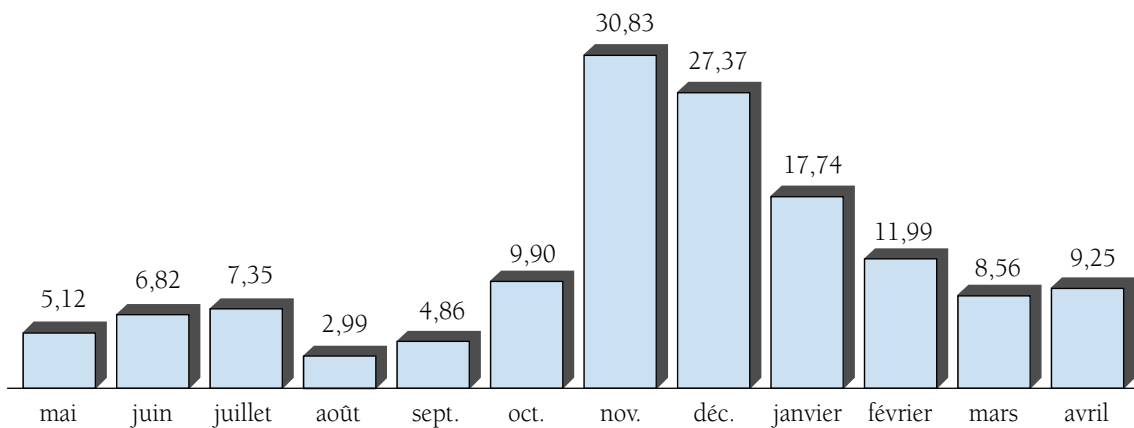
### Changes in price and volume



## Evolution de l'activité sur 12 mois (en euros)

### Changes in price and volume (in euros)

Moyenne quotidienne des capitaux échangés (milliers) et rang  
Average daily capital exchange (euros'000) and rank



Rang 143 131 115 159 143 105 43 56 74 106 120 102

(Source SBF)

Consultation des Cours sur Minitel : 3615 VF code 5107 ou internet : [www.bourse-de-paris.fr/be](http://www.bourse-de-paris.fr/be)

## Rapport de gestion

### Directors' report

Mesdames, Messieurs,

L'exercice 1999 a été gravement perturbé par les annulations de contrats consécutives à la baisse des prix du pétrole constatée en 1998 et par les crises locales, financière en Asie du Sud-Est et politique en Afrique.

La mondialisation des marchés entraîne en effet une volatilité en matière de réaction des opérateurs économiques qui fait désormais partie des éléments majeurs à prendre en compte pour établir des prévisions.

Comme nous l'avons annoncé lors de l'opération d'échange d'actions EEM contre des actions MAUREL & PROM, l'exercice 1999 se solde par une perte comptable significative.

En revanche, la baisse des prix des actifs pétroliers nous a offert l'opportunité que nous recherchions depuis plusieurs années d'entrer à bon compte sur le marché de l'énergie. Cet objectif fondamental va se traduire par l'apparition de revenus récurrents tirés de la vente de pétrole dès l'année 2000. Par ailleurs, à l'exception de l'échec du projet gazier du Sénégal et des résultats mitigés du prospect gazier vietnamien, les résultats des travaux d'exploration de 1999 constituent un atout considérable pour l'avenir.

### ANALYSE DU RESULTAT 1999

#### ACTIVITÉS MARITIMES

Les prévisions de l'exercice étaient basées pour l'essentiel sur une estimation à fin décembre 98 du plan de charge des bateaux « Miss Clémentine » et « Miss Marie » ainsi que sur les contrats assortis d'options signés pour l'Energy Searcher.

La chute dramatique des prix du pétrole en 1998 a entraîné un arrêt progressif sur le premier trimestre 1999 des travaux d'exploration pétrolière par toutes les grandes compagnies opératrices et ce mouvement a encore été renforcé par les opérations de restructuration du secteur qui ont amené les compagnies à reconsidérer globalement ou à différer sine die leurs investissements.

Ladies and Gentlemen,

*The cancellation of contracts subsequent to oil price deflation in 1998 and local crises – financial in south east Asia and political in Africa - had a serious detrimental effect on the 1999 financial year.*

*Economic indicators have become increasingly volatile due to market globalisation and this has had a major impact on our financial forecasts.*

*As we announced at the time of the exchange of EEM shares for those of Maurel & Prom, the 1999 financial year closed with significant accounting losses.*

*However, the decrease in value of oil sector assets has afforded us the opportunity we have long been seeking, to enter, at the right price, into the energy market. This fundamental objective will result in recurrent income generated by oil sales from the year 2000 onwards. In addition, and apart from the failure of the Senegalese gas project and the poorer than anticipated results of the Vietnamese gas prospecting, the results of 1999's explorations represent a considerable asset for the future.*

### ANALYSIS OF 1999 RESULTS

#### MARITIME OPERATIONS

*The forecasts for 1999 were based essentially on late December 1998 estimates of Miss Clémentine's and Miss Marie's charter schedules, as well as on the Energy Searcher's signed contracts with options.*

*During the first quarter of 1999, 1998's oil price collapse caused a progressive slow-down of exploration by all the major oil sector operating companies. This trend was further reinforced by the sector's restructuring operations which have led companies to reconsider, on a global scale, or to defer for the foreseeable future, their investment programmes.*

S'agissant de nos deux petits navires, cette tendance n'a pas été compensée par l'amélioration du marché du câble qui a tardé à se manifester dans une Asie du Sud-Est fortement perturbée par la récente crise financière. Leur charge de travail, inférieure aux prévisions, a eu un impact négatif de l'ordre de 20 millions de francs par rapport aux estimations initiales. De ce fait, l'activité a été juste équilibrée pour un chiffre d'affaires de 32,7 MF (1,9 MF en 1998).

Pour l'Energy Searcher, la brutale décision d'Esso de ne pas utiliser ses options et de mettre un terme au contrat en cours s'est traduite par une perte de chiffre d'affaires de l'ordre de 160 MF, alors que les frais de gardiennage et de maintenance du bateau continuaient à courir et que l'investissement destiné à mettre le navire aux normes imposées pour 2002 a été passé en charges dès cette année. A ces titres, c'est une dépense de l'ordre de 40 MF qui a été prise en charge sur l'exercice 1999. La contribution de cette activité dans nos comptes sociaux est une perte de 21 MF pour un chiffre d'affaires de 54,4 MF (146 MF en 1998).

## ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES

Les puits de Cuba ont généré un chiffre d'affaires de 8,7 MF. Des travaux d'exploration ont été poursuivis au Congo.

Après prise en compte des amortissements et des charges d'exploitation courante, l'activité pétrolière a généré un profit de 1,7 MF.

## ACTIVITÉS GAZIÈRES

Au Sénégal, l'exploration, en participation avec d'autres investisseurs, de deux puits dans la région proche de Dakar s'est traduite par un échec économique qui nous a conduits à nous retirer de ce projet et à passer l'ensemble des dépenses (10 MF) en perte.

Au Vietnam, les travaux d'exploration réalisés sur l'exercice ont porté l'investissement à fin décembre 1999 à un total de 131 MF. Faisant suite à l'évaluation réalisée par le Cabinet Detroyat, à l'occasion de l'opération d'échange d'actions EEM/MAUREL & PROM, une étude approfondie de la valeur de l'investissement a été effectuée par le Cabinet de réputation internationale Gaffney & Cline. Cette étude valide l'intérêt économique de notre investissement. Elle s'appuie sur des hypothèses moyennes prudentes comportant, cependant, comme toute hypothèse, des facteurs d'incertitude et repose sur des calculs de cash flow futurs actualisés. Néanmoins, les difficultés techniques rencontrées au cours de l'exercice 1999 nous ont conduits à passer, lors des arrêtés de comptes, une provision de 30 MF.

*With regard to our two small vessels, this tendency was not compensated for by an improvement in the cables market, which was slow to materialise in the wake of the south east Asia financial crisis. Their lower than forecast workloads had a negative impact of approximately FRF20 million when compared to the original estimates. As a result, the business narrowly broke even on turnover of FRF32.7 million (FRF1.9 million in 1998).*

*As for the Energy Searcher, Esso's sudden decision not to exercise its options and to cut short its charter resulted in a trading loss of approximately FRF160 million, whilst security and maintenance costs continued to be incurred, and the investment intended to bring the ship up to the new 2002 standards were taken into account this year. These costs amounted to approximately FRF40 million during 1999. This operation's contribution to non-consolidated accounts is a loss of FRF21 million for turnover of FRF54.4 million (FRF146 million in 1998).*

## OIL

*The Cuban wells turned over FRF8.7 million. Exploration was carried out in the Congo.*

*After taking into account depreciation and operating costs, the oil operations generated profits of FRF1.7 million.*

## GAS

*Exploration, in partnership with other investors, of the two wells in an area close to Dakar in Senegal proved to be a financial failure and we pulled out of the project. All the associated costs (FRF10 million) constituted a loss.*

*In Vietnam, exploration during the year to 31st December 1999 raised our investment to FRF131 million. For the EEM/Maurel & Prom share exchange, the business had been valued by Detroyat; an in-depth valuation has subsequently been carried out by the internationally renowned Gaffney & Cline. This latter study confirms the investment's validity. The valuation is based on average, prudent assumptions, though like all hypotheses it contains an element of uncertainty and cash flow forecasts are closely tied to actuals. Nevertheless, technical difficulties encountered during 1999 have led us to establish a provision of FRF30 million.*



## ACTIVITÉS BOIS ET FERME

Au Congo Brazzaville, la reprise de la guerre civile en décembre 1998 s'est traduite par un arrêt forcé, début 1999, de l'activité forestière et par une dégradation consécutive de la performance de l'outil industriel du fait de coûts d'approvisionnement en bois brut devenus prohibitifs. Ces éléments se sont traduits dans les comptes sociaux par une perte de 30,5 MF pour un chiffre d'affaires de 21,2 MF (24,4 MF en 1998). Au début de l'exercice, STCPA Bois a été cédée à EEM avec une clause de retour à meilleure fortune.

## ACTIVITÉS AURIFÈRES

Les pertes liées à cette activité s'élèvent à 7,3 MF ; elles correspondent à des amortissements et frais généraux.

## AUTRES ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS

Enfin, la conversion du compte courant de EEM exprimé en US\$ s'est traduite par une perte de change comptable de 12 MF, alors que les actifs financés correspondants de MAUREL & PROM, quasi exclusivement exprimés en US\$, n'ont pas été réévalués, le gain de change latent attaché à ces opérations n'étant pas reconnu en comptabilité, en application des règles comptables en vigueur.

Les frais généraux sociaux constitués par les charges administratives et les amortissements de charges à répartir, y inclus celles correspondant aux appels à des consultants extérieurs, se sont élevés à 8,6 MF. Les frais financiers quant à eux s'élèvent à 8,2 MF et comprennent, pour 6,5 MF, des charges d'intérêts qui correspondent à la rémunération des comptes courants ainsi qu'aux intérêts liés aux deux opérations de financement montées l'une sur l'Energy Searcher, l'autre sur le Miss Clémentine.

Ceci permet d'expliquer le résultat comptable social négatif de 123,2 MF et consolidé négatif de 125,8 MF part du groupe.

## PERSPECTIVES 2000

### RECENTRAGE ET RESTRUCTURATION D'ACTIVITÉS

Lors des opérations capitalistiques (augmentation de capital, opération d'échange de titres EEM/MAUREL & PROM) il a été clairement indiqué que l'objectif de MAUREL & PROM était de devenir à terme proche une société exclusivement « matières premières » et plus spécifiquement « énergie ».

La conséquence logique de ce choix a été de nous amener à proposer à la vente les activités qui n'entrent pas dans cette stratégie. Nous avons tout d'abord signé

## WOOD AND FORESTRY

*In Congo Brazzaville, the return of civil war in December 1998 meant, in early 1999, a forced end to forestry operations. The resulting prohibitively high cost of imported timber had a negative knock-on effect on the operation's industrial machinery. These events translate into unconsolidated losses of FRF30.5 million on turnover of FRF21.2 million (FRF24.4 million in 1998). At the beginning of the year, SCTPA Bois was sold to EEM with a no protest clause.*

## GOLD

*Losses resulting from these operations amounted to FRF7.3 million and were comprised of depreciation and general overheads.*

## OTHER

*The conversion of EEM's dollar inter-company account resulted in an exchange loss of FRF12 million. The Maurel & Prom assets being financed through the inter-company account were almost entirely expressed in dollars. They were not revalued and in accordance with accounting practice, the related unrealised exchange gain was not accounted for.*

*Unconsolidated general overheads relating to management, and depreciation of unallocated costs, including those relating to outside consultants, amounted to FRF8.6 million. Finance costs amounted to FRF8.2 million and included FRF6.5 million of interest on inter-company loans as well as on the financing of the Energy Searcher and the Miss Clémentine.*

*These events help to explain unconsolidated losses amounting to FRF123.2 million and a group share of consolidated losses of FRF125.8 million.*

## OUTLOOK FOR THE YEAR 2000

### RATIONALISING AND RESTRUCTURING OPERATIONS

*At the outset of transactions on share capital (capital increase, EEM/Maurel & Prom share exchange) it was clearly stated that Maurel & Prom's short term objective was to become a specialist "raw materials" company and more specifically an "energy" company.*

*The logical outcome of this choice was to dispose of operations that did not fit in with this strategy.*

pour la Ferme Marine des Baleines un mandat de recherche de partenaires ou d'acquéreurs. Nous pensons que cet investissement peut offrir une rentabilité intéressante à un opérateur du secteur au prix, cependant, d'investissements complémentaires en contradiction avec notre objectif principal.

Nous espérons voir aboutir à la fin du premier semestre de cette année les différents contacts qui ont été pris pour la cession totale ou partielle de cette ferme.

Nous souhaitons également céder les deux navires câbliers ainsi, peut-être, que l'Energy Searcher. La reprise du marché mondial de la pose de câbles et de celui des travaux pour la recherche et l'exploitation offshore du pétrole crée une demande soutenue pour Miss Marie et Miss Clémentine qui disposent d'un carnet de commandes bien fourni à des prix satisfaisants.

L'essentiel de la concurrence, pour les opérations de pose, de réparation de câbles et les opérations sous-marines, provient de navires conventionnels sans positionnement dynamique, encore utilisés et mis sur le marché, à des conditions tarifaires apparemment plus intéressantes que les nôtres.

Les grands câbliers recherchent, pour les liaisons océaniques, des navires plus importants que les nôtres ; notre marché est plutôt celui des « festons » (lignes de petites longueurs jusqu'à 400 km) qui intéresse plutôt leurs sous-traitants. Des commandes pour des gros câbliers viennent d'être passées en Corée, à Singapour et en Hollande, sans incidence cependant sur notre activité.

Les qualités de nos deux navires devraient leur permettre, dans un proche avenir, de trouver des acquéreurs.

Il est, en effet, constaté que nos navires offrent un avantage de réduction de temps considérable (2/3 du temps environ) sur les navires conventionnels. Si nos conditions tarifaires sont plus élevées, la rapidité d'exécution des travaux, elle, est telle qu'elle compense très largement et permet la réalisation d'économies très significatives par rapport à la solution « navire conventionnel ».

Par ailleurs, sous un délai de 6 mois et sans surcoût excessif, leurs performances en termes de vitesse et de capacité peuvent être doublées. Ils seront alors en mesure de concurrencer les nouveaux navires destinés au marché de la pose et de la maintenance transocéanique. Ces navires, moins importants que les gros câbliers, sont très recherchés. C'est un marché complémentaire, nouveau pour nous, qui nous intéresse. Sur le plan budgétaire, les deux câbliers devraient travailler environ 270 jours en 2000, à la fois sur le marché de la pose ou de la réparation de câbles et sur celui des travaux pétroliers.

*First we signed a mandate to find a partner or buyer for the Ferme Marine des Baleines. In our opinion, this investment would offer viable income to a business operating in that sector; however, the operation requires further investments which do not concur with our principal objective.*

*By the middle of 2000, we hope to see the partial or total disposal of the farm to any one of the entities with whom we are in discussion.*

*We also wish to sell the two cable-laying vessels as well as, perhaps, the Energy Searcher. The recovery in world-wide cable-laying markets and in offshore exploration and drilling has created sustained demand for Miss Marie and Miss Clémentine both of which have healthy order books.*

*Competition in cable-laying and repair and in submarine operations comes principally from conventional, non-dynamically positioned, vessels which are still available at lower cost than ours.*

*For ocean-floor cabling, the major cable companies want larger vessels than ours. Our vessels appeal more to the smaller operations (up to 400 Km of cable) and the major companies' subcontractors. Orders for large cable-layers have recently been given in Korea, in Singapore and in the Netherlands; however, this has not impacted on our operations.*

*Our two vessels' qualities should attract buyers in the near future.*

*Indeed, our vessels offer a considerable time-saving over conventional vessels (2/3 of the time, on average). Our charges may be higher, but the speed with which works can be carried out is largely compensatory and very significant savings can be made when compared to conventional vessel operation.*

*In addition, within six months and without incurring excessive costs, their performance in terms of speed and capacity can be doubled. They would then be in a position to compete with the new vessels designed for trans-oceanic cable-laying and maintenance. These smaller vessels are much sought-after. This complementary market is new and of interest to us. The two vessels should operate for approximately 270 days in 2000 in both cable-laying and maintenance and also in the oil sector.*

En ce qui concerne l'Energy Searcher, nous avons deux options possibles : soit le céder à un prix satisfaisant dans l'année qui vient, soit investir pour lui permettre de forer des puits d'exploration dans la zone appelée « grandes profondeurs » (c'est-à-dire plus de 4.000 pieds d'eau). La concurrence provient des navires à positionnement dynamique qui, à la différence de nos petits navires, consomment de grandes quantités de fuel oil pendant des opérations qui requièrent une position stationnaire de longue durée. Les prix de revient de l'Energy Searcher seraient un avantage déterminant, tant sur le plan de l'amortissement (une nouvelle construction valant plus de 200 MUS\$) que sur le plan des frais de fonctionnement. Les progrès techniques en matière d'ancrage (les lignes de mouillage en polyéthylène permettant de remplacer les câbles et chaînes classiques) ont réduit de manière considérable l'investissement nécessaire à une telle transformation.

En 2000, l'Energy Searcher devrait travailler 220 jours dans un marché qui s'améliore lentement mais qui devrait connaître, de l'avis de tous les observateurs, un boom spectaculaire à la fin de cette année. Le marché des travaux offshore bénéficie en effet d'une double conjoncture favorable : d'une part le prix du pétrole redonne aux compagnies les cash flow nécessaires à des politiques ambitieuses d'investissement, d'autre part le ralentissement des grandes opérations de fusion permet la reprise de programmes d'exploration qui avaient été temporairement gelés, le temps que les nouvelles équipes se mettent en place et que les nouveaux budgets soient approuvés.

Au Mali, des travaux limités sont poursuivis pour la mise en évidence de réserves aurifères, avec pour objectif de permettre une cession pure et simple ou de conclure un contrat de partage de production avec un opérateur du secteur. Les premières indications vérifiées par des experts indépendants sont très favorables mais il faudra attendre le troisième trimestre de cette année pour arriver à une conclusion définitive. Il est de toute façon clair que MAUREL & PROM cessera d'investir dans ce domaine à l'issue de la présente campagne.

Au vu des résultats des différents sondages effectués, il n'est pas déraisonnable de penser que MAUREL & PROM puisse récupérer un jour l'ensemble de ses investissements au Mali mais le risque subsiste cependant que cette opération, largement provisionnée dans les comptes, se traduise par une perte définitive.

Au début de l'exercice, STCPA Bois a été cédée à EEM avec une clause de retour à meilleure fortune, pour un montant de 23 MF, soit la valeur comptable nette dans les comptes de MAUREL & PROM au 31 décembre 1999, y inclus une provision de 3 MF de coût de restructuration et de mise en sommeil de l'usine.

*As far as the Energy Searcher is concerned, we have two options: either sell it at a satisfactory price during the forthcoming year, or invest in it to enable it to bore deep wells (over 4,000 feet). Competition is from dynamically positioned vessels which, unlike our small vessels, consume large amounts of fuel during operations which entail being stationary for long periods of time. Energy Searcher's rates would be a distinct advantage, as much in terms of depreciation (a new installation costing more than USD200 million) as in terms of operating costs. Technical advances in terms of anchorage (polyethylene replacing traditional cables and chains) have considerably reduced the investment needed for such a transformation.*

*In a slowly improving market, the Energy Searcher should be booked for 220 days in 2000. However, according to all observers, a spectacular boom is expected at the end of 2000. The offshore market benefits from two favourable influences: on the one hand the oil price has once more given companies positive cash flow, enabling them to envisage ambitious investment plans and on the other hand a slowdown in merger activity has seen the return of exploratory programmes which had been temporarily shelved whilst new teams were put in place and new budgets were approved.*

*In Mali, a limited number of trials are being carried out to explore gold seams, the objective being either a pure and simple disposal, or to sign a production-sharing agreement with an operator. First indications, which have been verified by an independent expert, are very positive, but we will have to wait until the third quarter of 2000 to draw any definitive conclusions. In any event, it is clear that Maurel & Prom will stop investing in the sector there after.*

*Given the results obtained from various samples, it is not unreasonable to assume that Maurel & Prom will one day be able to recover all of its Mali investment. However, these operations may still result in permanent losses, though these have largely been provisioned for in the accounts.*

*Early in the year, STCPA Bois was sold to EEM no protest clause. STCPA Bois was sold for FRF23 million, its net book value in Maurel & Prom's 31st December 1999 accounts. This included a FRF3 million provision for restructuring and factory wind-down costs.*

## LE SECTEUR PÉTROLIER

Le secteur pétrolier a été source de satisfactions réelles au cours de l'année passée et le présent exercice devrait consacrer le rôle de MAUREL & PROM dans ce domaine.

A la fin de l'année 2000, MAUREL & PROM sera producteur de pétrole à Cuba, au Congo et vraisemblablement en Russie et en France (sauf cession de cette dernière activité).

- **A Cuba**, notre association avec Sherritt et Pebercan nous a permis de mettre en exploitation deux gisements, Seboruco et Canasi, dont les caractéristiques sont très intéressantes. En effet, si le pétrole lourd extrait est fortement décoté sur le marché, en revanche les conditions du contrat de partage de production avec l'Etat cubain sont, elles, très favorables et la productivité des puits est exceptionnelle, ce qui permet un retour sur investissement largement inférieur à un an.

Le bloc 7, sur lequel s'exerce notre activité, se trouve au centre d'une nouvelle province pétrolière qui doit son existence à de nouvelles technologies (les puits horizontaux) qui permettent aujourd'hui de développer de manière rentable des gisements qui auraient été considérés comme inexploitable jusqu'à une période récente.

Les résultats acquis lors des forages dans cette zone, tant par notre association que par Sherritt ou la compagnie nationale Cupet, ont tous été favorables puisqu'il n'y a eu aucun puits sec au cours des trois dernières années dans et aux environs de notre permis.

Ceci nous amène à considérer de manière très optimiste le développement de nos opérations à Cuba et à penser qu'il existe d'autres réserves importantes à mettre à jour au cours des prochaines années.

- **Au Congo**, MAUREL & PROM joue le rôle d'opérateur au sein d'une association qui porte sur deux permis (Kouakouala/M&P 50 %, Kouilou/M&P 30 %). Les travaux de 1999 ont permis de confirmer la présence d'huile récupérable sur le gisement de Kouakouala et une première exploitation avec transport de l'huile par camionnage va débuter en mai de cette année et permettre la production d'un minimum de 500 barils/jour d'un pétrole d'excellente qualité qui sera vendu à la raffinerie locale.

La valeur du prospect ayant été confirmée par une sismique effectuée l'année dernière, deux puits de délimitation seront forés au cours de l'été 2000, permettant de délimiter plus précisément la taille des réserves récupérables à Kouakouala et de justifier la pose d'un oléoduc à mettre en place sur 40 km environ afin de permettre son évacuation pour des quantités nettement supérieures au niveau actuel.

## THE OIL SECTOR

*The oil business was truly satisfactory during the year and this year will see Maurel & Prom totally committed to the sector.*

*At the end of 2000, Maurel & Prom will produce oil in Cuba, the Congo and probably in Russia and in France (unless this last operation is sold).*

- **In Cuba** our association with Sherritt and Pebercan enabled us to exploit two very interesting fields, Seboruco and Canasi. Indeed, though crude's market price is heavily discounted, the terms of the production sharing agreement (with the Cuban government) are very favourable and the wells' productivity is extremely high, repaying our investment in them in under a year.

*Block 7, where our operations are carried out, is in the centre of a new oil region that owes its existence to new technologies (horizontal wells). These enable one profitably to exploit fields that would, until recently, have been considered unexploitable.*

*The results obtained from drilling in the region, as much through our association with Sherritt or the state-owned Cupet, have all been encouraging. No well has run dry in the last three years in or around the area covered by our licence.*

*This has led us to be very optimistic about the development of our Cuban operations and in our opinion other significant reserves exist which can be discovered in future years.*

- **In the Congo** Maurel & Prom is the operating partner in a partnership exploiting two licences (Kouakouala/Maurel & Prom 50% and Kouilou/Maurel & Prom 30%). Work carried out during 1999 confirmed the presence of recoverable oil in the Kouakouala field and production will commence in May 2000, with transport by road. Production will be a minimum of 500 barrels per day of excellent quality oil which will be sold to a local refinery.

*The value of the reservoir having been confirmed by a seismic survey carried out last year, two test wells will be drilled during the summer of 2000. This will allow one to estimate more accurately the size of recoverable reserves at Kouakouala and also to justify laying 40 Km of pipeline that will enable a considerably higher volume to be evacuated than at present.*

Il est par ailleurs prévu un puits d'exploration sur un prospect dans le permis de Kouilou dont les caractéristiques révélées par les études sismiques semblent attrayantes.

- **En France**, le permis de Lavergne détenu à 45 % par MAUREL & PROM fait l'objet d'une mise sur le marché à travers la recherche d'un acquéreur qui devrait aboutir au début de l'été. Un prix de réserves a été fixé (pour mémoire, l'investissement historique de MAUREL & PROM est de l'ordre de 4 MUS\$). Une solution consistant à mettre ce gisement en exploitation est parfaitement envisageable et sera mise en œuvre dans la deuxième partie de l'année si cette activité ne trouve pas acquéreur.

- **En Russie**, l'année 1999 a permis de préciser les qualités techniques de deux zones auxquelles MAUREL & PROM s'intéresse et dans lesquelles elle est en passe d'acquérir un intérêt, respectivement de 50 % pour la première et 72,5 % pour la seconde.

La signature définitive des accords devrait avoir lieu à la fin du 1er semestre de l'an 2000 via une procédure simplifiée qui autorise les Républiques qui composent la Fédération de Russie à disposer elles-mêmes des ressources procurées par les petits gisements selon des modalités définies par une loi déjà en vigueur. Le niveau des relations avec les partenaires et avec les autorités est aujourd'hui excellent et devrait permettre la conclusion définitive des accords correspondants dans les délais prévus.

Ces deux projets, en Russie, sont susceptibles de constituer à brève échéance l'un des deux principaux actifs de MAUREL & PROM.

## LE SECTEUR GAZIER

- **Au Vietnam**, les travaux menés en association avec Anzoil au cours de l'exercice 1999 ont confirmé l'existence de quantités importantes de gaz qui, malheureusement, sont emprisonnées dans des réservoirs qui, pour la plupart, ne permettent pas une exploitation économique. Il a donc été décidé de limiter l'investissement aux quantités de gaz exploitables pour approvisionner, à des conditions restant à définir, la centrale électrique de Tien Hai qui a déjà fonctionné jusqu'à une époque récente à partir d'un ancien gisement de gaz découvert par les Russes et à ce jour épuisé.

Les conditions contractuelles de l'association ont été renégociées avec ANZOIL. Il a été décidé que les titres ANZOIL détenus par MAUREL & PROM seront convertis en droits pétroliers complémentaires et qu'un programme de développement sera entrepris et financé par MAUREL & PROM, récupérable de façon

*It is also intended to drill an exploratory well on the Kouilou permit. Again, seismic surveys have revealed this prospect to have attractive characteristics.*

- **In France** a buyer is being sought for the Lavergne licence, which is 45% owned by Maurel & Prom. It is hoped that a buyer will be found by early summer. A price for the reserves has been fixed (Maurel & Prom's investment was approximately USD4 million). Should the operation not find a buyer by the second half of the year, it is not unreasonable to suppose that the field will be exploited.

- **In Russia** 1999 enabled us to identify more precisely the technical qualities of the two regions which Maurel & Prom is interested in and in which it is in the process of acquiring an interest of 50% for the first and 72.5% for the second.

*The agreements should be definitively finalised at the end of the first half of 2000. The conclusion procedure has been simplified so that the Republics that go to make up the Russian Federation are allowed to benefit from the product of smaller fields according to terms defined by an existing law. The relationship with both the partners and the authorities is excellent and should enable the rapid conclusion of the contracts as previously foreseen.*

*These two Russian projects are likely to become one of Maurel & Prom's principal assets in the near future.*

## THE GAS SECTOR

- **In Vietnam** work undertaken in partnership with Anzoil during 1999 confirmed the existence of significant quantities of gas which are unfortunately trapped in reservoirs which for the most part would be uneconomical to exploit. It was therefore decided to limit investment to the gas which is exploitable in order to supply the Tien Hai power station under terms yet to be defined. Tien Hai power station ran until recently on gas from an old, and now empty, field discovered by the Russians.

*The contractual conditions of the joint operating agreement with Anzoil have been re-negotiated, and it was subsequently decided to convert Maurel & Prom's Anzoil shares into a percentage of oil rights. A development programme will be undertaken and financed by Maurel & Prom, the investment being recoverable in priority via future income.*

prioritaire sur les recettes à venir. A l'issue de ces opérations, la quote-part attribuée à MAUREL & PROM sera portée à 80% sur la partie gaz.

Le permis recèle d'autres potentialités au niveau gazier ou au niveau pétrolier mais il est peu probable qu'Anzoil ou MAUREL & PROM s'y intéressent sans s'assurer le soutien financier d'un tiers qui serait intéressé par une formule de farm-out sur ce secteur.

## ESTIMATION DES RÉSERVES SUR L'ENSEMBLE DES ACTIFS MAUREL & PROM

### CUBA

Sur notre actif cubain, des estimations de réserves nous ont été communiquées par notre partenaire, PEBERCAN. Ces estimations ont été calculées à partir de cartes sismiques 2D établies par l'opérateur SHERRITT, de données de production et d'un test de remontée de pression sur puits. Cette première approche conduit à une évaluation des réserves prouvées et probables (100 %), à, respectivement pour les deux sites cubains de Canasi et Seboruco de 10,5 millions de barils et 30,4 millions de barils, soit 3,15 millions de barils et 9,12 millions de barils pour la part MAUREL & PROM.

### CONGO

Les réserves sur le gisement de Kouakouala reposent sur une pré-étude, réalisée par le cabinet d'ingénierie indépendant VALEBRIDGE. Les premières estimations de ces réserves par calcul volumétrique, seront établies dans les prochaines semaines à partir de la nouvelle carte structurale du gisement, récemment interprétée par VALEBRIDGE.

Nos estimations initiales de ces réserves qui étaient de l'ordre de 3,5 millions de barils (100 %), soit 1,75 million de barils pour la part MAUREL & PROM, devraient être sensiblement revues à la hausse à la suite de cet exercice.

### VIETNAM

Les réserves sur le gisement de Song Tra Ly ont été évaluées par le cabinet d'ingénierie indépendant GAFFNEY, CLINE & ASSOCIATES. Les deux cas de figures retenus sont :

Le cas minimum : les réserves récupérables sont estimées à 9,3 milliards de pieds cubes (100 %), soit 5,1 milliards de pieds cubes pour MAUREL & PROM, avec un taux de récupération de 36 %, le cas médian : les réserves récupérables médianes sont de 54 milliards de pieds cubes (100 %), soit 29,7 milliards de pieds cubes pour MAUREL & PROM. Le taux de récupération est de 40 %.

*After these transactions, Maurel & Prom's share will be 80% of the gas operations.*

*The licence includes other potential gas or oil interests, but it is unlikely that either Anzoil or Maurel & Prom would be interested without securing third party financial backing from an entity prepared to farm-in.*

## OIL RESERVES ESTIMATIONS OF MAUREL & PROM ASSETS

### CUBA

*For Cuba fields, reserves estimations were given by our partner PEBERCAN. They were based on seismic 2D maps drawn by the operator SHERRITT, on production data and on pressure build up tests. This preliminary approach leads to estimations of proved and probable reserves (100%) of respectively 10,5 million and 30,4 million barrels for the Cuban areas of Canasi and Seboruco, i.e. 3,15 million and 9,12 million barrels for MAUREL & PROM.*

### CONGO

*Reserves for Kouakouala field are based on a pre-study made by an independent engineering consultant, VALEBRIDGE. First reserves estimations by volumetric calculations will be drawn in the next few weeks from the new structural map of the field, recently interpreted by VALEBRIDGE.*

*Our initial estimations of these reserves, which were around 3,5 million barrels (100%), i.e. 1,75 million barrels for Maurel & Prom, should be notably revised upwards after this study.*

### VIETNAM

*Reserves of Song Tra Ly field were estimated by an independent engineering consultant, GAFFNEY, CLINE & ASSOCIATES. The two chosen assumptions are the following:*

*As a minimum, recoverable reserves are estimated to 9,3 billion cubic feet (100%), i.e. 5,1 billion cubic feet for MAUREL & PROM, with a 36% recovery factor. In the other assumption, medium recoverable reserves are estimated to 54 billion cubic feet (100%), i.e. 29,7 billion cubic feet for Maurel & Prom. Recovery factor is 40%.*

## FRANCE

Les réserves médianes sur le gisement de Lavergne Ouest ont été évaluées à 16 millions de barils par l'opérateur ESSO REP. Le cas maximum prévoit des réserves récupérables de 27,6 millions de barils.

Dans une vision prudente, MAUREL & PROM a revu légèrement à la baisse le chiffre du cas médian : 14 millions de barils pour l'association, soit 6,3 millions de barils pour la part MAUREL & PROM.

## RUSSIE

Deux projets sont en cours de développement en République des Komis, sur la bordure occidentale de l'Oural, l'un en association avec TPX, les gisements du Bloc 1, l'autre en association avec NEDRA, les gisements de Rogozin-Severo-Masteryul. Les réserves prouvées et probables sont respectivement pour ces deux projets :

- 23 millions de barils (soit 16,7 millions de barils pour MAUREL & PROM).
- 60 millions de barils (soit 30 millions de barils pour MAUREL & PROM).

## PRÉVISIONS FINANCIÈRES

Sur la base des informations actuellement disponibles et en tenant compte d'hypothèses raisonnables, on peut retenir les éléments de chiffre d'affaires suivants :

– Bateaux câbliers :	55 MF
– Energy Searcher :	72 MF

ce qui correspond à une marge d'exploitation nette d'environ 48 MF avant amortissement.

Le pétrole devrait procurer une marge d'exploitation nette avant amortissements de l'ordre de 42 MF.

Il n'y a pas aujourd'hui de risque important de pertes en dehors de celui lié à la décision qui serait prise d'abandonner les opérations maliennes (11 MF), si les résultats des travaux actuels se révélaient décevants, alors même que les premières informations connues à ce jour sont jugées favorables par les spécialistes.

Compte tenu des frais divers des autres activités et des frais généraux, le résultat net prévisible pour l'exercice 2000 devrait s'élever à 35 MF.

Ces chiffres peuvent être significativement revus à la hausse si l'un des projets de cession aboutit, les actifs mis en vente (à l'exception de la Ferme Marine des Baleines) recelant des plus-values importantes, trouvant leur origine dans la hausse du dollar et dans l'amélioration des marchés.

Le tournant pris au cours de cet exercice, qui fait de MAUREL & PROM un opérateur pétrolier à part entière, va permettre de construire des résultats prévisibles dans une activité industrielle bien délimitée.

## FRANCE

Medium reserves of Lavergne Ouest field were valued up to 16 million barrels by the operator ESSO REP. At a maximum, recoverable reserves are foreseen to be 27,6 million barrels.

With a cautious approach, MAUREL & PROM revised downwards the medium reserves: 14 million barrels for the partnership, i.e. 6,3 million barrels for MAUREL & PROM.

## RUSSIE

Two projects are developing in the Komi Republic, on the Oural western border, one with TPX, Block 1 field, the other one with NEDRA, Rogozin-Severo-Masteryul fields. Proved and probable reserves are estimated for these two projects, respectively to :

- 23 million barrels (i.e. 16,7 million barrels for MAUREL & PROM).
- 60 million barrels (i.e. 30 million barrels for MAUREL & PROM).

## FINANCIAL FORECASTS

On the basis of information currently available and taking into account reasonable hypotheses, the following turnover may be forecast:

– Cable-laying vessels :	FRF55 million
– Energy Searcher :	FRF72 million

which equates to net operating margin of FRF48 million before depreciation.

Oil should produce a net operating margin (before depreciation) of approximately FRF42 million.

At present, there are no significant loss risks except for that relating to the possible winding-down of the Mali operations (FRF11 million). The Mali operations would only be abandoned if the results of work currently being undertaken were disappointing, even in the light of first indications being deemed favourable by the specialists.

Taking into account various costs relating to other activities and general overheads, estimated net profit for 2000 should amount to FRF35 million.

These figures could be revised upwards significantly if one of the potential disposals takes place, since the assets being sold (except for the Ferme Marine des Baleines) include significant capital gains resulting from the rise of the US dollar and market growth.

The corner which Maurel & Prom has turned, making it now entirely an operating oil company, will enable one to forecast results within an industry whose parameters are clearly defined.

Notre ambition pour cette année 2000 est de réaliser nos projets de désengagement et de recentrage d'activités afin de nous donner les moyens financiers d'accélérer notre développement dans notre secteur de base, celui de l'énergie.

## AU PLAN JURIDIQUE

Les opérations ont été les suivantes :

Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 6 décembre 1999 pour décider d'approuver le maintien de la commandite au cas probable où l'exercice 1999 serait déficitaire, et pour modifier l'article correspondant des statuts (article premier) pour prévoir une automaticité décennale de la remise en cause de la forme sociale de société en commandite par actions en société anonyme.

MAUREL & PROM a cédé ses intérêts dans STCPA BOIS à EEM pour sa valeur nette comptable au 31 décembre 1999, soit 23 MF avec une clause de retour à meilleure fortune.

MAUREL & PROM s'est dotée d'une société financière, JET HOLDING, pour ses activités maritimes de prospection pétrolière (Energy Searcher).

## AU NIVEAU DES CONTENTIEUX

La société est toujours l'objet d'une assignation en responsabilité dans la déconfiture de la société TRANS-AGRA -filiale de la coopérative agricole AGRI CHER- dont nous étions partenaires dans PROMAGRA. De son côté, MAUREL & PROM a assigné les dirigeants personnes physiques de la coopérative en responsabilité dans les pertes encourues par votre société à travers PROMAGRA.

Ces assignations respectives ont fait l'objet d'une expertise ; le rapport de cette expertise et les jugements antérieurs rendus dans le différend qui oppose depuis plusieurs années votre société à AGRI CHER ne remettent pas en cause la position de votre société qui, en conséquence, n'a pas jugé nécessaire de constituer des provisions en face de cette assignation.

Par ailleurs, la créance de 24 MF de MAUREL & PROM sur la coopérative AGRI CHER est totalement provisionnée dans la mesure où, la coopérative étant en liquidation judiciaire, il est peu probable que votre société puisse récupérer tout ou partie de cette somme.

*Our desire for this year 2000 is to realise our disposals and rationalise our operations such that we will have the financial means to hasten development in our core sector - energy.*

## ON THE STATUTORY AND LEGAL SIDE

*The following transactions were carried out during the year:*

*An Extraordinary General Meeting was held on 6th December 1999 to vote on maintaining the partnership structure of the company in the likely event that 1999 would result in losses, and to modify the first article of the company's articles of association such that every ten years the company's partnership status would be re-examined in favour of its becoming a limited company.*

*Maurel & Prom sold its interests in STCPA Bois to EEM at its 31st December 1999 net book value, i.e. FRF23 million, with a no protest clause.*

*Maurel & Prom formed the finance company, Jet Holding, to encompass its offshore oil exploration activities (Energy Searcher).*

## DISPUTES

*Your company is still attributed with responsibility for the failure of Transagra, a subsidiary of the Agri Cher agricultural co-operative, and in which we were partners with Promagra. For its part, Maurel & Prom has attributed responsibility for the losses incurred by your company through Promagra to the management of the co-operative.*

*Expert advice has been sought relative to each accusation. Legal opinion and previous judgments made in this case, which has for several years pitted your company against Agri Cher, have in no way weakened your company's case and we have therefore not considered it necessary to provision against these disputes.*

*In addition, the FRF24 million Agri Cher creditor has been wholly provisioned for, since with the co-operative in liquidation, it is unlikely that your company will be able to recover all or some of this amount.*



## AFFECTATION DU RÉSULTAT EXERCICE 1999

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice, clos le 31 décembre 1999, de

- 123.210.386,90 francs au report à nouveau qui se trouve ainsi porté de - 55.216.648,84 francs à - 178.427.035,74 francs.

Conformément à la loi, nous vous rappelons qu'au cours des trois précédents exercices, le versement d'un dividende n'a eu lieu qu'au titre de l'exercice 1997 pour un montant total de 32.662.008 F, représentant un dividende net de 6 F par action assorti d'un avoir fiscal de 3 F par action, soit un dividende global de 9 F par action.

## EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 1999, le capital était composé de 3.629.112 actions d'une valeur nominale de 50 francs chacune.

Par décision prise lors de l'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 1995, la Gérance disposait du pouvoir de porter le capital à un montant maximum de 500 millions de francs en une ou plusieurs fois, cette autorisation expirant le 26 juin 2000.

Conformément à cette autorisation, la Gérance a décidé, le 29 novembre 1999, d'augmenter le capital d'un montant de 120.970.400 francs pour le porter de 181.455.600 francs à 302.426.000 francs, par émission de 2.419.208 actions de 50 francs de nominal avec une prime d'émission de 45,11 francs chacune, chacune des actions nouvelles étant assortie d'un bon de souscription d'actions. Cette opération a eu pour effet d'accroître les fonds propres de 230 MF, prime d'émission incluse. Elle s'est traduite par un apport de trésorerie de 93 MF et une réduction de l'endettement, du fait de l'incorporation de compte courant de la société mère EEM à hauteur de 137 MF.

## RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Conformément aux dispositions légales, nous vous informons que le seul actionnaire détenant directement ou indirectement plus de 5 % du capital au 31 décembre 1999 était la société EEM (79,64 % du capital et 77,97 % des droits de vote).

## ALLOCATION OF 1999 RESULTS

*We propose to carry forward losses of FRF123,210,386.90 for the year ended 31st December 1999. Negative reserves will therefore go from FRF55,216,648.84 to FRF 178,427,035.74.*

*In accordance with French law, we would remind you that in the last three years, only in 1997 was a dividend paid, for a total amount of FRF32,662,008, giving a dividend per share of FRF6, net of tax credits of FRF3 per share, i.e. a gross dividend of FRF9.*

## SHARE CAPITAL'S EVOLUTION

*As at 31st December 1999 3,629,112 FRF50 shares were in issue.*

*In accordance with the decision taken during the General Meeting held on 27th June 1995, Management had the authority to increase capital to a maximum of FRF500 million in one or several tranches. This authority expires on 26th June 2000.*

*In accordance with this authority, on 29th November 1999 Management decided to increase capital by FRF120,970,400 from FRF181,455,600 to FRF302,426,000 by issuing 2,419,208 FRF50 shares plus a premium of FRF45.11 per share. Each new share had a warrant attached. This transaction raised shareholders' funds by FRF230 million, including share premiums. This translates into new cash of FRF93 million and a reduction in borrowings through the absorption of the parent company (EEM) inter-company loan account for an amount of FRF137 million.*

## BREAKDOWN OF SHARE CAPITAL

*In accordance with French law, we hereby inform you that the only shareholder owning in excess of 5% of your company as at 31st December 1999, be it directly or indirectly was Electricité et Eaux de Madagascar ("EEM") which owned 79.64% of capital and 77.97% of the voting rights.*

Au 27 janvier 2000, à l'issue de la constatation de l'augmentation de capital, EEM détenait 71,76% du capital et 70,84% des droits de vote et PACIFICO détenait directement et indirectement 13,27% du capital et 14,30% des droits de vote.

A ce jour, aucun autre actionnaire n'a porté à la connaissance de la société un franchissement de seuil de 5%.

## CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article 258 de la loi du 24 juillet 1966 autorisées par votre Conseil de Surveillance.

## MARCHÉ DU TITRE

Offre Publique de Rachat d'actions EEM par voie d'échange contre des actions MAUREL & PROM du portefeuille.

Votre société, compte tenu de l'évolution récente de ses investissements dans le secteur pétrolier, devrait être valorisée par le marché, à terme rapproché, sur des critères autres que ceux d'un holding.

C'est pourquoi, la société EEM a proposé à ses actionnaires d'avoir accès directement à la propriété des actions constituant le capital de votre société en lançant une offre de rachat, visée par la COB le 24 mars 2000, portant sur 2.173.661 actions EEM pour 4.347.322 actions MAUREL & PROM en échange, soit une parité d'échange de 2 actions MAUREL & PROM pour 1 action EEM.

A l'issue de l'opération, le pourcentage de détention d'EEM dans le capital passe de 71,76 à 4,78% et de 70,84 à 4,72 % en termes de droits de vote.

## GERANCE

Votre gérant commandité, la société AREOPAGE, tout en conservant ses fonctions, et en application de l'article 10 de vos statuts, a désigné Monsieur Jean-François HENIN comme gérant, non associé et non rémunéré, à titre personnel des Etablissements MAUREL & PROM.

Cette nomination a pour but de faciliter, pour les tiers et particulièrement les étrangers, la compréhension du mode de fonctionnement de la société.

*On 27th January 2000, after the increase in share capital EEM owned 71.76% of the capital and 70.84% of the voting rights and Pacifico owned, both directly and indirectly, 13.27% of the capital and 14.30% of the voting rights.*

*At present, no other shareholder has informed the company of exceeding a 5% ownership.*

## REGULATED AGREEMENTS

*We would ask that you approve the agreements relating to Article 258 of the law of 24th July 1966 as authorised by your Supervisory Board.*

## THE MARKET FOR THE SHARE

*Public offer of exchange of EEM shares for shares of Maurel & Prom.*

*Taking into account the recent developments concerning your company's investments in the oil business, your company should, in the short term, be valued by the market using criteria other than those one might use to value a holding company.*

*In light of this, EEM has proposed to its shareholders that they should have direct access to ownership of the shares making up your company's capital via an offer to exchange shares of EEM for shares of Maurel & Prom. The Commission des Opérations de Bourse approved this offer on 24th March 2000. 2,173,661 EEM shares would be exchanged for 4,347,322 Maurel & Prom shares, i.e. 2 Maurel & Prom shares for 1 EEM share.*

*Subsequent to this transaction, EEM's capital holding would reduce from 71.76% to 4.78% and from 70.84% to 4.72% for voting rights.*

## MANAGEMENT

*Your company's managing partner, Aréopage, whilst preserving its duties, and in accordance with Article 10 of your company's articles of association, has appointed Monsieur Jean-François Hénin as a non-associated and non-remunerated "partner in person" for Etablissements Maurel & Prom.*

*This nomination's purpose is to facilitate third parties', and in particular foreigners', understanding of the way in which the company functions.*

## CONSEIL DE SURVEILLANCE

Monsieur Pierre-André MARTEL, a pour des raisons de convenance personnelle, demandé à être déchargé de son mandat de membre du Conseil de Surveillance. Vous voudrez bien le remercier pour les fonctions qu'il a exercées à ce titre.

## COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLÉANT

Monsieur Philippe DANJOU ayant démissionné de son poste de Commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Jean-François RAMOLINO de COLLALTO, votre Gérance vous propose de le remplacer par le Cabinet BEAS qui sera représenté par Monsieur Philippe VASSOR, jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

## AUTORISATIONS D'AUGMENTER LE CAPITAL

La délégation de l'assemblée générale des actionnaires consentie à la Gérance l'autorisant à émettre des obligations convertibles en actions est devenue caduque à la date du 26 mars dernier.

La délégation autorisant la Gérance à augmenter le capital social dans la limite d'un montant maximal nominal de 500.000.000 de francs (76.224.508,62 euros) sera, pour sa part, caduque à l'échéance du 26 juin prochain.

Afin de faciliter la gestion financière de la société, nous vous proposons de renouveler de telles délégations.

Il vous est proposé à cet effet :

- d'une part, de déléguer à la Gérance les pouvoirs nécessaires aux fins d'émettre des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription, dans la double limite d'un montant de 50.000.000 d'euros s'agissant des augmentations de capital immédiates ou à terme qui résulteraient des émissions et d'un montant de 100.000.000 d'euros s'agissant des titres de créances qui pourraient être émis en vertu d'une telle délégation ;

- d'autre part, de déléguer à la Gérance les pouvoirs nécessaires aux fins d'émettre des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital, sans maintien du droit préférentiel de souscription, dans la même double limite que celle précédemment exposée,

## SUPERVISORY BOARD

*Mr. Pierre-André Martel has resigned from the Supervisory Board for personal reasons. We would ask you to thank him for his services in this respect.*

## ALTERNATE AUDITORS

*Mr. Philippe Danjou having resigned as alternate auditor at the firm Jean-François Ramolino de Coll'Alto, your Management proposes replacing him with Mr. Philippe Vassor from the firm Cabinet Beas until his predecessor's mandate expires.*

## CAPITAL INCREASE AUTHORISATIONS

*[The authority to issue convertible bonds granted to Management by the General Meeting lapsed on 26th March 2000.*

*The authority granted to Management to increase the company's unconsolidated capital up to a maximum of FRF500,000,000 (76,224,508.62 Euros) will expire on 26th June 2000.*

*In order to facilitate the management of your company's finances, we would request that you renew such authorisations.*

*In this respect, we propose that you:*

- *on the one hand, grant Management the powers necessary for an issue of stock and shares giving access to the company's capital, whilst maintaining pre-emption rights, to a double limit of Euros50,000,000, i.e. immediate or future capital increases resulting from the issues and Euros100,000,000 representing loan stock that may be issued as a result of this authorisation.*

- *and on the other hand, grant Management the powers necessary for an issue of stock and shares giving access to the company's capital, waiving pre-emption rights, to the same double limit as above, except if the authorisation is used to satisfy a demand for shares in the context of a public offer of exchange, since under such conditions, the maximum nominal amounts of both capital*

sauf l'hypothèse dans laquelle la délégation serait utilisée à l'effet de rémunérer les titres qui seraient apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, puisque dans une telle hypothèse le montant maximal nominal des augmentations de capital et des émissions de valeurs mobilières autres que des actions serait fixé respectivement à 150.000.000 d'euros et à 200.000.000 d'euros.

Il vous est proposé, comme autre limite à l'usage par la Gérance des délégations précitées, de fixer le plafond nominal du capital social de la société à la somme de 1.000.000.000 de francs, hors l'hypothèse dans laquelle la délégation serait utilisée à l'effet de rémunérer les titres qui seraient apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange.

Enfin, il vous est demandé de bien vouloir autoriser votre Gérance à procéder, le moment venu, aux formalités nécessaires pour l'expression en euros du capital de la société ou de la valeur nominale des actions.

*increases and issues of stock other than shares would be Euros 150,000,000 and Euros 200,000,000 respectively.*

*In addition, as a further limit to the way in which Management may exercise the above-mentioned powers, we propose that the company's authorised share capital should not exceed FRF1,000,000,000, except if the power is exercised in order to satisfy the demand for shares in the context of a public offer of exchange.*

*Finally, we request that you authorise Management, when the time comes, to complete the necessary formalities for either your company's capital or the nominal value of its shares to be expressed in Euros.*

## Rapport du Conseil de Surveillance

### Supervisory Board's Report

Mesdames, Messieurs,

Tout au long de l'année 1999, nous avons été régulièrement informés par la Gérance de la vie des investissements qui composent le portefeuille de votre société.

Nous nous sommes assurés auprès des Commissaires aux comptes de la régularité comptable des opérations et de la politique de provisions.

Les prévisions initiales de résultat n'ont pas été réalisées. L'exercice 1999 a, en effet, été gravement perturbé par les annulations de contrats consécutives à la baisse des prix du pétrole constatée en 1998 et par les crises en Asie et en Afrique (Congo).

Comme annoncé lors de l'opération d'échange d'actions EEM contre des actions MAUREL & PROM, l'exercice 1999 se solde par une perte qui trouve principalement son origine dans la sous-activité du navire de forage pétrolier, l'Energy Searcher, et des deux câblers. Au Congo, chez STCPA Bois, les conditions d'exploitation se sont dégradées du fait de la guerre civile et les provisions nécessaires ont été constituées en vue de sa cession.

Les recherches gazières se sont traduites, au Sénégal, par un échec et par des difficultés techniques, au Vietnam.

Les événements qui ont affecté votre société sont liés au caractère risqué des investissements qu'elle entreprend, risque inhérent à la nature même de son activité.

Pour l'exercice 2000, votre Gérance, tenant compte de la reprise du marché de l'exploration pétrolière offshore et de celui de la pose et de la maintenance de câbles prévoit un retour à l'équilibre pour l'Energy Searcher et une marge d'exploitation en amélioration pour les deux câblers ; les activités pétrolières et gazières vont être poursuivies et développées, les revenus des activités pétrolières devant, pour la première fois, permettre de dégager une marge nette d'exploitation significative.

Nous approuvons le choix stratégique fait par votre Gérance de se recentrer sur les activités d'exploration et de production pétrolières et gazières, recentrage qui, à moyen terme, devrait faire de votre société une nouvelle compagnie pétrolière française, de petite taille, bénéficiant entre autres, d'une rente pétrolière à Cuba,

*Ladies and Gentlemen*

*Throughout 1999 Management kept us regularly updated on the performance of the investments of which your company's portfolio is comprised.*

*We asked the auditors to check the veracity of the accounts and the transactions therein reflected, as well as the provisions policy.*

*We have noted that initial profit forecasts for the year just ended were not met. Indeed, 1999 was both seriously and negatively affected by the cancellation of contracts subsequent to both the decline in oil prices felt in 1998 and crises in Asia and Africa (the Congo).*

*As stated at the time of the exchange of shares of EEM for shares of Maurel & Prom, 1999 was loss-making, principally as a result of the reduced activity levels of the oil drilling vessel, Energy Searcher, and the two cable-laying vessels. In the Congo, for STCPA Bois, conditions worsened due to civil war, and provisions have been made in the accounts with a view to its disposal.*

*Gas exploration was a failure in Senegal and in Vietnam it was plagued by technical problems.*

*The events that have shaped the year for your company are closely allied to the risk profile of the investments it makes and these risks are inherent in the very nature of its business.*

*For the year 2000 your Management foresees a return to break-even for the Energy Searcher and profits at the operating level for the two cable-laying vessels, as a result of the return to health of the offshore oil exploration and cable-laying and maintenance sectors. Oil and gas operations will be developed and income from oil should, for the first time, enable the company to reap significant operating profits.*

*We approve of your Management's strategic decision to concentrate on oil and gas exploration and production which, in the medium term, should turn your company into a new, though small, force amongst French oil companies. It will benefit from, amongst other things, recurrent income from oil in Cuba, potentially interesting discoveries in the Congo, and potentially attractive partnership*

d'un potentiel de découverte prometteur au Congo, d'une possibilité intéressante de partenariat en Russie ; par conséquence, son potentiel de valorisation à terme nous semble aujourd'hui conforté et, à l'issue des cessions d'actifs périphériques (navires, ferme marine...), son risque se limitera à celui des activités pétrolières et assimilées.

Concernant le Conseil de Surveillance, Monsieur Pierre André MARTEL a souhaité, pour convenance personnelle, remettre sa démission. Nous lui adressons, en votre nom, nos remerciements pour les fonctions qu'il a exercées à ce titre.

*possibilities in Russia. To us, it would appear that your company's potential future value seems strengthened and, once non-core assets (ships, fish farms etc.) have been disposed of, its risk profile will be limited to its oil and oil-related operations.*

*Monsieur Pierre André Martel has, for personal reasons, resigned from the Supervisory Board. On your behalf, we would like to thank him for the duties he has exercised in this role.*

**COMPTES SOCIAUX  
AU 31 DÉCEMBRE 1999**

**FINANCIAL STATEMENTS  
AS OF DECEMBER 31, 1999**



**SOMMAIRE/CONTENTS**

BILAN - ACTIF	24	BALANCE SHEET - ASSETS
BILAN - PASSIF	25	BALANCE SHEET - LIABILITIES & SHAREHOLDERS' EQUITY
COMPTE DE RÉSULTAT	26	STATEMENTS OF INCOME
ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX	28	NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
TABLEAU DE FINANCEMENT	42	STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION

**COMPTES SOCIAUX  
AU 31 DÉCEMBRE 1999**

**FINANCIAL STATEMENTS  
AS OF DECEMBER 31, 1999**



**SOMMAIRE/CONTENTS**

BILAN - ACTIF	24	BALANCE SHEET - ASSETS
BILAN - PASSIF	25	BALANCE SHEET - LIABILITIES & SHAREHOLDERS' EQUITY
COMPTE DE RÉSULTAT	26	STATEMENTS OF INCOME
ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX	28	NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
TABLEAU DE FINANCEMENT	42	STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION



## Bilan Actif

### Balance Sheet Assets

En francs <i>Expressed in FRF</i>	Montant brut <i>Gross value</i>	Amortissements & provisions <i>Depreciation &amp; provisions</i>	Montant net au 31.12.99 <i>Net value</i>	Montant net au 31.12.98 <i>Net value</i>
Concessions, brevets, licences <i>Concessions, patents, licences</i>	19 565 000	4 095 249	15 469 751	19 404 192
Autres immobilisations incorporelles <i>Other intangible fixed assets</i>	210 263 061	39 600 052	170 663 009	11 228 843
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b> <b>INTANGIBLE FIXED ASSETS</b>	<b>229 828 061</b>	<b>43 695 301</b>	<b>186 132 760</b>	<b>30 633 035</b>
Installations techniques <i>Technical installations</i>	180 378 800	12 306 570	168 072 230	153 496 486
Autres immobilisations corporelles <i>Other tangible fixed assets</i>	454 922	430 946	23 976	64 617
Immobilisations en cours <i>Fixed assets in progress</i>				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> <b>TANGIBLE FIXED ASSETS</b>	<b>180 833 722</b>	<b>12 737 516</b>	<b>168 096 206</b>	<b>153 561 103</b>
Titres de participation <i>Investments in other subsidiaries</i>	50 617 368	24 962 491	25 654 877	25 454 684
Prêts <i>Long term loans</i>	24 266 807	24 000 000	266 807	276 929
Autres immobilisations financières <i>Other financial assets</i>				56 914
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b> <b>FINANCIAL FIXED ASSETS</b>	<b>74 884 175</b>	<b>48 962 491</b>	<b>25 921 684</b>	<b>25 788 527</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b> <b>FIXED ASSETS</b>	<b>485 545 958</b>	<b>105 395 308</b>	<b>380 150 650</b>	<b>209 982 665</b>
Créances/Receivables:				
Clients et comptes rattachés <i>Trade receivables and related accounts</i>	5 900 188		5 900 188	5 559 736
Autres créances <i>Other receivables</i>	366 393 140	184 763 856	181 629 284	216 933 760
Trésorerie/Cash and cash equivalents:				
Autres titres de placement <i>Short term investments</i>	229 003		229 003	229 003
Disponibilités <i>Cash and bank</i>	15 091 481		15 091 481	8 137 110
Charges constatées d'avance <i>Prepaid expenses</i>	146 801		146 801	131 887
<b>ACTIF CIRCULANT</b> <b>CURRENT ASSETS</b>	<b>387 760 613</b>	<b>184 763 856</b>	<b>202 996 757</b>	<b>230 991 496</b>
Charges à répartir <i>Deferred charges</i>	1 612 625		1 612 625	2 901 198
Ecart de conversion actif <i>Foreign currency translation adjustment</i>	15 337 894		15 337 894	930 628
<b>TOTAL</b>	<b>890 257 090</b>	<b>290 159 164</b>	<b>600 097 926</b>	<b>444 805 987</b>

## Bilan Passif

### Balance Sheet Liabilities and Shareholders' Equity

En francs <i>Expressed in FRF</i>	31.12.1999	31.12.1998
Capital		
<i>Share capital</i>	181 455 600	181 455 600
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
<i>Paid-in capital</i>	194 935 934	194 935 934
Réserve légale		
<i>Legal reserve</i>	9 796 486	9 796 486
Réserves réglementées		
<i>Regulated reserves</i>	189 293	189 293
Report à nouveau		
<i>Retained earnings brought forward</i>	(55 216 649)	1 051 980
Bénéfice (perte) de l'exercice		
<i>Profit (loss) for the period</i>	(123 210 386)	(56 268 629)
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>SHAREHOLDERS' EQUITY</b>	<b>207 950 278</b>	<b>331 160 664</b>
Provisions pour risques		
<i>Provisions for liabilities</i>	18 404 962	3 440 303
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
<b>PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES</b>	<b>18 404 962</b>	<b>3 440 303</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
<i>Bank loans</i>	32 832 861	40 585 171
Dettes d'exploitation		
<i>Current liabilities:</i>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
<i>Trade payable and related accounts</i>	39 992 024	11 339 886
Dettes fiscales et sociales		
<i>Taxes, payroll and related accounts payable</i>	22 448	1 151 237
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
<i>Accounts payable linked to fixed assets</i>	11 004	157 788
Autres dettes		
<i>Other current liabilities</i>	299 104 701	56 234 528
<b>DETTES</b>		
<b>LIABILITIES</b>	<b>371 963 038</b>	<b>109 468 610</b>
Ecarts de conversion passif		
<i>Foreign currency translation adjustment</i>	1 779 648	736 410

## Compte de Résultats

### Statements of Income

En francs <i>Expressed in FRF</i>	31.12.1999	31.12.1998
Chiffre d'affaires <i>Sales</i>	36 295 020	5 614 442
Reprises sur provisions, transferts de charges <i>Write back of provisions and transfer of expenses</i>		
Autres produits <i>Other operating income</i>	101 128	345 262
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b> <b>OPERATING INCOME</b>	<b>36 396 148</b>	<b>5 959 704</b>
Autres achats et charges externes <i>Other external charges</i>	19 230 949	10 130 453
Impôts, taxes et versements assimilés <i>Taxes and similar contributions</i>	71 578	58 956
Salaires et charges sociales <i>Wage, social and similar contributions</i>		
Dotations aux amortissements et provisions : <i>Depreciation and provisions:</i>		
Sur immobilisations : amortissements <i>On fixed assets: depreciation</i>	23 271 983	2 819 434
Sur charges à répartir : amortissements <i>On deferred charges: amortization</i>	1 288 572	1 288 572
Sur immobilisations : provisions <i>On fixed assets: depreciation</i>	30 000 000	
Autres charges <i>Other operating expenses</i>	385 917	565 680
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b> <b>OPERATING EXPENSES</b>	<b>74 248 999</b>	<b>14 863 095</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b> <b>OPERATING PROFIT (LOSS)</b>	<b>(37 852 851)</b>	<b>(8 903 391)</b>
<b>QUOTE-PART DE RESULTATS SUR OPERATIONS EN COMMUN</b> <b>SHARE OF INCOME FROM JOINT-VENTURES</b>	<b>(21 061 927)</b>	<b>44 583 680</b>
Produits financiers d'autres valeurs mobilières <i>Income from other investments</i>	16 321 339	11 701 756
Autres intérêts et produits assimilés <i>Interests and similar income</i>	722 463	1 099 781
Reprises sur provisions et transferts de charges <i>Write back of provisions and transfer of expenses</i>	5 574 419	8 712 089
Différences positives de change <i>Exchange gains</i>	2 509 379	284 120
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement <i>Net proceeds from disposals of short term investments</i>		692 251
<b>PRODUITS FINANCIERS</b> <b>FINANCIAL INCOME</b>	<b>25 127 600</b>	<b>22 489 997</b>

## Compte de Résultats

### Statements of Income

En francs <i>Expressed in FRF</i>	31.12.1999	31.12.1998
Chiffre d'affaires <i>Sales</i>	36 295 020	5 614 442
Reprises sur provisions, transferts de charges <i>Write back of provisions and transfer of expenses</i>		
Autres produits <i>Other operating income</i>	101 128	345 262
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b> <b>OPERATING INCOME</b>	<b>36 396 148</b>	<b>5 959 704</b>
Autres achats et charges externes <i>Other external charges</i>	19 230 949	10 130 453
Impôts, taxes et versements assimilés <i>Taxes and similar contributions</i>	71 578	58 956
Salaires et charges sociales <i>Wage, social and similar contributions</i>		
Dotations aux amortissements et provisions : <i>Depreciation and provisions:</i>		
Sur immobilisations : amortissements <i>On fixed assets: depreciation</i>	23 271 983	2 819 434
Sur charges à répartir : amortissements <i>On deferred charges: amortization</i>	1 288 572	1 288 572
Sur immobilisations : provisions <i>On fixed assets: depreciation</i>	30 000 000	
Autres charges <i>Other operating expenses</i>	385 917	565 680
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b> <b>OPERATING EXPENSES</b>	<b>74 248 999</b>	<b>14 863 095</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b> <b>OPERATING PROFIT (LOSS)</b>	<b>(37 852 851)</b>	<b>(8 903 391)</b>
<b>QUOTE-PART DE RESULTATS SUR OPERATIONS EN COMMUN</b> <b>SHARE OF INCOME FROM JOINT-VENTURES</b>	<b>(21 061 927)</b>	<b>44 583 680</b>
Produits financiers d'autres valeurs mobilières <i>Income from other investments</i>	16 321 339	11 701 756
Autres intérêts et produits assimilés <i>Interests and similar income</i>	722 463	1 099 781
Reprises sur provisions et transferts de charges <i>Write back of provisions and transfer of expenses</i>	5 574 419	8 712 089
Différences positives de change <i>Exchange gains</i>	2 509 379	284 120
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement <i>Net proceeds from disposals of short term investments</i>		692 251
<b>PRODUITS FINANCIERS</b> <b>FINANCIAL INCOME</b>	<b>25 127 600</b>	<b>22 489 997</b>

## Annexe aux comptes sociaux

### Notes to the financial statements

#### A - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les principes comptables en vigueur en France.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

##### 1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

##### 2) OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES

Les méthodes de comptabilisation des coûts de cette activité sont les suivantes :

###### PERMIS MINIERES

Les permis miniers sont inscrits en actifs incorporels et amortis linéairement sur 5 ans.

En cas de retrait du permis ou d'échec des recherches, l'amortissement restant à courir est constaté en une seule fois.

###### DÉPENSES D'EXPLORATION

Les études et travaux d'exploration, y compris les dépenses de géologie et de géophysique, sont inscrits à l'actif du bilan en immobilisations incorporelles, à l'exception des forages ayant abouti qui sont transférés aux comptes d'immobilisations de production.

Les coûts d'exploration n'ayant pas abouti à une découverte commerciale pour un permis donné sont comptabilisés en charges l'année de la constatation de l'échec.

Des provisions pour dépréciation ou des amortissements exceptionnels sont comptabilisés lorsque les coûts accumulés sont supérieurs aux estimations des cash-flows futurs actualisés ou lorsque des difficultés techniques sont rencontrées. Les dépréciations sont déterminées permis par permis.

#### A - SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

*The financial statements have been prepared in accordance with accounting principles generally accepted in France.*

*Generally Accepted Accounting Principles have been applied with due consideration of rule of prudence, and in accordance with the basic assumptions:*

- going concern,
- consistency from period to period,
- matching concept,

*and in accordance with accounting regulations for preparation and presentation of annual financial statements.*

*Historical cost principle is the basic method followed in valuation as well as for recording transactions.*

*Significant accounting policies are set forth below:*

##### 1) INTANGIBLE ASSETS

*Intangible fixed assets are stated at their acquisition cost.*

##### 2) OIL PRODUCTION

*Main accounting methods for the costs of these activities are the following:*

###### MINING RIGHTS

*Mining rights are classified in intangible assets and depreciated over five years.*

*In case of unsuccessful exploration or licence withdrawal, net book value is charged to expenses.*

###### EXPLORATION EXPENSES

*Exploration costs, including geological and geophysical studies, are capitalized as intangible assets, except successful exploratory wells, which are transferred to production assets.*

*Unsuccessful exploratory costs are charged per right to expenses the year of the setback.*

*Depreciation or allowances are accounted for when accumulated costs are higher than estimated discounted future net cash flows or when technical problems appear. Depreciation and allowances are calculated right per right.*

L'amortissement des dépenses d'exploration est différé jusqu'au terme des recherches.

### IMMOBILISATIONS DE PRODUCTION PÉTROLIÈRE

L'actif immobilisé de production pétrolière comprend les forages d'exploitation productifs ainsi que les dépenses de mise en production et de développement des champs.

Ces immobilisations sont amorties selon la méthode de l'unité de production. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves d'hydrocarbures estimées récupérables au début du même exercice.

### 3) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes linéaires (L) ou dégressives (D) suivantes :

- câbliers : L sur 20 ans,
- agencements et installations : L sur 5 à 10 ans,
- matériel de bureau et informatique : L ou D, sur 3 à 5 ans,
- mobilier de bureau : L sur 10 ans.

### 4) PARTICIPATIONS

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction des capitaux propres et des perspectives de rentabilité des sociétés concernées.

Lorsque les perspectives de rentabilité ne sont pas assurées, les créances sur les filiales et participations sont dépréciées à hauteur des capitaux propres négatifs de ces dernières. Lorsque les pertes dépassent les créances, une provision pour risques est constatée à due concurrence.

### 5) CRÉANCES

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée s'il existe un risque de recouvrement.

### 6) VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur de marché.

### 7) CHARGES À RÉPARTIR

Les frais d'acquisition des titres de participation et d'augmentation de capital sont portés en charges à répartir et amortis sur une durée de cinq ans.

*Depreciation of exploration expenses is deferred till exploration end.*

### DEVELOPMENT AND PRODUCTION OIL ASSETS

*Capitalized oil assets include successful exploratory wells and all development and production costs in proved areas.*

*These assets are depreciated against oil reserve produced in the cost center. Depreciation rate is equal to the ratio of oil produced during the year in the field to the proved reserve estimated at the beginning of the year.*

### 3) TANGIBLE FIXED ASSETS

*Tangible fixed assets are carried at their acquisition cost.*

*Depreciation of assets is calculated over their estimated useful life using the following straight line (S) or accelerated depreciation (A) methods:*

- cable laying repair vessels: S 20 years,*
- leasehold improvements: S on 5 up to 10 years,*
- office equipment and computers: S or A on 3 up to 5 years,*
- office furniture: S on 10 years.*

### 4) INVESTMENTS IN SUBSIDIARIES

*Share investments in subsidiaries are carried at acquisition cost.*

*Depreciation is provided when the fair value is below the cost. The fair value of investments is determined by comparison with shareholders' equity and profitability outlooks of the companies.*

*When profitability is not ensured, Intercompany current accounts are depreciated up to subsidiaries consolidated negative shareholders equity. When losses are higher than intercompany accounts, provision for liabilities are accounted for.*

### 5) RECEIVABLES

*Receivables are recorded at their face value. Allowances for doubtful accounts are accounted for in case of risk of collection.*

### 6) MARKETABLE SECURITIES

*Marketable securities are valued at the lower of their acquisition cost or market value.*

### 7) DEFERRED CHARGES

*Costs of investments in subsidiaries and of increase of share capital of the Company are recorded as deferred charges and amortized over five years.*

## 8) OPÉRATIONS EN DEVISES

Les charges et produits exprimés en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en francs français à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en francs au cours de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan sur la ligne "Ecart de conversion". Les pertes latentes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

## 9) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées en couverture des risques sur les filiales et pour prendre en compte les risques de pertes de change.

## B - COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

Les informations sont données, sauf indication contraire, en milliers de francs (KF).

### 1) IMMOBILISATIONS

L'évolution de l'actif immobilisé et des amortissements se présente ainsi :

	01.01.1999	Acquisitions Increase	Cessions Decrease	31.12.1999
Immobilisations incorporelles <i>Intangible fixed assets</i>	30 794	221 886	22 852	229 828
A déduire : amortissements et provisions <i>Less: depreciation and amortization</i>	160	43 535		43 695
<b>Valeur nette</b> <i>Net book value</i>	<b>30 634</b>	<b>178 351</b>	<b>22 852</b>	<b>186 133</b>
Immobilisations corporelles <i>Tangible fixed assets</i>	156 561	24 272		180 833
A déduire : amortissements <i>Less: depreciation</i>	3 000	9 737		12 737
<b>Valeur nette</b> <i>Net book value</i>	<b>153 561</b>	<b>14 535</b>		<b>168 096</b>
<b>Total valeur brute</b> <i>Total gross value</i>	<b>187 355</b>	<b>246 158</b>	<b>22 852</b>	<b>410 661</b>
A déduire : provisions <i>Less: provisions and allowances</i>	3 160	53 272		56 432
<b>Valeur nette</b> <i>Net book value</i>	<b>184 195</b>	<b>192 886</b>	<b>22 852</b>	<b>354 229</b>

## 8) FOREIGN CURRENCY TRANSACTIONS

Expenses and revenues in foreign currencies are recorded in French Francs at the exchange rate ruling at the date of the transaction. Liabilities, receivables and monetary assets expressed in foreign currencies have been translated at the exchange rate prevailing at the Balance Sheet's closing date. Any resulting exchange differences on liabilities and receivables are accounted for in the balance sheets under the items "Foreign currency translation adjustment". A provision for liabilities is recorded for net unrealized losses.

## 9) PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES

Provisions for liabilities and charges are recorded for covering contingencies on subsidiaries and for covering risks on foreign currency losses.

## B - SUPPLEMENTARY NOTES RELATING TO BALANCE SHEET AND STATEMENTS OF INCOME

Except otherwise indicated, information is given in thousands of French Francs (KF).

### 1) FIXED ASSETS

The rollforward analysis of fixed assets and depreciation is summarized as follows:

### a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent :

– les droits d'exploitation pétroliers au Congo	15 469
– les frais d'exploration sur opérations pétrolières	170 664
– Total	<u>186 133</u>

Ces derniers se ventilent de la manière suivante (valeurs brutes) :

	1999	1998
– Cuba : Canasi, Seboruco	4 863	4 696
– Congo : Kouilou, Kouakouala	33 764	302
– Russie : République des Komis	4 854	2 284
– France : Lavergne	25 905	
– Sénégal	9 600	
– Vietnam	131 278	3 947
Valeur brute	<u>210 264</u>	<u>11 229</u>
Provision	(39 600)	
Valeur nette	<u>170 664</u>	<u>11 229</u>

L'ensemble de ces dépenses correspond à des projets d'exploration qui n'ont pas encore abouti et dont le succès n'est pas certain.

Les résultats d'une étude externe et les estimations de cash flows futurs actualisés tenant compte des conclusions d'une négociation, qui a porté le pourcentage de Maurel & Prom dans le permis à 80%, valident l'intérêt économique de l'investissement gazier au Vietnam. Les difficultés techniques rencontrées ont conduit à la constitution d'une provision de 30 000 KF au 31 décembre 1999.

Les frais de recherche pétroliers au Sénégal ont été amortis à 100% (9 600 KF), les recherches ayant été abandonnées début 2000.

### b) Immobilisations corporelles (valeur nette)

Les immobilisations corporelles incluent deux câblers, à hauteur de 146 990 KF (1998 : 153 496 KF) et les puits pétroliers en production à Cuba (Canasi et Yumuri) pour 22 852 KF.

### a) Intangible fixed assets

Intangible assets consist of:

– exploration and production rights in Congo	15 469
– exploration costs in petroleum activities	170 664
– Total	<u>186 133</u>

These costs can be split as follows (gross value):

	1999	1998
– Cuba: Canasi, Seboruco	4 863	4 696
– Congo: Kouilou, Kouakouala	33 764	302
– Russia: Republic of Komis	4 854	2 284
– France: Lavergne	25 905	
– Sénégal	9 600	
– Vietnam	131 278	3 947
Gross Value	<u>210 264</u>	<u>11 229</u>
Depreciation	(39 600)	
Net Value	<u>170 664</u>	<u>11 229</u>

These costs relate to exploration project which are not finished and of which successful conclusion is not certain.

External survey and estimated discounted future cash flows taking into account negotiation conclusions, according to which the percentage of Maurel & Prom's rights was brought up to 80%, show that the gas investment in Vietnam is economically justified. Technical problems led to make a depreciation amounting to 30 000 KF was recorded as of December 31, 1999.

Oil exploration costs in Senegal were fully amortized (KF 9 600), exploration being discontinued at the beginning of 2000.

### b) Tangible assets (net book value)

Tangible fixed assets include two cable laying repair vessels up to 146 990 KF (1998: KF 153 496) and successful exploratory wells in Cuba (Canasi and Yumuri) up to KF 22 852.



## 2) IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

## 2) FINANCIAL FIXED ASSETS

	01.01.1999	Augmentation Increase	Diminutions Decrease	31.12.1999
Titres de participations <i>Share in subsidiaries</i>	50 490	127		50 617
A déduire : provisions <i>Less: provisions</i>	25 036	219	293	24 962
<b>Valeur nette</b> <b>Net book value</b>	<b>25 454</b>	<b>(92)</b>	<b>(293)</b>	<b>25 655</b>
Prêts à plus d'un an <i>Long term loans</i>	24 277		10	24 267
A déduire : provisions <i>Less: allowances</i>	24 000			24 000
<b>Valeur nette</b> <b>Net book value</b>	<b>277</b>		<b>10</b>	<b>267</b>
Dépôts et cautionnements <i>Security deposits</i>	57		57	0
<b>Valeur nette</b> <b>Net book value</b>	<b>57</b>		<b>57</b>	<b>0</b>
<b>Total valeur brute</b> <b>Total gross value</b>	<b>74 824</b>	<b>127</b>	<b>67</b>	<b>74 884</b>
A déduire: provisions <i>Less: provisions and allowances</i>	49 036	219	293	48 962
<b>Valeur nette</b> <b>Net book value</b>	<b>25 788</b>	<b>(92)</b>	<b>(226)</b>	<b>25 922</b>

## a) Titres de participation

Le détail des titres est donné dans le tableau des filiales et participations.

## b) Prêts à plus d'un an

Les prêts à plus d'un an comprennent la créance sur la société Financière Transagra Transformation pour 24 000 KF (1998 : idem), totalement dépréciée en raison du dépôt de bilan de cette société, ainsi que divers prêts accordés dans le cadre de l'effort de construction pour 267 KF (1998 : 277 KF).

## 3) AUTRES CRÉANCES

Les autres créances incluent les éléments suivants :

- des avances en principal faites aux filiales du groupe pour 328 453 KF (1998 : 291 077 KF),
- des intérêts courus au titre de ces avances pour 17 051 KF (1998: 26 158 KF),
- des créances de carry-back pour un montant de 10 320 KF (1998 : idem),

## a) Shares in subsidiaries

Details on share in subsidiaries are given in the schedule of subsidiaries.

## b) Long term loans

Long term loans item includes the receivable against the company Financière Transagra Transformation up to KF 24 000 (1998: idem), fully depreciated consequently to its bankruptcy, and several loans granted in compliance with the mandatory contribution to the national lodging assistance agency for KF 267 (1998: KF 277).

## 3) OTHER RECEIVABLES

Other receivables include the following components :

- advances granted to group subsidiaries up to KF 328 453 (1998: KF 291 077),
- accrued interests receivable on these advances for KF 17 051 (1998: KF 26 158),
- income tax carry-back receivables amounting to KF 10 320 (1998: idem),

- une créance sur la société Transagra pour 10 026 KF (1998 : idem),
- des créances diverses pour 539 KF (1998 : 525 KF).

- a receivable against the company Transagra for KF 10 026 (1998: idem),
- miscellaneous receivables for 539 KF (1998: KF 525).

#### 4) PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES

Les provisions pour dépréciation des créances ont évolué comme suit :

#### 4) ALLOWANCES ON RECEIVABLES

The movements of allowances on receivables were as follows:

	01.01.1999	Augmentations Increase	Reprises Write-back	31.12.1999
Sur les avances aux filiales <i>On subsidiaries' advances</i>	112 707	61 742		174 449
Sur les autres créances <i>On other receivables</i>	12 176		1 862	10 314
	<b>124 883</b>	<b>61 742</b>	<b>1 862</b>	<b>184 763</b>

Au 31 décembre 1999, des provisions sont constituées sur :

- les avances faites à Stom pour 89 555 KF (1998 : 71 737 KF), afin de couvrir les pertes cumulées dues à l'arrêt de la prospection sur le site de Faliko, les pertes d'exploitation et les frais financiers de l'exercice.
- les avances faites à Stcpa-Bois pour 44 008 KF (1998 : 17 759) et à Stcpa pour 28 947 KF (1998 : 23 210 KF), afin de prendre en compte les pertes cumulées de l'exploitation, les frais financiers et les risques de dommages liés à la guerre au Congo,
- les avances faites à Brooklyn Shipping Limited pour 11 934 KF (1998 : 0) afin de prendre en compte les pertes cumulées de l'exploitation,
- la créance Transagra pour 10 026 KF (1998 : idem),
- des créances diverses pour 288 KF (1998 : 2 150 KF).

As of December 31, 1999, allowances have been recorded for:

- advances granted to Stom up to KF 89 555 (1998: KF 71 737) to cover the losses due to field research stopping on Faliko, year operating losses and interests.
- advances granted to Stcpa-Bois group up to KF 44 008 (1998: KF 17 759) and Stcpa up to KF 28 947 (1998: KF 23 210) in order to consider accumulated operating losses and interests and risks of damages due to war in Congo,
- advances granted to Brooklyn Shipping Limited up to KF 11 934 (1998: 0) in order to consider the accumulated losses,
- a receivable from Transagra for KF 10 026 (1998: idem),
- miscellaneous receivables for KF 288 (1998: KF 2 150).

#### 5) ETAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

#### 5) MATURITY OF RECEIVABLES

	Montant brut Gross value	A un an au plus Up to one year	A plus d'un an After one year
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b> <i>Receivables relating to financial assets:</i>			
Prêts <i>Loans</i>	24 267	24 006	261
<b>Créances de l'actif circulant :</b> <i>Current receivables:</i>			
Créances clients et comptes rattachés <i>Trade receivables and related accounts</i>	5 900	5 900	
Autres créances <i>Other receivables</i>	366 393	361 268	5 125
<b>Total</b>	<b>396 560</b>	<b>391 174</b>	<b>5 386</b>

## 6) VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur de marché du portefeuille de valeurs mobilières de placement s'élève à 242 KF au 31 décembre 1999.

## 7) CHARGES À RÉPARTIR

Les charges différées de l'exercice correspondent principalement aux frais liés à l'augmentation de capital de 1997 de la société.

## 6) MARKETABLE SECURITIES

The market value as of December 31, 1999 of portfolio marketable securities amounts to KF 242.

## 7) DEFERRED CHARGES

Expenses capitalized during the period in deferred charges include mainly costs relating to the 1997 increase of share capital of the Company.

	31.12.1999	31.12.1998
Charges à répartir au 1 <sup>er</sup> janvier <i>Deffered charges as of January 1st</i>	2 901	4 190
Montant comptabilisé dans l'exercice <i>Deffered charges for the year</i>		
Amortissement de l'exercice <i>Amortization for the year</i>	(1 288)	(1 289)
<b>Charges à répartir au 31 décembre</b> <i>Deffered charges as of December 31<sup>st</sup></i>	<b>1 613</b>	<b>2 901</b>

## 8) CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres ont évolué comme suit :

## 8) SHAREHOLDERS' EQUITY

Movements of shareholders' equity were as follows:

	01.01.1999	Affectation du résultat <i>Profit/loss allocation</i>	Résultat de l'exercice <i>Profit/(Loss) for the year</i>	31.12.1999
Capital <i>Capital</i>	181 455			181 455
Prime d'émission <i>Paid in capital</i>	194 936			194 936
Réserve légale <i>Legal reserve</i>	9 796			9 796
Réserves réglementées <i>Regulated reserves</i>	189			189
Report à nouveau <i>Retained Earnings brought forward</i>	1 052	(56 268)		(55 216)
Résultat <i>Profit for the period</i>	(56 268)	56 268	(123 210)	(123 210)
<b>Total</b>	<b>331 160</b>	<b>0</b>	<b>(123 210)</b>	<b>207 950</b>

Au 31 décembre 1999, le capital est composé de 3 629 112 actions d'une valeur nominale de 50 FRF chacune.

Par décision prise lors de l'assemblée générale mixte du 27 juin 1995, la gérance dispose du pouvoir de porter le capital à un montant maximum de 500 millions de francs en une ou plusieurs fois. Cette autorisation expire le 26 juin 2000.

Conformément à cette autorisation, la gérance a décidé le 29 novembre 1999 d'augmenter le capital d'un montant de 120 970 400 FRF pour le porter à 302 426 000 FRF, par émission de 2 419 408 actions de F 50 avec une prime

As of December 31, 1999, the share capital consists of 3 629 112 shares with a par value of FRF 50 each.

With respect to the decision taken by the combined shareholders' meeting held on June 27, 1995, the Managing Board has authority to increase the capital up to F 500 million in one or several times. This authorization expires on June 26, 2000.

Following this decision, the managing board decided on November 29, 1999, to increase Company's share capital by F 120 970 400 up to 302 496 000, by

d'émission de F 45,11 chacune. Les actions nouvelles étaient assorties d'un bon de souscription d'actions.

La souscription a eu lieu du 20 décembre 1999 au 5 janvier 2000.

## 9) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit :

	01.01.1999	Dotations Increase	Reprises Decrease	31.12.1999
Risque de change <i>Foreign currency exposure</i>	194	15 317	173	15 338
Risques sur filiales <i>Risks on subsidiaries</i>	3 246	3 066	3 246	3 066
<b>Total</b>	<b>3 440</b>	<b>18 383</b>	<b>3 419</b>	<b>18 404</b>

La provision pour risques de change concerne le dollar américain (Cf §14) et est liée principalement aux comptes courants consentis par Eem à Maurel & Prom. Ce compte courant a été partiellement converti lors de l'augmentation de capital. Le solde a été intégralement remboursé au 31 mars 2000.

## 10) EMPRUNTS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Un tirage sous forme de ligne de crédit d'un montant maximum de 40 500 KF, ou de sa contre valeur en \$, a été accordé pour une durée de cinq ans le 7 septembre 1998 pour refinancer partiellement un câbliez. Le crédit est amortissable en cinq annuités égales à partir du 7 septembre 1999. La ligne de crédit porte intérêt au taux Pibor (pour les tirages en francs) ou Libor (pour les tirages en dollars) plus 0,75 % l'an. En garantie du crédit, une hypothèque de premier rang a été prise sur le câbliez. Au 31 décembre 1999, 32 400 KF restent à rembourser.

## 11) AUTRES DETTES

Ce poste recouvre :

- les avances en compte courant de la société Electricité et Eaux de Madagascar pour 156 748 KF (1998 : 52 881 KF) et de filiales pour 62 913 KF (1998 : 1 846 KF),
- les intérêts courus au titre de ces avances pour 4 074 KF (1998 : 1 292 KF),
- la quote-part résiduelle de Maurel & Prom dans les pertes de la SEP pour 14 699 KF,
- une avance sur augmentation de capital en cours faite par un actionnaire pour 60 288 KF,
- diverses charges à payer pour 381 KF (1998 : 216 KF).

issuing 2 419 408 shares with a par value of F 50 and a premium of F45,11 each. Each share is coupled with a right to preferential allotment.

Subscription took place from December 20, 1999 to January 5, 2000.

## 9) PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES

Movements of provisions for liabilities and charges are stated below:

Provision for foreign currency exposure relates to US dollar (Cf § 14) and is linked to current account between Eem and Maurel & Prom. This account was partially transformed in shares. The remaining amount was fully reimbursed as of March 31, 2000.

## 10) BANK LOANS

A revolving credit line amounting to a maximum of KF 40 500, or the equivalent amount in \$, has been granted for five years on September 7, 1998 to partially finance one cable laying repair vessel. The credit line is reimbursable in five regular repayments from September 7, 1999. The credit line bear interest at PIBOR (for credit line expressed in FRF) or LIBOR (for credit line expressed in USD) plus 0,75% per annum. As a warranty, a first mortgage on the vessel has been raised. As of December 31, 2000 KF 32 400, are to be reimbursed.

## 11) OTHER LIABILITIES

Are included in this heading:

- advances in current account granted by the parent company Electricité et Eaux de Madagascar up to KF 156 748 (1998: KF 52 881) and by subsidiaries for 62 913 KF (1998: KF 1 846),
- accrued interests payable on such advances up to KF 4 074 (1998: KF 1 292),
- unpaid Maurel & Prom's share of SEP losses up to KF 14 699,
- advance made by one shareholder on the on-going capital increase for KF 60 288,
- miscellaneous accrued payables amounting to KF 381 (1998: KF 216).

## 12) ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

## 12) MATURITY OF LIABILITIES

	Montant brut Gross value	A un an au plus Up to one year	A plus d'un an After one year
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits <i>Bank loans</i>	32 832	8 532	24 300
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>Trade payable and related accounts</i>	39 992	39 992	
Dettes fiscales et sociales <i>Taxes, payroll and related accounts</i>	22	22	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés <i>Accounts payable and related accounts linked to fixed assets</i>	11	11	
Autres dettes <i>Other current liabilities</i>	299 104	299 104	
<b>Total</b>	<b>371 961</b>	<b>347 661</b>	<b>24 300</b>

## 13) PRODUITS À RECEVOIR - CHARGES À PAYER

Les produits à recevoir s'élèvent à 20 097 KF (1998 : 31 717 KF) et sont afférents essentiellement aux intérêts courus sur les avances en comptes courants accordées aux filiales (17 051 KF) et aux créances clients (3 046 KF).

Les charges à payer s'élèvent à 59 012 KF (1998 : 11 300 KF) et concernent principalement les pertes de SEP (14 699 KF) les intérêts courus sur les avances accordées par Eem (2 919 KF) et les dettes d'exploitation (39 337 KF dont 31 242 KF d'appels de fonds pour l'exploration gazière au Vietnam).

## 14) ECARTS DE CONVERSION

Les écarts de conversion, tant actif que passif, correspondent à la revalorisation des dettes et créances en devises au cours de clôture et portent principalement sur le dollar américain (1999 : 6,529534 - 1998 : 5,6221).

La perte latente de 15 337 KF (1998 : 195 KF) est totalement provisionnée.

## 15) CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires représente des refacturations de services concernant les câblers à une société du groupe pour 27 683 KF et les ventes de pétrole de Cuba pour 8 611 KF.

## 16) RÉSULTAT FINANCIER

Au 31 décembre 1999, le résultat financier inclut :

- les intérêts facturés aux filiales pour 16 321 KF (1998 : 11 701 KF),
- des dotations nettes aux provisions pour dépréciation des filiales pour 61 349 KF (1998 : 98 568 KF), dont 17 861 KF pour Stom et 28 844 KF pour Stcpa Bois,

13) ACCRUED RECEIVABLES  
ACCRUED PAYABLES

Accrued receivables amount to KF 20 097 (1998: KF 31 717) and are mainly relating accrued interests receivable on current accounts owned to group subsidiaries (KF 17 051) and trade receivable on a subsidiary (KF 3 046).

Accrued payables amount to KF 59 012 (1998: KF 11 300) mainly relating to losses from joint-venture (KF 14 699), to accrued interests payable on current accounts owed to Eem (KF 2 919) as well as accrued trade payable (KF 39 337 of which KF 31 242 are cash calls for gas exploration in Vietnam).

14) FOREIGN CURRENCY TRANSLATION  
ADJUSTMENTS

Foreign currency translation adjustments, assets as well as liabilities, relate to the year-end revaluation of liabilities and receivables expressed in foreign currencies, mainly the US dollar (1999: 6,529534 - 1998: 5,6221).

Unrealized losses are fully depreciated up to KF 15 337 (1998: KF 195).

## 15) SALES

Sales are the recharging of services relating to cable laying repair vessel to one subsidiary for KF 27 683 and the sale of Cuban oil for KF 8 611.

## 16) FINANCIAL RESULT

As of December 31, 1999, allowances have been recorded for:

- Interests invoiced to subsidiaries for 16 321 KF (1998: KF 11 701),
- net allowances for depreciation of subsidiaries up to KF 61 349 KF (1998: KF 98 568) of which KF 17 861 relate to Stom and KF 28 844 to Stcpa- Bois,

- des dotations nettes aux provisions pour pertes de change pour 15 143 KF (1998 : -1 447 KF),
- les intérêts dus à la société mère et à une filiale pour 4 646 KF (1998 : 1 953 KF),

## 17) EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

La société est principalement exposée au risque de change sur le dollar américain par ses investissements dans cette devise. Les principales expositions au risque de change sont les suivantes :

- net allowances for exchange risk up to KF 15 143 (1998: - KF 1447)
- interests due to parent company and subsidiary up to KF 4 646 (1998: KF 1 953),

## 17) EXPOSURE TO FOREIGN EXCHANGE RISK

The Company is mainly exposed to fluctuation of exchange rates on US dollar due to its investments in such currency. The main exposures are as follows:

	Montant brut		A plus d'un an	
	K\$	KF	KF	KF
Comptes courants débiteurs "Groupe" <i>Amounts owed by group companies</i>	2 572	16 805	4 023	22 618
Fournisseurs <i>Suppliers</i>	(5 462)	(35 669)	(1 104)	(6207)
Comptes courants créditeurs "Groupe" <i>Amounts owed to group companies</i>	(30 536)	(199 388)	(9 927)	(55 811)
<b>Total</b>	<b>(33 426)</b>	<b>(218 252)</b>	<b>(7 008)</b>	<b>(39 400)</b>

## 18) IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Du fait des déficits fiscaux antérieurs, la société n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice.

Les pertes fiscales reportables au 31 décembre 1999, soit 66 882 KF, imputables sur les bénéfices fiscaux futurs expirent en 2000 pour 14 596 KF, en 2001 pour 30 669 KF, et sont sans limite pour 21 617 KF.

La société bénéficie de report de moins-values nettes à long terme dans la limite de 27 452 KF imputables sur les plus-values nettes à long terme réalisables jusqu'en 2006 ou sur les bénéfices imposables au taux normal dans certaines limites légales.

L'incidence de cette situation fiscale n'est pas enregistrée dans les états financiers.

Par ailleurs, la société détient une créance sur l'Etat au titre du report en arrière des déficits pour un montant total de 10 320 KF, inscrit dans les « Autres créances ». Cette créance est imputable sur l'impôt sur les sociétés des exercices futurs ou remboursable en 2000 pour 5 195 KF et en 2001 pour 5 125 KF.

L'impôt enregistré dans les comptes 1998, soit 1 178 KF correspond à l'imposition due par Maurel & Prom au titre de deux de ses filiales dans le cadre de l'article 209 B du Code Général des impôts.

## 19) ENGAGEMENTS HORS BILAN

### a) Engagements reçus

Sont garantis par la caution solidaire et indivisible de la Coopérative Agri Cher :

## 18) INCOME TAX

Due to the loss carry forwards, the Company is not subject to income tax for the year ending.

The tax losses at December 31, 1999 which may be carried forward to reduce future taxable income amount to KF 66 882 expiring in 2000 up to KF 14 596, in 2001 up to KF 30 669 and without limit for KF 21 617.

The Company is entitled to carry forward previous net long-term capital losses up to KF 27 452 which may be used to set off subsequent net long-term capital gains to be realized until 2006 or may be deductible, under certain legal limitations, for future taxable profit subject to normal rate income tax.

The income tax effect arising from the foregoing is not recognized in the financial statements.

Additionally the Company owns a carry-back income tax credit over the State for a total amounting to KF 10 320, recorded under the item "Other receivables", which may be used to reduce future income tax payable or, if not, reimbursable in 2000 up to KF 5 195 and in 2001 up to KF 5 125.

Income taxes recorded in 1998 annual accounts relate to taxes due by Maurel & Prom on behalf of two subsidiaries, following the terms of article 209 B of the tax code.

## 19) COMMITMENTS

### a) Commitments received

Are secured by the undivided joint guarantee from the company Coopérative Agri Cher:

- le prêt de 20 MF à moyen terme accordé au groupe Transagra,
- la créance de 10 MF sur la société Transagra.

En raison du dépôt de bilan de ces deux sociétés, les Etablissements Maurel & Prom ont produit au passif pour ces montants.

Les Etablissements Maurel & Prom ont été assignés en responsabilité dans la déconfiture de la Coopérative Agricher. La société estime cette action non fondée et n'a pas constitué de provisions à ce titre.

### b) Hypothèque

La société a donné une hypothèque sur un câblage en garantie du crédit bancaire pour un montant de 32 400 KF.

### c) Engagements donnés dans le domaine pétrolier

Dans le cadre des contrats de partage de production et d'assistance technique pétroliers au Congo, à Cuba, en Russie et au Vietnam, les Etablissements Maurel & Prom se sont engagés à assurer le financement de dépenses de recherche et de travaux.

Ces engagements se décomposent ainsi au 31 décembre 1999 (en K\$) :

– Congo	6 735
– Cuba	2 290
– France	185
– Russie	510
– Vietnam	4 000
<b>Total</b>	<b>13 720</b>

De plus, une caution bancaire de 1 000 K\$ a été consentie pour les opérations pétrolières en Russie. La société a donné en garantie un gage espèce de 500 K\$.

### d) Autres engagements donnés

Le 15 octobre 1999, Maurel & Prom a couvert une de ses filiales dont la monnaie fonctionnelle est le dollar pour le risque de change lié au compte courant de 109 100 KF qu'elle lui a consenti. La couverture, sous la forme d'un achat de devises à terme, est faite sur deux ans au taux de 1\$ pour 5,71 F. Le profit de change non réalisé à ce titre s'élève à 15 658 KF.

## 20) EFFECTIF

La société n'a pas d'effectif salarié depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996. La gestion administrative, financière et comptable de la société est prise en charge dans le cadre d'un GIE de moyens dont les charges sont réparties avec la société Electricité et Eaux de Madagascar.

- the FRF 20 million medium term loan granted to the Transagra group,
- the receivable against the company Transagra amounting to FRF 10 million.

Consequently to the bankruptcy of those both companies, Etablissements Maurel & Prom filed a list for the above mentioned amounts.

Etablissements Maurel & Prom were sued for liability in the bankruptcy of Cooperative Agricher. The Company estimates this lawsuit ill-founded and has not accounted any allowance for this suit.

### b) Mortgage

The Company mortgaged one cable laying repair vessel as a guarantee of the bank credit line for a total amount of KF 32 400.

### c) Financial commitments given for oil activities

Within petroleum production sharing and technical assistance contracts signed in Congo, in Cuba, in Russia and in Vietnam, Etablissements Maurel & Prom took commitments for financing exploration and production expenses.

Commitments can be split as follows as of December 31, 1999 (K\$):

– Congo	6 735
– Cuba	2 290
– France	185
– Russie	510
– Vietnam	4 000
<b>Total</b>	<b>13 720</b>

Moreover, a K\$ 1 000 bank security has been given for Russian petroleum activities. The company gave as guarantee a bankpledge of K\$ 500.

### d) Other financial commitments given

On October 15, 1999, Maurel & Prom covered one of its subsidiary, of which functional currency is dollar, for exchange risk linked to its current account of KF 109 100 with Maurel & Prom. The cover, by the way of a forward purchase exchange contract, is for two years at a rate of 1\$ for 5,71 F. Unrealized profit amounts to KF 15 658

## 20) STAFF

The company has no employee since April 1, 1996. Administrative, financial and accounting management is carried out within a GIE (Economic Interest Grouping) of which costs are shared with the company Electricité et Eaux de Madagascar.

## 21) RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES À LA GÉRANCE ET AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

## 21) COMPENSATION PAID TO THE MANAGING BOARD AND TO MEMBERS OF SUPERVISORY COUNCIL

	1999	1998
Direction <i>Management</i>	308	290
Gérance <i>Managing Board</i>	181	362
Organes de surveillance <i>Supervisory Council</i>	200	200
<b>Total</b>	<b>689</b>	<b>852</b>

La quote-part des frais de direction est imputée à Maurel & Prom par l'intermédiaire du Gie de moyens (cf § 20).

*The Maurel & Prom share of management cost is allocated through the GIE (cf § 20).*

En outre, aux termes de l'article 17 des statuts, la gérance est autorisée à percevoir une rémunération participative basée sur 20 % du résultat net avant impôt pour la part excédant le montant équivalent à 10 % des fonds propres sociaux au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice. Du fait de la perte de l'exercice, aucune rémunération n'est due à ce titre pour 1999.

*Pursuant to paragraph 17 of the articles of Association the Managing Board is also entitled to a variable compensation proportionally linked to the profit before income tax in the limit of 20% of such profit exceeding 10% of shareholders' funds at the beginning of the year. Because of the year losses, no compensation is due for 1999.*

## 22) QUOTE-PART DE RÉSULTATS SUR OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN

## 22) SHARE OF INCOME FROM JOINT-VENTURES

Ce montant représente le résultat acquis au titre de l'exploitation du navire Energy Searcher, par l'intermédiaire de la société en participation entre Maurel & Prom et JSL (SEP), pour l'exercice 1999, soit une perte de 3 227 K\$ (1998 : 7 631 K\$).

*This item represents the result earned from business of the ship Energy Searcher, through a partnership between Maurel & Prom and JSL (SEP), during the year 1999 being a loss of K\$ 3 227 (1998: K\$ 7 631).*

## 23) ELÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

## 23) RELATED PARTY TRANSACTIONS

Postes concernés/Items	31.12.1999	31.12.1998
<b>Actif/Assets</b>		
Participations/Shares in subsidiaries	50 617	50 490
Créances clients/Trade receivables		5 560
Autres créances/Other receivables	328 453	317 233
<b>Passif/Liabilities</b>		
Dettes fournisseurs/Trade payable	(1 577)	(1 577)
Dettes sur immobilisations/Accounts payable linked to fixed assets		(157)
Autres dettes/Other current liabilities	(238 435)	(56 018)
<b>Compte de résultat/Statements of income</b>		
Quotes-parts sur opérations faites en commun/Shares of income from joint-ventures	(21 061)	44 581
Autres produits financiers/Interests and similar income	16 321	11 701
Charges financières/Interests expenses	(4 646)	(4 022)

## 24) IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Les comptes des Etablissements Maurel & Prom sont consolidés par intégration globale dans les comptes de la société mère Electricité et Eaux de Madagascar.

## 24) CORPORATE AFFILIATION

*Financial statements of Maurel & Prom are fully consolidated within the financial statements of the parent company Electricité et Eaux de Madagascar.*



## 25) TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS/SCHEDULE OF SUBSIDIARIES

Montants exprimés en unités monétaires - Amounts expressed in monetary Units

Sociétés Companies	% détenu % owned	Capital Share capital	Capitaux propres autres que le capital social Shareholders' funds except share capital	Valeur comptable des titres détenus of Shares		Prêts et avances accordés Loans and advances granted (a)	Cautions et avals donnés Commitments granted	Dividendes encaissés Dividends paid	Chiffre d'affaires du dernier exercice Net sales for the last year end	Résultat du dernier exercice Net profit (loss) for the last year end	Notes
				Brute Gross value	Nette Net value						
<b>France/France</b>											
Compagnie Aquacole du Midi	100.00	18 050 000	569 648	39 694 092	16 151 872	13 213 872			237 753		
Caroil	100.00	250 000	(131 491)	249 400	118 509				(6 432)		
<b>Etranger/Foreign</b>											
Jet Shipping Ltd (Kingston)	100.00	3 800	776 457	126 250	126 250	30 563 413			8 809 680		1
Brooklyn Shipping Ltd (Kingston)	100.00	3 703	(1 831 455)	873 900	0	15 941 998			5 314 669		2
Société de Traitement de l'Or Mailen (Bamako)	75.33	115 000	(99 555 168)	86 300	0	101 178 838			0		3
S.T.C.P.A. (Brazzaville)	98.00	50 000	(29 209 079)	41 003	0	28 947 972			535 784		4
S.T.C.P.A.-Bois (Brazzaville)	83.00	50 000	(24 432 820)	41 000	0	67 728 327			24 540 542		5
Zetah Congo (Pointe Noire)	100.00	10 000	0	9 900	9 900	0			0		
Compagnie Européenne et Africaine du Bois (Luxembourg)	100.00	1 250 000	(1 279 264)	247 177	0	7 284 783			Néant		6
Anzoil NI (Perth)	18.44	73 167 391	(10 240 402)	9 246 646	9 246 646				Néant		
<b>Divers/Miscellaneous</b>				1 700	1 700	2 108 500					7
<b>Total</b>				<b>50 617 368</b>	<b>25 654 877</b>	<b>266 967 703</b>					

1 : Prêts et avances en montant net

Avances en comptes courants dépréciées à hauteur de/Depreciation on advances in current accounts up to:

2 : 11 934 367 F.

3 : 89 555 167 F.

4 : 28 947 972 F.

5 : 44 008 354 F.

6 : Avances destinées principalement à New Gold Mali - Advances mainly for New Gold Mali

7 : Avances en comptes courants concernant le Gie EEEMP/Advances in current accounts relating to the Gie EEEMP

(a) Intérêts courus inclus/Accrued interests included

(b) Sauf valeur comptable des titres détenus et des prêts et avances exprimés en FRF/Except book value of shares and loans and advances granted expressed in French Francs

(c) Date de clôture de l'exercice : 31.03.1999/Year end closing date: 31.03.1999

(d) Date de clôture de l'exercice : 30.06.1999/Year end closing date: 30.06.1999

## Résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices

### Financial Information of the Company for the five last fiscal years

En francs Expressed in FRF	1995	1996	1997	1998	1999
<b>I. SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE</b>					
<i>CAPITAL AT THE END OF FISCAL YEAR</i>					
a) Capital social					
<i>Share capital</i>	80 646 950	80 646 950	80 646 950	181 455 600	181 455 600
b) Nombre d'actions émises					
<i>Number of shares authorized issue and outstanding</i>	1 612 939	1 612 939	3 629 112	3 629 112	3 629 112
<b>II. RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTIVES</b>					
<i>FINANCIAL DATA AND EARNINGS FOR THE FISCAL YEAR</i>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes					
<i>Net sales</i>	131 255	50 000	221 289	5 614 442	36 295 020
b) Résultat avant impôts, amortissements et provisions					
<i>Earnings before income tax, depreciation and provisions</i>	(103 650 565)	1 080 340	39 364 759	47 999 939	6 051 962
c) Impôts sur les bénéfices					
<i>Income tax</i>	(5 125 042)	46 430	–	1 178 789	69 117
d) Résultat après impôts, amortissements et provisions					
<i>Earnings after income tax, depreciation and provisions</i>	(79 781 531)	18 590 418	34 635 838	(56 268 629)	(123 210 387)
e) Montant des bénéfices distribués					
<i>Amount of dividends distributed</i>	–	–	21 774 672	–	–
<b>III. RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION</b>					
<i>EARNINGS PER SHARE</i>					
a) Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions					
<i>Earnings after income tax and before depreciation and provisions</i>	(64,26)	0,64	10,85	12,90	1,65
b) Résultat après impôts, amortissements et provisions					
<i>Earnings after income tax, depreciation and provisions</i>	(49,46)	11,53	9,54	(15,50)	(33,95)
c) Dividende net versé à chaque action					
<i>Net dividend paid per share</i>	–	–	6,00	–	–
<b>IV. PERSONNEL</b>					
<i>SOCIAL INFORMATION</i>					
a) Nombre de salariés					
<i>Staff number</i>	3	3	–	–	–
b) Montant de la masse salariale					
<i>Total amount of gross wages and salaries</i>	1 144 394	718 183	–	–	–
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)					
<i>Amounts expensed for social costs (social security and other contributions)</i>	531 557	209 373	–	–	–

## Tableau de financement

### Statements of Changes in Financial Position

En francs <i>Expressed in FRF</i>	31.12.1999	31.12.1998
Résultat de l'exercice <i>Net Income</i>	(123 210 386)	(56 268 628)
Dotations (reprises) nettes aux amortissements et provisions <i>Depreciation, amortization and provisions (net of write-backs)</i>	129 193 229	103 089 779
(Plus-values), moins-values de cession <i>(Gains), losses on disposals of assets</i>		1 533
<b>Capacité d'autofinancement</b> <i>Gross cash flows from operations</i>	<b>5 982 843</b>	<b>46 822 684</b>
<b>Variation du fonds de roulement</b> <i>Changes in working capital</i>	<b>14 634 410</b>	<b>(9 840 692)</b>
<b>I - FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE (UTILISE DANS) L'EXPLOITATION</b> <b>NET CASH PROVIDED BY (USED IN) OPERATING ACTIVITIES</b>	<b>20 617 253</b>	<b>36 981 992</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles, nettes des transferts en immobilisations corporelles <i>Acquisitions of intangible assets, net of transfers to tangible assets</i>	(199 034 218)	(30 793 843)
Acquisitions d'immobilisations corporelles <i>Acquisitions of tangible fixed assets</i>	(24 272 593)	(79 461 798)
Acquisitions d'immobilisations financières <i>Acquisitions of financial fixed assets</i>	(70 085)	(9 969 240)
Cessions d'immobilisations corporelles <i>Proceeds from disposals of tangible fixed assets</i>		4 824
Cessions d'immobilisations financières <i>Proceeds from disposals of financial fixed assets</i>	10 522	93 629
Augmentation nette des comptes courants groupe <i>Net increase of group current accounts</i>		(88 428 416)
<b>Investissements nets</b> <i>Net Investments</i>	<b>(223 366 374)</b>	<b>(208 554 844)</b>
<b>Incidence des décalages liés aux opérations d'investissement</b> <i>Changes in current assets and liabilities linked to investing activities</i>	<b>(162 644)</b>	<b>150 373</b>
<b>2 - FLUX DE TRESORERIE AFFECTE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b> <b>NET CASH USED IN INVESTING ACTIVITIES</b>	<b>(223 529 018)</b>	<b>(208 404 471)</b>
Dividendes versés <i>Dividends paid</i>		(31 852 067)
Augmentation (diminution) des dettes financières <i>Changes in long term debt</i>	(7 890 728)	40 500 000
Diminution nette des comptes courants groupe <i>Net decrease of group current accounts</i>	217 533 808	
<b>3 - FLUX DE FINANCEMENT</b> <b>NET CASH PROVIDED BY FINANCING ACTIVITIES</b>	<b>209 643 080</b>	<b>8 647 933</b>
<b>4 - VARIATION DE TRESORERIE</b> <b>NET INCREASE (DECREASE) IN CASH</b>	<b>6 731 315</b>	<b>(162 774 546)</b>
<b>5 - TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b> <b>CASH AND CASH EQUIVALENT AT THE BEGINNING OF THE PERIOD</b>	<b>8 366 114</b>	<b>171 140 660</b>
<b>6 - TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b> <b>CASH AND CASH EQUIVALENTS AT THE END OF THE PERIOD</b>	<b>15 097 429</b>	<b>8 366 114</b>

# Rapport général des Commissaires aux Comptes

## Statutory Auditor's General Report Annual Accounts

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Maurel & Prom SCA établis en francs, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels établis conformément aux principes comptables généralement admis en France sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

*Ladies and Gentlemen*

*In our capacity as statutory auditor, we present below our report on:*

- the accompanying annual accounts in Francs of Etablissements Maurel & Prom, and*
- the specific procedures and disclosures prescribed by law, for the year ended December 31, 1999.*

*The annual accounts are the responsibility of the Company's management. Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit.*

### I. OPINION ON THE ANNUAL ACCOUNTS

*We have carried out our audit in accordance with French accounting standards. These standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the annual accounts are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the annual accounts. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall annual account presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.*

*We certify that the accounts, which have been drawn up in accordance with generally accepted French accounting practice, present fairly, in all material respects, the financial position of the Company at December 31, 1998 and the results of its operations for the year then ended.*

### II. SPECIFIC PROCEDURES AND DISCLOSURES PRESCRIBED BY LAW

*We have also carried out, in accordance with professional standards, the specific procedures prescribed by law.*

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Le 29 Mai 2000

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit

Fabienne GAUDEMARD

Jean-François RAMOLINO de COLLALTO

*We have nothing to report with respect to the fairness of information contained in the Directors' Report and its consistency with the annual accounts and other information presented to shareholders concerning the financial position and annual accounts.*

*29th May, 2000*

*The Auditors*

*ERNST & YOUNG Audit*

*Fabienne GAUDEMARD*

*Jean-François RAMOLINO de COLLALTO*

# Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

## Auditor's Special Report Annual Accounts

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article 258 de la loi du 24 juillet 1966, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

#### AVEC LA SOCIÉTÉ STCPA BOIS

Au cours de sa réunion du 30 septembre 1999, suite à la cession de STCPA Bois à Maurel & Prom le 04/01/1999 votre Conseil de Surveillance a autorisé l'ouverture d'un compte courant entre Maurel & Prom et STCPA Bois, prévoyant la rémunération des avances de trésorerie au taux fiscalement déductible.

Au 31 décembre 1999, le compte courant s'élève à 67.728.326 FF au profit de Maurel & Prom dont 4.398.840 d'intérêts.

#### Personnes concernées :

Monsieur HENIN

Monsieur de PIMODAN

*Ladies and Gentlemen*

*In our capacity as auditors of your company, we present below our report on regulatory agreements.*

*In accordance with Article 258 of the law of 24th July 1966, we hereby inform that we have been advised of agreements which have received the prior approval of your Supervisory Board.*

*It is not our responsibility to seek out any other potential agreements, but rather to disclose, on the basis of the information we have been given, the characteristics and terms of those agreements which we have been notified of, without stating whether we find them useful or well-founded. In accordance with the terms of Article 92 of the decree of 23rd March 1967, it is your responsibility to judge the worthiness of the agreements with a view to approving them.*

*We have conducted our audit in accordance with normal French auditing standards. These standards require us to verify that the information given to us concurs with the documentary evidence to which the information relates.*

### AGREEMENTS REACHED DURING THE YEAR

#### WITH STCPA BOIS

*During its meeting of 30th September 1999 and subsequent to the sale of STCPA Bois to Maurel & Prom on 4th January 1999, your Supervisory Board authorised an inter-company loan between Maurel & Prom and STCPA Bois at a tax deductible rate.*

*As at 31st December 1999 the loan amounted to FRF67,728,326 due to Maurel & Prom, of which FRF4,398,840 was interest.*

#### Persons involved:

Monsieur HENIN

Monsieur de PIMODAN

### AVEC LA SOCIÉTÉ C.E.A.B.

Lors de sa séance du 30 septembre 1999, votre Conseil de Surveillance a autorisé la mise en place d'une convention de compte courant entre Maurel & Prom et la société Compagnie Européenne et Africaine de Bois.

La convention est en cours de discussion au 31 décembre 1999 et de ce fait, aucune rémunération n'a été allouée sur l'exercice.

Au 31 décembre 1999, l'ensemble des comptes courants s'élève à 245 365 FF au profit de Maurel & Prom.

#### Personne concernée :

Monsieur HENIN

### AVEC LA SOCIÉTÉ PACIFICO

Au cours de sa réunion du 28 octobre 1999, votre Conseil de Surveillance a approuvé la proposition de porter l'augmentation de capital souscrite par la société PACIFICO à hauteur de 60 MF en compte courant rémunéré au taux fiscalement déductible, en attente de la réalisation définitive de cette opération.

Au 31 décembre 1999, les avances en compte courant s'élèvent à 60.288.411 FF au profit de Maurel & Prom dont 288 411 FF d'intérêts.

#### Personne concernée :

Monsieur Henin

### AVEC LES SOCIÉTÉS JET SHIPPING LTD ET JET HOLDING

Votre Conseil de Surveillance en date du 28 octobre 1999 et du 29 mars 2000 a autorisé une convention de trésorerie entre Maurel & Prom et Jet Holding via Jet Shipping Ltd rémunérée au taux fiscalement déductible.

Au 31 décembre 1999, les sommes concernées sont présentées au paragraphe 2.6. relatif aux comptes courants entre Maurel & Prom et Jet Shipping Limited.

#### Personnes concernées :

Monsieur HENIN

Monsieur de PIMODAN

### WITH C.E.A.B.

*In its meeting of 30th September 1999 your Supervisory Board authorised an inter-company loan agreement between Maurel & Prom and the Compagnie Européenne et Africaine de Bois.*

*The agreement was still being negotiated at year end, therefore no provisions have been made at that date.*

*As at 31st December 1999, the total inter-company loan amounted to FRF245,365 due to Maurel & Prom.*

#### Person involved:

Monsieur HENIN

### WITH PACIFICO

*During its meeting of 28th October 1999 your Supervisory Board gave its approval to the proposed capital increase subscribed for by Pacifico (FRF60 million) by way of an inter-company loan at a tax deductible rate, pending the transaction's finalisation.*

*As at 31st December 1999, the loan amounted to FRF60,288,411 due to Maurel & Prom, of which FRF288,411 was interest.*

#### Person involved:

Monsieur HENIN

### WITH JET SHIPPING LTD AND JET HOLDING

*In its meetings of 28th October 1999 and 29th March 2000 your Supervisory Board authorised an inter-company loan between Maurel & Prom and Jet Holding via Jet Shipping Ltd at a tax deductible rate.*

*The sums involved as at 31st December 1999 are set out in paragraph 2.6 relating to inter-company loans between Maurel & Prom and Jet Shipping Limited.*

#### Persons involved:

Monsieur HENIN

Monsieur de PIMODAN

## B. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### 1) AVEC LA SOCIÉTÉ BROOKLYN SHIPPING LIMITED

Au cours de sa réunion du 11 décembre 1997, votre Conseil de Surveillance a autorisé la conclusion de deux contrats de location avec la société Brooklyn Shipping Ltd portant sur les câbliers.

#### Location du Miss Clémentine

Par un contrat de location (bareboat) en date du 14 mai 1998, Maurel & Prom loue le câblier Miss Clémentine à BSL pour une période de deux ans au prix de 8.000 USD par jour de sous-location du navire par BSL.

Loyer encaissé par Maurel & Prom en 1999 : 1.511.506 USD

#### Location du Miss Marie

Par un contrat de location (bareboat) en date du 1<sup>er</sup> juillet 1998, Maurel et Prom loue le câblier Miss Marie à BSL pour une période de deux ans au prix de 8.000 USD par jour de sous-location du navire par BSL.

Loyer encaissé par Maurel & Prom en 1999 : 1.200.500 USD

Les frais payés directement par Maurel & Prom au titre de ces deux navires ont fait l'objet d'une refacturation à BSL au franc le franc pour un montant global de 10.826.406 FF au cours de l'exercice 1999.

### 2) AVEC LA SOCIÉTÉ ELECTRICITÉ ET EAUX DE MADAGASCAR (E.E.M.)

*Convention de compte courant entre Maurel & Prom et E.E.M.*

Au cours de sa réunion du 12 mars 1996, votre Conseil de Surveillance a autorisé l'ouverture d'un compte courant entre Maurel & Prom et E.E.M. Cette convention fixe la rémunération des avances consenties au taux T4M + 0,5 %.

Au 31/12/99, les avances en compte courant de E.E.M. s'élevaient à un montant net de 159.668.186 FF dans les comptes de Maurel & Prom dont 2.919.948 FF d'intérêts.

## B. AGREEMENTS REACHED DURING PRIOR YEARS AND WHICH WERE IMPLEMENTED DURING THE YEAR

*Furthermore, in accordance with the decree dated 23rd March 1967, we have been informed that the implementation of the following agreements, approved during previous years, continued during 1999.*

### 1) WITH BROOKLYN SHIPPING LTD (BSL)

*During its meeting held on 11th December 1997, your Supervisory Board authorised the signing of two hire contracts with BSL for the cable-laying vessels.*

#### *Hire of the Miss Clémentine*

*Via a bareboat charter dated 14th May 1998, Maurel & Prom leases the Miss Clémentine to BSL for a two year period at US\$8,000 per day of subcontracting by BSL.*

*Rental income earned by Maurel & Prom during 1999 amounted to US\$1,511,506.*

#### *Hire of the Miss Marie*

*Via a bareboat charter dated 1st July 1998, Maurel & Prom leases the Miss Marie to BSL for a two year period at US\$8,000 per day of subcontracting by BSL.*

*Rental income earned by Maurel & Prom during 1999 amounted to US\$ 1,200,500.*

*The FRF10,826,406 costs paid directly by Maurel & Prom for these two vessels were recharged to BSL.*

### 2) WITH ELECTRICITÉ ET EAUX DE MADAGASCAR (EEM)

*Inter-company loan agreement between Maurel & Prom and E.E.M.*

*In its meeting of 12th March 1996, your Supervisory Board authorised the opening of an inter-company loan account between Maurel & Prom and EEM. This agreement fixes the interest on any loans at T4M + 0.5%.*

*As at 31st December 1999 the advances to EEM's account amounted to FRF159,668,186 in Maurel & Prom's accounts, of which FRF2,919,948 was interest.*



### *GIE de moyens avec Electricité et Eaux de Madagascar*

Votre Conseil de Surveillance du 4 octobre 1996 a approuvé la constitution d'un GIE de moyens entre Maurel & Prom et Electricité et Eaux de Madagascar afin de centraliser la gestion des frais généraux.

Au titre de l'année 1999, la quote-part de frais revenant à Maurel & Prom s'élève à 1.577.799 FF.

### 3) AVEC LA SOCIÉTÉ EEM CONSEILS

Votre Conseil de Surveillance du 12 mars 1996, a approuvé la convention de domiciliation entre Maurel & Prom et EEM Conseils. Le montant annuel de domiciliation est fixé à 24.120 FF (TTC) assorti d'une majoration de 15 % pour participation aux frais de siège d'EEM Conseils.

Au titre de l'exercice 1999, ce montant s'élève à 27 738 FF.

### 4) AVEC BROOKLYN SHIPPING LTD

Au cours de sa réunion du 11 décembre 1997, votre Conseil de Surveillance a autorisé la mise en place d'une convention cadre de compte courant entre Maurel & Prom et Brooklyn Shipping Ltd, prévoyant la rémunération des trésoreries au taux fiscalement déductible.

Au 31/12/1999, les avances en compte courant s'élèvent globalement à 15.941.998 FF dans les comptes de Maurel & Prom dont 502.945 FF d'intérêts.

### 5) AVEC LA SOCIÉTÉ S.T.C.P.A.

Votre Conseil de Surveillance du 19 février 1997 a autorisé la signature d'une convention de compte courant entre Maurel & Prom et S.T.C.P.A.

Cette dernière a été conclue le 8 janvier 1998, avec effet rétroactif au 30 octobre 1996, pour une durée de trois ans, reconductible par tacite reconduction pour la même durée, prévoyant la rémunération des trésoreries au taux fiscalement déductible.

Au 31/12/99, l'ensemble des comptes courants s'élève à 28.947.972 FF au profit de Maurel & Prom dont 1.422.729 FF d'intérêts.

### 6) AVEC LA COMPAGNIE AQUACOLE DU MIDI

Votre Conseil de Surveillance du 30 juin 1997 a autorisé la signature d'une convention de compte courant entre Maurel & Prom et la Compagnie Aquacole du Midi.

GIE (Groupement d'Intérêt Economique/Grouping of Economic Interests) with Electricité et Eaux de Madagascar

*In its meeting of 4th October 1996 your Supervisory Board approved the establishment of a GIE between Maurel & Prom and Electricité et Eaux de Madagascar in order to centralise general overheads.*

Maurel & Prom's share of the 1999 costs amounted to FRF1,577,799.

### 3) WITH EEM CONSEILS

*In its meeting of 12th March 1996 your Supervisory Board approved the domicile agreement between Maurel & Prom and EEM Conseils. The annual domicile amount is fixed at FRF24,120 including taxes with a surcharge of 15% for the share of costs relating to EEM Conseils' offices.*

For 1999 this amounted to FRF27,738.

### 4) WITH BROOKLYN SHIPPING LTD

*During its meeting of 11th December 1997 your Supervisory Board authorised the drawing-up of an agreement for an inter-company loan account between Maurel & Prom and Brooklyn Shipping Ltd, allowing for interest on liquidities at a tax deductible rate.*

As at 31st December 1999 total inter-company loans amounted to FRF15,941,998 in Maurel & Prom's accounts, of which FRF502,945 was interest.

### 5) WITH STCPA

*During its meeting of 19th February 1997 your Supervisory Board authorised the signature of an inter-company loan agreement between Maurel & Prom and STCPA.*

*The agreement was signed on 8th January 1998, back-dated to 30th October 1996, for a period of three years, with tacit renewal. The agreement allows cash to be remunerated at a tax deductible rate.*

As at 31st December 1999, total inter-company loans amounted to FRF28,947,972 in favour of Maurel & Prom, of which FRF1,422,729 was interest.

### 6) WITH COMPAGNIE AQUACOLE DU MIDI

*In its meeting of 30th June 1997 your Supervisory Board authorised the signature of an inter-company loan agreement between Maurel & Prom and the Compagnie Aquacole du Midi.*

Cette dernière a été conclue le 16 septembre 1997 pour une durée de 1 an, avec effet rétroactif au 1er janvier 1997, reconductible par tacite reconduction, prévoyant la rémunération des trésoreries au taux fiscalement déductible.

Au 31/12/1999, l'ensemble des comptes courants s'élève à 13.213 872 FF au profit de Maurel & Prom dont 213 872 FF d'intérêts.

### 7) AVEC JET SHIPPING LTD

Votre Conseil de Surveillance du 11 décembre 1997 a autorisé la mise en place de deux conventions de compte courant :

- une convention de compte courant non rémunéré dans la société en participation créée entre Maurel & Prom et Jet Shipping Ltd ;
- une convention de compte courant au taux fiscalement déductible entre Maurel & Prom et Jet Shipping Ltd.

Au 31/12/1999, les comptes courants s'élèvent respectivement à 109.100.050 FF (compte courant débiteur) et à 63.837.531 FF (compte courant créditeur) dont 1 154 004 FF d'intérêts.

### 8) AVEC LA SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT DE L'OR MALIEN (STOM)

La société OPASIE avait conclu le 16 février 1996 une convention de compte courant avec la société STOM prévoyant la rémunération du compte courant au taux de 12 %.

Votre Conseil de Surveillance du 1er octobre 1997, a décidé la transmission de patrimoine de la société OPASIE vers Maurel & Prom. Maurel & Prom se trouve, en conséquence, substituée à elle dans tous ses biens, droits et obligations y compris ceux relatifs à ladite convention de compte courant.

Au 31/12/1999, l'ensemble des comptes courants s'élève à 101.178.837 FF au profit de Maurel & Prom dont 10.512.723 FF d'intérêts.

*The agreement was signed on 16th September 1997, back-dated to 1st January 1997, with tacit renewal. The agreement allows cash to be remunerated at a tax deductible rate.*

*As at 31st December 1999, total inter-company loans amounted to FRF13,213,872 in favour of Maurel & Prom, of which FRF213,872 was interest.*

### 7) WITH JET SHIPPING LTD

*In its meeting on 11th December 1997 your Supervisory Board authorised the drawing-up of two inter-company loan agreements:*

- an interest-free loan account in the books of the joint venture created between Maurel & Prom and Jet Shipping Ltd;*
- an inter-company loan at a tax deductible rate between Maurel & Prom and Jet Shipping Ltd.*

*As at 31st December 1999 the balances on the loan accounts were FRF109,100,050 and FRF 63,837,531 respectively, of which FRF1,154,004 was interest.*

### 8) WITH SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT DE L'OR MALIEN (STOM)

*On 16th February 1996 OPASIE signed an inter-company loan agreement with the STOM. The agreement allows for the loan to be remunerated at a rate of 12%.*

*In its meeting of 1st October 1997 your Supervisory Board decided to transfer OPASIE's assets to Maurel & Prom.*

*As a result, Maurel & Prom has taken the place of OPASIE, not only relative to its assets, rights and obligations, but also in the inter-company loan agreement between OPASIE and the STOM.*

*As at 31st December 1999, the inter-company loans amounted to FRF101,178,837 in favour of Maurel & Prom, of which FRF10,512,723 was interest.*

### C. CONVENTION NON SOUMISE A L'AUTORISATION PREALABLE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Nous vous présentons également notre rapport sur les conventions visées à l'article 105 de la loi du 24 juillet 1966.

En application de l'article 233 de cette loi, nous vous signalons qu'une convention n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il nous appartient, sur la base des informations qui nous ont été données, de vous communiquer, outre les caractéristiques et les modalités essentielles de cette convention, les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

#### AVEC LA SOCIÉTÉ JET SHIPPING LIMITED

Le 15 octobre 1999, Maurel & Prom a couvert Jet Shipping Limited dont la monnaie fonctionnelle est le dollar pour le risque de change lié au compte-courant de 109.100.050 FF qu'elle lui a consenti. Cette couverture, réalisée sous la forme d'un achat de devises à terme dont l'échéance est le 30 juin 2002, est faite au taux de 1 \$ pour 5,71 FF. Le profit de change non réalisé à ce titre s'élève chez Maurel & Prom à 15.659.386 FF.

Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 26 avril 2000, votre Conseil de Surveillance a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

#### Personnes concernées :

Monsieur HENIN

Monsieur de PIMODAN

Le 29 mai 2000

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit

Fabienne GAUDEMARD

Jean-François RAMOLINO de COLLALTO

### C. AGREEMENT NOT SUBMITTED FOR SUPERVISORY BOARD PRIOR APPROVAL

We also set out below our report on agreements relating to Article 105 of the law of 24th July 1966.

In accordance with Article 233 of this law, we hereby inform you that an agreement has not had prior authorisation from your Supervisory Board.

Quite apart from the essential details and characteristics of the agreement, it is our responsibility, based on information we have been given, to appraise you of the reasons why the prior authorisation procedure was not followed.

#### WITH JET SHIPPING LIMITED

On 15th October 1999 Maurel & Prom hedged the exchange risk on the FRF105,100,050 inter-company loan it had granted Jet Shipping Limited, whose business is US dollar based. This hedge, a currency forward expiring 30/06/02 was at FRF5.71 to the dollar. The unrealised exchange gain in Maurel & Prom's accounts amounted to FRF15,659,386.

On 26th April 2000 your Supervisory Board gave the agreement retrospective approval.

#### Persons involved :

Monsieur HENIN

Monsieur de PIMODAN

29th May 2000

The Auditors

ERNST & YOUNG Audit

Fabienne GAUDEMARD

Jean-François RAMOLINO de COLLALTO

## Rapport sur les autorisations d'augmenter le capital social avec délégation à la Gérance soumises à l'assemblée du 14 Juin 2000

### Report on Capital Increase Authorisations with Power of Attorney to Management, submitted to the Meeting of 14th June 2000

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article 339-2 de la loi du 24 juillet 1966, nous vous présentons notre rapport sur les projets d'émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de votre société.

Votre gérance vous propose de lui déléguer le soin d'arrêter les modalités des opérations suivantes :

- émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription dans la double limite de 50 million d'euros (327 978 500 FF) d'augmentation de capital et de 100 millions d'euros (655 957 000 FF) d'émission de titres de créances ;
- émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription dans les mêmes doubles limites.

Ces opérations ne pourront pas conduire le capital social à dépasser le montant de 1 milliard de francs.

Dans le cas particulier de la rémunération d'un apport d'actions ou de titres donnant droit à des actions, réalisé dans le cadre d'une offre publique d'échange, les limites de l'autorisation d'émettre, sans droit préférentiel de souscription, des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société sont fixées à 150 millions d'euros (983 935 500 F) d'augmentation du capital et 200 millions d'euros (1 311 914 000 FF) d'émission de titres de créances.

Nous avons examiné le projet d'émission en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.

Le montant du prix d'émission des titres de capital à émettre n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions dans lesquelles ces émissions seront réalisées, et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription visant certaines d'entre elles, dont le principe entre dans la logique des opérations soumises à votre approbation.

Conformément à l'article 155-2 du décret du 23 mars 1967, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation de l'émission par votre gérance.

Le 29 Mai 2000

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit

Fabienne GAUDEMARD

Jean-François RAMOLINO de COLLALTO

*In our capacity as auditors of your company and in accordance with Article 339-2 of the law of 24th July 1966 we set out below our report on proposed share and stock issues which afford access to your company's capital.*

*Your management proposes that you allow it to decide upon the detail of the following transactions:*

- an issue of shares or stock giving access to the company's capital, with preemption rights preserved, to a double limit of Euros 50 million (FRF327,978,500) of increased capital and Euros 100 million (FRF655,957,000) of stock and debt;*
- an issue of shares or stock giving access to the company's capital, with preemption rights waived, to the same double limits.*

*These transactions must not lead capital to increase beyond FRF1 billion.*

*In the particular case of remunerating shares offered for exchange or stock giving access to shares, in the context of a public offer of exchange, the limits on authorisations to issue shares or stock, with or without preemption rights which give access to the company's capital are fixed at Euros 150 million (FRF983,935,500) capital increase and Euros 200 million (FRF1,311,914,000) stock and debt.*

*We have analysed the proposed issue in accordance with normal accounting standards and diligence.*

*Since the issue price of stock yet to be issued has not been fixed, we cannot comment, either on the definitive terms and conditions under which the issues will take place, or on the proposal to waive preemption rights in some of the issues, the principle of which is a logical part of the transactions for which your approval is being sought.*

*In accordance with Article 155-2 of the Décret of 23rd March 1967, we will draw up a complementary report once the issues have been carried out by your Management.*

29th May 2000

The Auditors

ERNST & YOUNG Audit

Fabienne GAUDEMARD

Jean-François RAMOLINO de COLLALTO

## Projet de Résolutions présenté par la Gérance

### Draft Resolutions submitted by Management

#### A CARACTERE ORDINAIRE

##### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, des rapports du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 1999 tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. En conséquence, elle donne quitus au gérant et aux membres du Conseil de Surveillance de l'exécution de leurs mandats pour ledit exercice.

##### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur la proposition de la Gérance, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 1999 au poste « Report à nouveau ».

Le solde du report à nouveau au 31 décembre 1999 s'établira comme suit :

Report à nouveau de l'exercice précédent .....	(55.216.648,84 F)
Perte de l'exercice 1999 .....	(123.210.386,90 F)
Soit un solde du Report à nouveau de .....	(178.427.035,74 F)

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices.

Exercices	1998	1997	1996
Dividendes (F)	0	21.774.672	0
Avoir fiscal (F)	0	10.887.336	0
Total (F)	0	32.662.008	0

##### TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 258 de la loi du 24 juillet 1966, approuve chacune des opérations conclues ou poursuivies au cours de l'exercice écoulé qui y sont relatées.

#### ORDINARY RESOLUTIONS

##### FIRST RESOLUTION

*The General Meeting, having heard the reports of Management, Supervisory Board and auditors, resolves to approve the financial statements for the year ended 31st December 1999 as set out, the notes thereon and the operations set out in the reports. The Meeting therefore resolves to grant total and unconditional approval to Management and members of the Supervisory Board for the execution of their mandates for the year.*

##### SECOND RESOLUTION

*In accordance with Management's proposal, the General Meeting resolves to allocate losses for the year ended 31st December 1999 to «Reserves».*

*Reserves as at 31st December 1999 will therefore be comprised of:*

Losses brought forward	FRF(55,216,648.84)
Losses carried forward	FRF(123,210,386.90)
Total carried forward	FRF(178,427,035.74)

*In accordance with Article 243a of the Code Général des Impôts, the table below sets out the amounts of dividend paid for the preceding three years:*

Year	1998	1997	1996
Dividends (FRF)	0	21,774,672	0
Tax credits (FRF)	0	10,887,336	0
Total (FRF)	0	32,662,008	0

##### THIRD RESOLUTION

*The General Meeting, having heard the Auditors' special report on agreements related to Article 258 of the law of 24th July 1966, resolves to approve the agreements so concluded or initiated during the year.*

#### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur la proposition de la Gérance, donne quitus entier à Monsieur Pierre-André MARTEL, démissionnaire, de son mandat de Membre du Conseil de Surveillance.

#### CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, prenant acte de la démission de Monsieur Philippe DANJOU de ses fonctions de Commissaire aux comptes suppléant, décide de nommer en remplacement, sur proposition de la Gérance, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant le Cabinet B.E.A.S 7/9, Villa Houssay – 92200 Neuilly s/Seine pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

#### SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale fixe la rémunération annuelle de la Gérance à CINQ CENT MILLE (500.000) Francs (hors taxe) au titre de l'exercice 2000.

#### SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de fixer à la somme de DEUX CENT MILLE (200.000) Francs le montant des jetons de présence à allouer aux Membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1999.

#### HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur le rapport de la Gérance, autorise la Gérance à créer et à émettre, en une ou plusieurs fois, en France et à l'étranger, pendant le délai de cinq ans prévu par la loi, des obligations ordinaires à concurrence d'un montant nominal global de 500.000.000 F (76.224.500 euros) au maximum ou à sa contre-valeur en devises, dans les proportions, sous les formes et aux époques, taux et conditions qu'elle jugera convenable.

L'Assemblée Générale donne à la Gérance tous pouvoirs en vue de réaliser cet ou ces emprunts et d'accomplir à cet égard toutes les formalités prévues par la loi.

L'Assemblée Générale précise, en outre, que la Gérance aura toute latitude pour fixer les caractéristiques des obligations qui pourront notamment comporter un taux fixe ou variable, et, le cas échéant, une prime de remboursement au-dessus du montant nominal.

#### FOURTH RESOLUTION

*As proposed by Management, the General Meeting resolves to grant total and unconditional approval to Monsieur Pierre-André Martel to resign his membership of the Supervisory Board.*

#### FIFTH RESOLUTION

*The General Meeting takes note of Monsieur Philippe Danjou's resignation as alternate auditor and resolves to appoint the Cabinet B.E.A.S., 7/9 Villa Houssay, 92200 Neuilly-sur-Seine, France, in accordance with Management's proposal for the remainder of the previous incumbent's mandate, that is until the Annual General Meeting which will review the accounts for the year to 31st December 2001.*

#### SIXTH RESOLUTION

*The General Meeting resolves to fix Management's remuneration for the year 2000 at five hundred thousand French Francs (FRF500,000) excluding taxes.*

#### SEVENTH RESOLUTION

*The General Meeting resolves to fix members of the Supervisory Board's total remuneration at two hundred thousand French Francs (FRF200,000) for the year ended 31st December 1999.*

#### EIGHTH RESOLUTION

*The General Meeting, having heard Management's report, authorises it to create and issue, in one or several lots, in France or on foreign markets, during the five year period allowed in law, ordinary bonds for a total nominal amount not exceeding FRF 500,000,000 (Euros 76,224,500) or its currency equivalent, in the lot sizes, of the type and at the dates, rates and terms it sees fit.*

*The General Meeting grants Management all powers in order for it to effect this/these loans and to effect all the related legal formalities.*

*The General Meeting wishes it to be noted that Management will have complete freedom to decide upon the characteristics of the bonds, which may, in particular, have a fixed or variable coupon and potentially a conversion premium which exceeds the nominal.*

L'Assemblée Générale décide que ces obligations seront assorties de l'engagement de la société, jusqu'à la mise en remboursement effective de la totalité de ces obligations, sans que cet engagement affecte en rien sa liberté de disposer de la propriété de ses biens, de ne pas conférer d'hypothèques sur les biens et droits immobiliers qu'elle peut ou pourra posséder et de ne pas constituer un nantissement sur son fonds de commerce, au bénéfice d'autres bons ou obligations négociables, émis ou à émettre, sans consentir les mêmes garanties et au même rang aux présentes obligations.

Nonobstant les dispositions du paragraphe qui précède, et par dérogation à celles-ci, dans l'hypothèse où la société émettrait d'autres obligations ou souscirait un emprunt ayant pour objet spécifique l'acquisition d'un actif donné, elle pourra consentir à son prêteur des garanties sur l'actif dont l'acquisition serait ainsi financée sans avoir à respecter au bénéfice des titulaires des obligations visées au paragraphe qui précède, les dispositions dudit paragraphe.

L'Assemblée Générale autorise la Gérance à émettre ces obligations ordinaires soit en francs français, soit en monnaie unique européenne dite EURO dans le délai légal et lorsqu'elle le jugera opportun.

## A CARACTERE EXTRAORDINAIRE

### NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de la Gérance, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 3 des statuts, relatif à l'objet social :

#### Ancienne rédaction

La gestion de tous titres et droits sociaux. A cet effet, la prise de participation dans toutes sociétés, groupements, associations, notamment par voie d'achat, de souscription, d'apport ; la cession sous toute forme desdits titres ou droits sociaux.

L'acquisition de tous immeubles, leur gestion ou leur vente.

Le commerce de tous produits et marchandises.

Et de manière générale, la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, agricoles, financières, en France ou dans tous autres pays et ce, soit par la création de sociétés nouvelles, soit par apports, souscription, achat de titres ou droits sociaux, fusion, société en participation ou autrement et généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se

*The General Meeting resolves that the company will guarantee the bonds until such time as they are fully reimbursed. This guarantee does not in any way affect the company's right to confer ownership of its assets, its right not to allow charges on the fixed assets and property rights which it may not or in the future possess, and its right not to collateralise its business against other negotiable bonds issued or to be issued, without giving the same guarantees and pari passu ranking to the above-mentioned bonds.*

*Notwithstanding the conditions of the foregoing paragraph and contrary to them, should the company issue other bonds or take out a loan for the specific purpose of acquiring a given asset, it will be empowered to grant its lender a charge over the asset so acquired without having to respect the foregoing paragraph's conditions insofar as they relate to the above-mentioned bondholders.*

*The General Meeting resolves to authorise Management to issue these bonds either in French Francs or in the single european currency, the Euro, within the legally imposed timescales at any time it sees fit.*

## EXTRAORDINARY RESOLUTIONS

### NINTH RESOLUTION

*The General Meeting, having heard Management's report, resolves to change Article 3 of the company's Articles of Association, which relates to the company's reason for being, as follows:*

#### Previous wording New wording

*Asset and rights management. To this effect, the taking of holdings in all companies, corporate entities and associations, particularly through acquisition, subscription, and loans, and the disposal, in any manner, of the assets and rights so acquired.*

*Property acquisition, management and sales.*

*Trading in all products and merchandise.*

*And generally, the company's direct or indirect involvement in all commercial, industrial, property, agricultural, and financial operations, in France or any other country and this either by creating new companies, through loan capital, subscription, purchases of shares or rights, merger, partnership or otherwise and generally all operations whatsoever their nature, directly or indirectly*

rattachant directement ou indirectement à ces activités et susceptibles d'en faciliter le développement ou la gestion.

### Nouvelle rédaction

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

– la gestion de tous titres et droits sociaux. A cet effet, la prise de participation dans toutes sociétés, groupements, associations, notamment par voie d'achat, de souscription, d'apport ; la cession sous toute forme desdits titres ou droits sociaux.

– la recherche et l'exploitation de tous gîtes minéraux, notamment de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux et produits connexes,

– la location, l'acquisition, la cession, la vente, de tous puits, terrains, gisements, concessions, permis d'exploitation ou permis de recherches, soit pour son compte personnel, soit pour le compte de tiers, soit en participation ou autrement. Le transport, le stockage, le traitement, la transformation et le commerce de tous hydrocarbures naturels ou synthétiques, de tous produits ou sous-produits du sous-sol liquides ou gazeux, de tous minerais ou métaux.

– l'acquisition de tous immeubles, leur gestion ou leur vente.

– le commerce de tous produits et marchandises

Et de manière générale, la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, agricoles, financières, en France ou dans tous autres pays et ce, soit par la création de sociétés nouvelles, soit par apports, souscription, achat de titres ou droits sociaux, fusion, société en participation ou autrement et généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à ces activités et susceptibles d'en faciliter le développement ou la gestion.

### DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de la Gérance, décide de modifier l'article 7 ter – Information sur les prises de participation significatives – concernant les règles de déclaration de franchissement de seuil à la société qui passe de 0,5% à 5%.

### Nouvelle rédaction

Toute personne physique ou morale, tout fonds commun de placement ou toute autre forme de copropriété, agissant seul ou de concert, qui détient ou viendrait à détenir ou posséder, directement ou indirectement, en pleine propriété, en nue-propriété ou en

*related to these activities and likely to facilitate growth or management thereof.*

### New wording

*The company's reason for being, in France and abroad:*

*– Asset and rights management. To this effect, the taking of holdings in all companies, corporate entities and associations, particularly through acquisition, subscription, and loans, and the disposal, in any manner, of the assets and rights so acquired.*

*– exploration and mining of all mineral deposits, in particular of all liquid or gaseous hydrocarbon deposits, and related products.*

*– leasing, purchasing, ceding or selling all wells, lands, deposits, fields, concessions, licences to exploit or to research, either on its own account or on behalf of third parties, either as a contributor in a partnership or otherwise. Transportation, storage, treatment, refining and sale of all natural or synthetic hydrocarbons, of all underground liquid or gaseous products and their derivatives, and of all minerals or metals.*

*– property acquisition, management and sales.*

*– trading in all products and merchandise.*

*And generally, the company's direct or indirect involvement in all commercial, industrial, property, agricultural, and financial operations, in France or any other country and this either by creating new companies, through loan capital, subscription, purchases of shares or rights, merger, partnership or otherwise and generally all operations whatsoever their nature, directly or indirectly related to these activities and likely to facilitate growth or management thereof.*

### TENTH RESOLUTION

*The General Meeting, having heard Management's report, resolves to modify Article 7c – Information regarding significant shareholdings – in respect of the rules covering declaration to the company of a notifiable interest increasing from 0.5% to 5%.*

### New wording

*All individuals, corporate entities, collective investment schemes and other form of shared ownerships, acting alone or in concert, that hold or come to hold or own, be it directly or indirectly, in unrestricted, bare or beneficial ownership, a holding of the company equal to 5% of capital or voting rights will be obliged to notify the company within two*



usufruit, une fraction du capital ou des droits de vote de la société égale à 5 % du capital ou des droits de vote, sera tenu d'informer la société, dans un délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil, du nombre total d'actions ou de droits de vote, ainsi que du nombre potentiel de titres ou de droits de vote de la société qu'il détient directement ou indirectement, ou qui sont détenus par des personnes agissant de concert avec lui.

Cette notification doit être renouvelée dans les conditions prévues ci-dessus chaque fois qu'un nouveau seuil de 5 % est franchi en hausse ou en baisse.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions prévues ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée ainsi que celles précédemment déclarées s'il y a lieu, sont privées de droit de vote pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

#### ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale autorise la Gérance à procéder à l'expression en EURO du montant du capital de la société ou la valeur nominale des actions dans le délai légal et lorsqu'elle le jugera opportun.

Au cas où cette conversion conduirait à un nombre d'EURO qui ne serait pas entier, la Gérance est autorisée, pour permettre soit l'arrondissement de ce nombre au nombre immédiatement supérieur ou inférieur par suppression des décimales, soit l'arrondissement au centième d'EURO, à procéder :

- soit à une augmentation de capital ou à une élévation de la valeur nominale des actions en prélevant la somme nécessaire sur un poste de réserves, bénéfices, ou primes d'émission de la société,
- soit à une diminution du capital ou à une réduction de la valeur nominale des actions en imputant la somme nécessaire à un poste de réserves indisponibles qui ne pourront être utilisées le cas échéant que pour l'imputation de pertes ou leur incorporation au capital.

#### DOUZIEME RESOLUTION

[Délégation à la Gérance des pouvoirs nécessaires aux fins d'émettre des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.]

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport de la Gérance et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant conformément aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 180 § III de la loi sur les sociétés commerciales :

*weeks of reaching that threshold, of the total number of shares or voting rights held, as well as the number of potential shares or voting rights held directly or indirectly by persons acting in concert with him.*

*This notification must be renewed under the above-mentioned terms and conditions each and every time that a new 5% threshold is crossed either upwards or downwards.*

*In the event of not having been regularly declared under the above-mentioned terms and conditions, the shares over and above those which should have been declared as well as those previously declared, have no voting rights at any shareholder meetings held in the two years after notification was received.*

#### ELEVENTH RESOLUTION

*The General Meeting authorises Management to express the company's capital or the nominal value of its shares in Euros within the legally-imposed timescale at a date it sees fit.*

*Should this conversion result in a fractional number of Euros, Management is authorised, in order to enable either a rounding up or down to the nearest whole number, or a rounding to the nearest one-hundredth of a Euro, either to:*

- increase capital or the nominal value of the shares by levying the necessary sum from a reserves, profits or share premium account, or*
- diminish capital or reduce the nominal value of the shares by applying the necessary sum against unavailable reserves which could only be used, if necessary, to bring forward losses or include them in capital.*

#### TWELFTH RESOLUTION

*[The granting to Management of all the powers that enable them to issue stocks and shares that then give access to the company's capital, whilst shareholders' pre-emption rights are maintained.]*

*The General Meeting, having knowledge of both Management's report and the Auditors' special report and ruling in accordance with paragraph 3 or Article 180, section III of commercial law:*

– autorise la Gérance, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée, à procéder à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières -y compris de bons de souscription émis de manière autonome à titre gratuit ou onéreux- donnant accès immédiat et/ou à terme à des actions de la Société, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Le plafond maximum d'augmentation de capital immédiate ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à un montant nominal de 50.000.000 d'euros, étant précisé :

1) que, dans la limite de ce plafond :

– les émissions d'obligations à bons de souscription d'actions ne pourront avoir pour conséquence d'augmenter le capital d'un montant nominal total supérieur à 25.000.000 d'euros,

– le montant nominal total d'augmentation de capital nécessaire à l'exercice de bons de souscription émis de manière autonome ne pourra excéder 25.000.000 d'euros.

– que tous les plafonds ci-dessus sont fixés compte non tenu des conséquences sur le montant de l'augmentation du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément à la loi, à la suite de l'émission de valeurs mobilières – y compris de bons de souscription émis de manière autonome – donnant accès immédiat et/ou à terme à des actions de la Société.

2) et que sont expressément exclues :

– l'émission d'actions de priorité avec droit de vote,

– l'émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote,

– l'émission de certificats d'investissement, assortis ou non d'un privilège,

– et l'émission de valeurs mobilières, y compris de bons de souscription autonomes, donnant accès immédiat et/ou à terme à des actions de priorité avec droit de vote, ou à des actions à dividende prioritaire sans droit de vote, ou encore à des certificats d'investissement.

Les valeurs mobilières ainsi émises – donnant accès à des actions de la Société – pourront consister en des obligations ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme

– *authorises Management, for a period of 26 months from the day of this Meeting, to issue shares or other stock of the Company – including warrants issued automatically free of charge or against payment – giving immediate and/or later access to shares of the Company and which can be subscribed for in cash or by offsetting debt whilst maintaining shareholders' pre-emption rights.*

*The maximum nominal capital increase, either immediate or later, resulting from all issues effected under this authority is fixed at Euros 50,000,000, it being understood:*

*1) that included within this ceiling:*

*– issues of bonds with warrants cannot increase capital by in excess of a nominal total of Euros 25,000,000,*

*– the total nominal capital increase necessary to cover the exercise of automatically issued warrants cannot exceed Euros 25,000,000.*

*– all the above-mentioned ceilings are fixed without taking into account the effect on any capital increase of legally-binding adjustments likely to be effected subsequent to the issue of stock - including automatically issued warrants - that give immediate and/or later access to shares of the Company.*

*2) and expressly excluded are:*

*– the issue of preference shares with voting rights,*

*– the issue of preference shares without voting rights,*

*– the issue of preferential or non-preferential investment certificates,*

*– and the issue of stock, including automatic subscriptions, giving immediate and/or later access to preference shares with or without voting rights or investment certificates.*

*The stock thus issued – giving access to shares of the Company – can be bonds or be included in the issue of such stock or further permit their issue as a hybrid. The stock may, in particular, take the form of loan/non-loan stock, whose duration is fixed or indeterminate, and whose issue can be in Euros or in a foreign currency.*

*The maximum nominal value of loan stock thus issued will not exceed Euros 100,000,000 or its equivalent at the date the issue was decided upon, it being noted that this amount is common to all loan stock whose issue is authorised by this General Meeting, but that it is independent of the*

de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, et être émises soit en euros, soit en devises étrangères.

Le montant nominal maximal des titres de créances ainsi émis ne pourra excéder 100.000.000 d'euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créances dont l'émission est autorisée par la présente Assemblée Générale, mais qu'il est indépendant du montant des titres de créances ne donnant pas accès au capital dont l'émission pourrait être autorisée par l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires.

La durée des emprunts ne pourra excéder 20 ans, cette durée étant limitée au maximum à 10 ans pour les titres de créances convertibles, remboursables ou généralement transformables en actions. Ils pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société.

La Gérance pourra instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux actions ou aux valeurs mobilières, qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, la Gérance pourra dans l'ordre qu'elle déterminera, soit limiter, conformément à la loi, le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues, à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée, soit répartir librement tout ou partie des titres non souscrits, soit les offrir au public en tout ou partie.

La décision de l'Assemblée Générale emporte, au profit des titulaires des valeurs mobilières, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit, et selon les dispositions de l'article 339-1 de la loi du 24 juillet 1966.

La Gérance arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission. Notamment, elle déterminera la catégorie de titres émis et fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, ainsi que, le cas échéant, la durée et le prix d'exercice des bons ou les modalités par lesquelles lesdites valeurs donneront accès à des actions.

*amount of loan stock which does not give access to share capital whose issue may be authorised by the ordinary General Meeting.*

*The duration of the loans cannot exceed 20 years, this being limited to a maximum of 10 years for convertible, or redeemable loan stock or loan stock generally convertible into shares. Loan stock may have a fixed or variable coupon or even be capitalised, and may be repaid with or without a premium or depreciation. In addition, the stock can be bought in the market or the Company may offer to buy or exchange the shares.*

*Management may endow shareholders with reducible subscription rights to such stock. These rights will be pro rata to their existing rights and up to their requested limit.*

*Should irreducible and reducible subscriptions not absorb all of the issue, Management may either limit the amount of the transaction to the amount of subscriptions received, within the confines of the law and as long as these attain at least three-quarters of the issue, or it may offer all or part of the issue to the public. Management has complete freedom to choose which course of action it takes at what moment.*

*The General Meeting grants holders of such stock pre-emption rights over ordinary shareholders' preferential rights to subscribe to the shares that this stock may give rights to in accordance with the conditions set out in Article 339-1 of the law of 24th July 1966.*

*Management will fix the issue's characteristics, the amount thereof and its terms and conditions. In particular, Management will determine the type of stock issued and, taking into account the content of its report, will fix their subscription price, with or without a premium, their effective issue date (which may be retrospective), as well as the duration and exercise price of the warrants or the terms under which the stock will give access to shares.*

*The subscription price of the stock will be determined by Management in such a way as to safeguard the Company's and its shareholders' interests.*

*The General Meeting grants Management all powers, in accordance with the law and with the right to appoint power of attorney under the terms set out by law and in Management's report, to effect this resolution in accordance with the said report's terms. Management may then proceed in one or several tranches and in the proportions and at the dates it sees fit, in France and/or as the case*

En ce qui concerne le prix de souscription de ces valeurs mobilières, il serait déterminé par la Gérance au mieux des intérêts de la Société et des actionnaires.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la Gérance, conformément à la loi, avec faculté de délégation dans les conditions fixées par la loi ainsi que dans le rapport de la Gérance, pour mettre en œuvre, conformément aux termes de ce rapport, la présente résolution et procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'elle appréciera, en France et/ou, le cas échéant, à l'étranger et/ou sur le marché international, aux émissions susvisées conduisant à l'augmentation du capital – ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir – en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts.

L'Assemblée précise que la Gérance :

- devra déterminer, dans les conditions légales, les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme à des actions, des valeurs mobilières (y compris des bons) ainsi émises, et aura la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières et bons pendant un délai maximum de trois mois ;
- devra prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé, des droits, actions, valeurs mobilières et bons créés ;
- pourra fixer les conditions d'attribution gratuite et d'exercice de bons de souscription autonomes, et déterminer les modalités d'achat en bourse ou d'offre d'achat ou d'échange de valeurs mobilières et/ou de bons de souscription ou d'attribution d'actions, comme de remboursement des valeurs mobilières ou bons ;
- pourra imputer les frais d'émission des actions et valeurs mobilières sur le montant des primes afférentes aux augmentations de capital et prélever sur ces primes les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du montant du capital résultant de ces augmentations.

### TREIZIEME RESOLUTION

[Résolution relative à l'augmentation du capital social par émission de valeurs mobilières diverses avec suppression du droit préférentiel de souscription, y compris à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange.]

L'Assemblée Générale, sur le rapport de la Gérance et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article 180-III de la loi du 24 juillet 1966 :

*may be abroad and/or on international markets, with the above-mentioned issues resulting in a capital increase. They may also postpone such issues, finalise them and make the necessary changes to the company's articles of association.*

*The Meeting states that Management:*

- must determine, within the confines of the law, the detail of how the terms of future access to shares arising from conversion of stock or warrants so issued will be adjusted, and will have the right potentially to suspend the exercise of rights attached to this stock and/or warrants for a period not exceeding three months;*
- must take all measures and proceed with all formalities required in order for rights, shares, stock and warrants thus created to be admitted for trade on a regulated market;*
- will be able to fix the conditions for free allotment and the exercise of warrants issued automatically, and to determine the details of market purchase or offer to buy/exchange of stock and/or warrants or allotments, as well as the redemption of such stock or warrants;*
- will be able to offset costs relating to share and stock issues against capital increase share premiums and offset against these premiums the sums necessary to ensure that legal reserves represent one tenth of the amount of capital resulting from these increases.*

### THIRTEENTH RESOLUTION

*[Resolution relating to a capital increase through the issue of various types of stock with suppression of preferential subscription rights, for reasons including remunerating shares that may be acquired in the context of a public offer of exchange.]*

*On the basis of Management's report and the Auditors' special report, and in accordance with Article 180-III of the law of 24th July 1966, the General Meeting:*

- authorises Management to proceed, in one or several tranches, in the proportions and at the dates it sees fit, in France and abroad, with the issue of shares of the company as well as stock of any nature whatsoever, except preferential shares or investment certificates giving immediate or future rights, either at any time or at a fixed date, to shares of the company;*
- resolves that the total nominal capital increases likely to be effected now and/or in the future,*

– autorise la Gérance à procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'elle appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'émission d'actions de la société ainsi que toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, mais à l'exception de certificats d'investissement et d'actions de priorité, donnant accès, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions de la société,

– décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, sur présentation de titres représentatifs ou non de créances, en vertu de l'autorisation susvisée, ne pourra pas être supérieur à 50.000.000 d'euros, ou sa contre-valeur, montant auquel s'ajoutera le montant des augmentations de capital supplémentaires rendues nécessaires pour la réservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit, d'une manière quelconque, à l'attribution d'actions de la société,

– décide que le montant nominal maximum des titres de créances émis en vertu de l'autorisation susvisée ne pourra pas être supérieur à 100.000.000 d'euros, ou sa contre-valeur,

– décide que les plafonds prévus aux alinéas 2 et 3 sont respectivement communs aux plafonds maximum fixés dans la douzième résolution,

– décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution.

La Gérance pourra conférer aux actionnaires, sur tout ou partie des valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution, pendant une durée et selon les modalités qu'elle fixera, un délai de priorité, sans donner lieu à création de droits négociables et cessibles et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire, étant précisé qu'à la suite de la période de priorité, les titres non souscrits feront l'objet d'un placement public.

La Gérance pourra également limiter, le cas échéant, le montant de l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts de l'émission décidée.

La décision de l'Assemblée Générale emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la société susceptibles d'être émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donnent droit.

– décide que la somme revenant immédiatement ou à terme à la société, pour chaque action émise en vertu de la délégation susvisée, sera au moins égale à la

*through the presentation of loan or non-loan stock, relative to the above-mentioned authorisation, must not exceed Euros 50,000,000 or its equivalent. To this amount should be added further capital increases resulting from stockholders' rights – rights which, in whatever way, entitle the holder to shares of the company;*

*– resolves that the maximum nominal amount of loan stock issued relative to the above-mentioned authorisation must not exceed Euros 100,000,000 or its equivalent;*

*– resolves that the above-mentioned limits are common, respectively, to the limits set by the twelfth resolution;*

*– resolves to suspend shareholders' preferential subscription rights to the stock relating to this resolution.*

*Management will be able to give shareholders' priority timescales. These will apply to all or some of the stock issued as a result of this resolution, during a period and according to terms Management will fix without this giving rise to negotiable/tradeable rights. This priority will be pro rata to the number of shares held, it being noted that once the priority has elapsed, shares not subscribed for will be subject to a public offering.*

*Management will also be able to limit, should it be necessary, the amount of the issue such that it corresponds to the amount subscribed for, on condition that this last accounts for at least three-quarters of the issue amount decided upon.*

*The General Meeting's decision entails shareholders waiving their preferential subscription rights to shares the stock issued gives right to, in favour of holders of stock giving future access to shares of the company.*

*– resolves that the sum which the company will receive against each share issued relative to this authority, be they issued immediately or in the future, will be at least equal to the average of the opening prices on the first market or any market substituting for it for 10 consecutive market days out of the 20 last market days before the issue. The average will be corrected, if necessary, to take into account the difference in issue dates. For each type of stock giving right to shares, the sum that the company will receive against each share created/allotted by whatever method, be it immediately or in the future, will be an amount at least equal to 110% of the price determined under the above-mentioned terms for the issue of shares.*

moyenne des premiers cours constatée sur le premier marché ou sur tout marché qui y serait substitué, pour les actions pendant 10 jours de bourse consécutifs choisis parmi les 20 derniers jours de bourse précédant le début de l'émission des actions, après correction de cette moyenne, s'il y a lieu, pour tenir compte de la différence de date de jouissance, et que pour chaque valeur mobilière donnant droit à l'attribution de titres de capital, la somme revenant immédiatement ou à terme à la société pour chaque action créée ou attribuée par quelque moyen que ce soit sera un montant au moins égal à 110% du prix déterminé dans les conditions ci-dessus pour les émissions d'actions.

– décide que la Gérance, dans les conditions prévues par la loi, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment en cas d'émission de titres pour rémunérer les titres apportés à la société dans le cadre d'une offre publique d'échange, d'arrêter la liste des titres apportées à l'échange, de fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, et pour déterminer les modalités d'émission dans le cadre d'une offre publique d'achat ou d'échange à titre principal assortie d'une offre publique d'échange ou offre publique d'achat à titre subsidiaire.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3, le montant nominal maximal des augmentations de capital et des émissions de valeurs mobilières autres que des actions, émises aux fins de rémunérer les titres apportés à la société dans le cadre d'une offre publique d'échange, est fixé respectivement à 150.000.000 d'euros et à 200.000.000 d'euros, ou leur contre-valeur.

– donne tous pouvoirs à la Gérance, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, à l'effet notamment de :

- déterminer les dates et modalités des émissions,
- arrêter les caractéristiques de toutes les actions et valeurs mobilières,
- fixer les montants à émettre, arrêter les prix des émissions dans les conditions précitées,
- fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre, les conditions de leur conversion, échange, remboursement et/ou rachat,
- fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires,
- suspendre si nécessaire l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à

*– resolves that Management will be granted all powers, within the confines of the law, to effect the issues thus authorised. In particular, in the case of issues made to satisfy the demand for shares resulting from public offers of exchange, Management may set the number of shares offered for exchange, fix the issue's terms and exchange parity, and any potential balancing cash adjustment needed. Management may also determine the issue's terms in the context of a principal public offer to acquire or exchange shares or a secondary public offer to acquire.*

*Notwithstanding paragraphs 2 and 3 above, the maximum nominal capital increases and issues of stock other than shares, issued to satisfy the demand for shares resulting from a public offer of exchange are fixed respectively at Euros 150,000,000 and Euros 200,000,000 or their equivalent.*

*– grants management all powers, within legally defined terms, to effect the transactions thus authorised and in particular to:*

- determine the issue dates and terms,*
- define all stock and share characteristics,*
- determine amounts to be issued, and the issue price, subject to the above-mentioned conditions,*
- determine the effective issue date of the stock, even if retrospective, and the conditions of their conversion, exchange, redemption, and/or repurchase,*
- determine the details by which the rights of holders of stock giving future access to shares will be safe-guarded in accordance with law and other regulations,*
- if necessary, suspend the exercise of rights of allotment of shares attached to stock to be issued for a period not exceeding three months,*
- make the changes to the articles of association required by this authorisation,*
- as far as is necessary, levy the costs of the transactions and the sum needed to bring legal reserves to 10% of new capital from the premiums on the capital increases,*
- and, more generally, take all useful measures and steps and sign all agreements and contracts in order to conclude the planned issues, all in accordance with laws and statute currently in force.*

*The authorisation hereby conferred cancels and replaces any previous authorisations of the same*

émettre pendant un délai qui ne pourra pas excéder trois mois,

- apporter aux statuts les modifications rendues nécessaires par l'utilisation de la présente autorisation,
- prélever, en tant que de besoin, sur le montant des primes afférentes à des augmentations de capital les frais de ces opérations et les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital,
- et plus généralement, prendre toutes les dispositions et mesures utiles et conclure tous les accords et conventions pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, le tout conformément aux lois et règlements en vigueur.

L'autorisation ainsi conférée annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés, toute autorisation antérieure de même nature, et est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

#### QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur le rapport de la Gérance et compte tenu des résolutions extraordinaires qu'elle vient d'adopter :

- fixe au cas où la Gérance ferait usage de plusieurs des autorisations qui lui ont été conférées par les résolutions 12 et 13 de l'Assemblée Générale, le plafond nominal du capital social à 1.000.000.000 de francs (152.500.000 euros) ou de sa contre-valeur en devises, cette limitation n'incluant pas les autorisations en cas d'Offres Publiques d'Echange initiées par la société.

Ce montant est fixé compte non tenu des ajustements qui seraient susceptibles d'être opérés conformément à la loi.

#### QUINZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur le rapport de la Gérance, décide que toutes les autorisations d'émission d'actions ainsi que toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, faisant l'objet des 12ème et 13ème résolutions pourront être faites soit en francs français, soit en monnaie unique européenne dite EURO dans le délai légal.

#### SEIZIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôts et autres qu'il conviendra d'effectuer.

*nature, for the amounts remaining un-utilised, and is valid for twenty-six months after this Meeting.*

#### FOURTEENTH RESOLUTION

*The General Meeting, based on Management's report and taking into account the extraordinary resolutions it has just resolved to adopt:*

- *limits nominal authorised capital at FRF1,000,000,000 (Euros 152,500,000) or its currency equivalent in the event that Management exercises several of the authorisations granted it by the General Meeting's Twelfth and Thirteenth Resolutions. This limit does not include the authorisations granted in case of Public Offers of Exchange initiated by the company.*

*This amount is determined without taking into account adjustments likely to be made in accordance with the law.*

#### FIFTEENTH RESOLUTION

*Based on Management's report, the General Meeting decides that all authorisations to issue shares, as well as any stock of any nature and that relate to the twelfth and thirteenth Resolutions will apply to issues that can be made in French Francs or in the single European currency, the Euro, within legal time limits.*

#### SIXTEENTH RESOLUTION

*All powers are granted the holder of an extract or copy of the minutes of this Meeting so that they may accomplish all formalities regarding publicity, and notification and any other official procedures that must be met with.*

**COMPTES CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 1999**

**CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS  
AS OF DECEMBER 31, 1999**



**SOMMAIRE/CONTENTS**

BILAN - ACTIF	64	BALANCE SHEET - ASSETS
BILAN - PASSIF	65	BALANCE SHEET - LIABILITIES & SHAREHOLDERS' EQUITY
COMPTE DE RÉSULTAT	66	STATEMENTS OF INCOME
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	68	STATEMENTS OF CHANGES IN FINANCIAL STATEMENTS
TABLEAU DE FINANCEMENT	83	STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION



## Bilan Consolidé Actif

### Consolidated Balance Sheet Assets

En francs <i>Expressed in FRF</i>	Montant brut <i>Gross value</i>	Amortissements & provisions <i>Depreciation &amp; provisions</i>	Montant net au 31.12.99 <i>Net value</i>	Montant net au 31.12.98 <i>Net value</i>
Frais d'établissement et de recherche <i>Start-up costs</i>	221 777 847	42 932 465	178 845 382	855 708
Concessions, brevets, licences <i>Concessions, patents, licences</i>	24 739 524	5 711 345	19 028 179	31 653 726
Ecart d'acquisition <i>Goodwill</i>	407 001	407 001		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b> <b>INTANGIBLE FIXED ASSETS</b>	<b>246 924 372</b>	<b>49 050 811</b>	<b>197 873 561</b>	<b>32 509 434</b>
Terrains <i>Lands</i>	4 019 332	1 985 459	2 033 873	3 691 303
Constructions <i>Buildings</i>	3 356 249	993 879	2 362 370	3 680 988
Installations techniques <i>Technical installations</i>	378 021 318	95 804 600	282 216 718	275 644 479
Autres immobilisations corporelles <i>Other tangible fixed assets</i>	13 895 698	6 451 573	7 444 125	8 679 578
Immobilisations en cours <i>Fixed assets in progress</i>	1 219 339	60 245	1 159 094	1 606 793
Avances et acomptes <i>Advances and payments</i>	120 000		120 000	120 000
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> <b>TANGIBLE FIXED ASSETS</b>	<b>400 631 936</b>	<b>105 295 756</b>	<b>295 336 180</b>	<b>293 423 141</b>
Titres de participation évalués par équivalence <i>Subsidiaries accounted for by the equity method</i>	77 512	77 512		
Titres de participation <i>Investments in other subsidiaries</i>	9 247 171		9 247 171	9 247 571
Prêts <i>Long term loans</i>	24 266 807	24 055 000	211 807	276 929
Autres immobilisations financières <i>Other financial assets</i>	1 388 804		1 388 804	166 609
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b> <b>FINANCIAL FIXED ASSETS</b>	<b>34 980 294</b>	<b>24 132 512</b>	<b>10 847 782</b>	<b>9 691 109</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b> <b>FIXED ASSETS</b>	<b>682 536 602</b>	<b>178 479 079</b>	<b>504 057 523</b>	<b>335 623 684</b>
Avances et acomptes versés <i>Advances to suppliers</i>	66 393		66 393	110 477
Stocks <i>Inventories</i>	49 131 261	3 536 664	45 594 597	46 768 001
Créances/Recevables: Clients et comptes rattachés <i>Trade receivables and related accounts</i>	34 813 435	1 394 408	33 419 027	41 191 267
Autres créances <i>Other receivables</i>	32 699 414	16 403 923	16 295 491	24 180 456
Trésorerie/Cash and cash equivalents: Autres titres de placement <i>Short term investments</i>	1 319 426		1 319 426	1 166 754
Disponibilités <i>Cash and bank</i>	28 204 044		28 204 044	32 522 258
Charges constatées d'avance <i>Prepaid expenses</i>	1 111 200		1 111 200	635 380
<b>ACTIF CIRCULANT</b> <b>CURRENT ASSETS</b>	<b>147 345 173</b>	<b>21 334 995</b>	<b>126 010 178</b>	<b>146 574 593</b>
Charges à répartir <i>Deferred charges</i>	1 622 625		1 622 625	2 901 198
<b>TOTAL</b>	<b>831 504 400</b>	<b>199 814 074</b>	<b>631 690 326</b>	<b>485 099 475</b>

## Bilan Consolidé Passif

### Consolidated Balance Sheet Liabilities and Shareholder's Equity

En francs <i>Expressed in FRF</i>	31.12.1999	31.12.1998
Capital		
<i>Share capital</i>	181 455 600	181 455 600
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
<i>Paid-in capital</i>	194 935 934	194 935 934
Réserve légale		
<i>Legal reserve</i>	9 796 486	9 796 486
Réserves réglementées		
<i>Regulated reserves</i>	189 293	189 293
Report à nouveau		
<i>Retained earnings brought forward</i>	(55 216 650)	1 051 981
Réserves consolidées		
<i>Consolidated reserves</i>	6 929 078	(1 567 730)
Ecart de conversion		
<i>Exchange difference</i>	10 169 490	
Résultat part du groupe		
<i>Consolidated group profit for the period</i>	(125 789 681)	(53 036 785)
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b> <b>SHAREHOLDERS' EQUITY</b>	<b>222 469 550</b>	<b>332 824 779</b>
Réserves		
<i>Reserves</i>	(4 106 662)	3 327 263
Résultat part des minoritaires		
<i>Loss for the period</i>	(2 017 390)	(13 449 469)
<b>INTERETS MINORITAIRES</b> <b>MINORITY INTERESTS</b>	<b>(6 124 052)</b>	<b>(10 122 206)</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b> <b>EQUITY</b>	<b>216 345 498</b>	<b>322 702 573</b>
Provisions pour risques		
<i>Provisions for liabilities</i>	9 369 650	4 565 116
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b> <b>PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES</b>	<b>9 369 650</b>	<b>4 565 116</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
<i>Bank loans</i>	98 951 292	40 695 678
Dettes d'exploitation/ <i>Current liabilities:</i>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
<i>Trade payable and related accounts</i>	57 763 252	28 022 144
Dettes fiscales et sociales		
<i>Taxes, payroll and related accounts payable</i>	11 129 209	10 485 287
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
<i>Accounts payable linked to fixed assets</i>	41 954	206 759
Autres dettes		
<i>Other current liabilities</i>	238 089 471	78 421 918
<b>DETTES</b> <b>LIABILITIES</b>	<b>405 975 178</b>	<b>157 831 786</b>
<b>TOTAL</b>	<b>631 690 326</b>	<b>485 099 475</b>

## Compte de Résultat Consolidé

### Consolidated Statements of Income

En francs <i>Expressed in FRF</i>	31.12.1999	31.12.1998
Chiffre d'affaires <i>Sales</i>	147 867 154	203 300 925
Reprises sur provisions et transferts de charges <i>Write back of provisions and transfer of expenses</i>	45 394 824	53 374 434
Autres produits <i>Other operating income</i>	218 601	623 857
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b> <b>OPERATING INCOME</b>	<b>193 480 579</b>	<b>257 299 216</b>
Achats <i>Purchases</i>	33 194 690	22 484 903
Autres achats et charges externes <i>Other external charges</i>	139 490 167	126 769 842
Impôts, taxes et versements assimilés <i>Taxes and similar contributions</i>	2 569 500	2 795 995
Salaires et charges sociales <i>Wages, social and similar contributions</i>	32 907 354	44 704 026
Dotations aux amortissements et provisions : <i>Depreciation and provisions:</i>		
- sur immobilisations : amortissements <i>on fixed assets: depreciation</i>	49 868 225	29 432 012
- sur charges à répartir : amortissements <i>on deferred charges: amortization</i>	1 288 572	1 327 003
- sur immobilisations : provisions <i>on fixed assets: allowances</i>	36 353 118	85 139 034
- sur actifs circulants : provisions <i>on current assets: allowances</i>	8 660 290	3 458 585
Autres charges <i>Other operating expenses</i>	684 743	656 566
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b> <b>OPERATING EXPENSES</b>	<b>305 016 659</b>	<b>316 767 966</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b> <b>OPERATING PROFIT (LOSS)</b>	<b>(111 536 080)</b>	<b>(59 468 750)</b>
Produits financiers d'autres valeurs mobilières <i>Income from other investments</i>		41 396
Autres intérêts et produits assimilés <i>Interests and similar income</i>	1 184 005	1 560 137
Reprises sur provisions et transferts de charges <i>Write back of provisions and transfer of expenses</i>	1 854 917	4 767 938
Différences positives de change <i>Exchange gains</i>	3 981 820	4 787 389
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement <i>Net proceeds from disposals of short term investments</i>	943 032	735 892
<b>PRODUITS FINANCIERS</b> <b>FINANCIAL INCOME</b>	<b>7 963 774</b>	<b>11 892 752</b>

## Compte de Résultat Consolidé

### Consolidated Statements of Income

En francs <i>Expressed in FRF</i>	31.12.1999	31.12.1998
Dotations financières aux amortissements et aux provisions <i>Financial depreciation and provisions</i>	232 570	2 064 446
Intérêts et charges assimilées <i>Interests and similar expenses</i>	9 535 373	6 336 326
Différences négatives de change <i>Exchange losses</i>	14 487 221	8 027 684
Autres charges financières <i>Other financial expenses</i>		
<b>CHARGES FINANCIERES FINANCIAL EXPENSES</b>	<b>24 255 164</b>	<b>16 428 456</b>
<b>RESULTAT FINANCIER FINANCIAL PROFIT (LOSS)</b>	<b>(16 291 390)</b>	<b>(4 535 704)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS PROFIT (LOSS) BEFORE EXCEPTIONAL ITEMS AND INCOME TAXES</b>	<b>(127 827 470)</b>	<b>(64 004 454)</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>Exceptional operating income</i>	6 386 469	578 031
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>Proceeds from disposal of fixed assets</i>	948 470	1 985 022
Reprises sur provisions et transferts de charges <i>Write back of provisions and transfer of expenses</i>	85 795	322 681
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS EXCEPTIONAL INCOME</b>	<b>7 420 734</b>	<b>2 885 734</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion <i>Exceptional operating expenses</i>	1 471 422	1 246 840
Charges exceptionnelles sur opérations en capital <i>Net book value of fixed assets disposed of</i>	1 375 679	2 711 032
Dotations aux amortissements et aux provisions <i>Depreciation and provisions</i>	4 316 354	131 801
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES EXCEPTIONAL EXPENSES</b>	<b>7 163 455</b>	<b>4 089 673</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL EXCEPTIONAL PROFIT (LOSS)</b>	<b>257 279</b>	<b>(1 203 939)</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOT PROFIT BEFORE INCOME TAXES</b>	<b>(127 570 191)</b>	<b>(65 208 393)</b>
Impôts sur les sociétés <i>Income taxes</i>	305 757	1 222 539
<b>RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES NET PROFIT (LOSS) OF FULLY CONSOLIDATED COMPANIES</b>	<b>(127 875 948)</b>	<b>(66 430 932)</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence <i>Earnings from subsidiaries accounted for by the equity method</i>	68 877	(55 322)
<b>RESULTAT NET NET PROFIT</b>	<b>(127 807 071)</b>	<b>(66 486 254)</b>
Dont part du groupe <i>Of which Group profit</i>	(125 789 681)	(53 036 785)
Dont part des intérêts minoritaires <i>Of which Minority interests</i>	(2 017 390)	(13 449 469)

## Annexe aux Comptes Consolidés

### Notes to the Consolidated Financial Statements

#### A - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables en vigueur en France et respectent les dispositions de la loi du 3 janvier 1985, et du décret d'application du 17 février 1986.

##### A) PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les entreprises contrôlées, de manière exclusive par les Etablissements Maurel & Prom sont consolidées par intégration globale.

Les entreprises dans lesquelles les Etablissements Maurel & Prom ont une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

##### B) MÉTHODES DE CONSOLIDATION

La consolidation a été réalisée à partir des comptes annuels au 31 décembre 1999 des Etablissements Maurel & Prom et de ses filiales.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

##### C) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les frais d'établissement sont amortis sur une durée maximum de cinq ans.

Pour les exploitations minières, les charges encourues dans la période de pré-exploitation sont capitalisées. Elles sont amorties à compter du début de l'exploitation. Un amortissement exceptionnel est constaté en cas d'échec de l'exploration.

##### D) ECARTS D'ACQUISITION

L'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote part correspondante des capitaux propres est inscrit:

- lorsqu'il est positif, à l'actif du bilan sous la rubrique "écart d'acquisition". Les écarts d'acquisition sont amortis sur cinq ans, à l'exception de ceux de faible valeur qui sont amortis sur une durée d'un an.
- lorsqu'il est négatif, au passif du bilan sous la rubrique "provisions pour risques". La provision fait l'objet d'un plan de reprise étalé sur cinq ans. Lorsqu'un événement particulier intervient ou lorsque l'écart est de faible valeur, les modalités de reprise peuvent être accélérées.

#### A - SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with accounting principles generally accepted in France and follow the provisions of the law of January 3, 1985 and the decree of February 17, 1986.

##### A) CONSOLIDATION PERIMETER

Companies controlled by Etablissements Maurel & Prom have been fully consolidated.

Companies over which Etablissements Maurel & Prom exercises a significant influence are accounted for by the equity method.

##### B) CONSOLIDATION METHODS

Consolidation has been prepared with Etablissements Maurel & Prom and subsidiaries' financial statements as of December 31, 1999.

All intercompany transactions have been eliminated.

##### C) INTANGIBLE FIXED ASSETS

Intangible fixed assets are stated at cost.

Start up costs are depreciated over a maximum period of five years.

For mining industries, expenses incurred in the pre-operating period are capitalized. They are amortized after starting the business. In case of exploration failure, an exceptional depreciation is accounted for.

##### D) GOODWILL

The difference between the cost of investments and the corresponding net equity of companies purchased is classified:

- when positive, in fixed assets under the line "Goodwill". Goodwill is amortized over five years, except the non significant ones which are amortized over one year.
- when negative, in the provisions for liabilities. This provision is written back to income over five years. When a significant event occurs or for non significant goodwill, the timing of the write back can be accelerated.

## E) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes linéaire (L) ou dégressive (D) suivantes:

- Constructions: L sur 10 ans,
- Ouvrages d'infrastructure: L sur 8 à 10 ans,
- Navires: L sur 10 à 20 ans,
- Installations techniques: L sur 3 à 19 ans (pour certains matériels spécifiques),
- Agencements et installations: L sur 4 à 10 ans,
- Matériel de transport: L sur 3 à 8 ans,
- Matériel de bureau et informatique: L ou D sur 2 à 5 ans,
- Mobilier de bureau: L sur 3 à 10 ans.

## F) ACTIVITÉ PÉTROLIÈRE

Les principales méthodes de comptabilisation des coûts de cette activité sont les suivantes:

### PERMIS MINIERS

Les permis miniers sont inscrit en actifs incorporels et amortis linéairement sur 5 ans.

En cas de retrait du permis ou d'échec des recherches, l'amortissement restant à courir est constaté en une seule fois.

### DÉPENSES D'EXPLORATION

Les études et travaux d'exploration, y compris les dépenses de géologie et de géophysique, sont inscrits à l'actif du bilan en immobilisations incorporelles, à l'exception des forages ayant abouti qui sont transférés aux comptes d'immobilisations de production.

Les coûts d'exploration n'ayant pas abouti à une découverte commerciale pour un permis donné sont comptabilisés en charges l'année de la constatation de l'échec.

Des provisions pour dépréciation ou des amortissements exceptionnels sont comptabilisés lorsque les coûts accumulés sont supérieurs aux estimations des cash-flows actualisés ou lorsque des difficultés techniques sont rencontrées. Les dépréciations sont déterminées par permis.

L'amortissement des dépenses d'exploration est différé jusqu'au terme des recherches.

### IMMOBILISATIONS DE PRODUCTION PÉTROLIÈRE

L'actif immobilisé de production pétrolière comprend les forages d'exploration productifs ainsi que les dépenses de mise en production et de développement des champs.

Ces immobilisations sont amorties selon la méthode de l'unité de production. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves d'hydrocarbures estimées récupérables au début du même exercice.

## E) TANGIBLE FIXED ASSETS

*Tangible fixed assets are stated at cost.*

*Depreciation is provided over the following estimated useful lives of the assets using straight line (S) or accelerated depreciation method (A):*

- *Buildings: S 10 years,*
- *Infrastructure expenditure: S 8 to 10 years ,*
- *Ships: S 10 to 20 years,*
- *Technical installations: S 3 to 19 years (for specific installations),*
- *Leasehold improvements: S 4 to 10 years,*
- *Vehicles: S 3 to 8 years,*
- *Office equipment and computers: S or A 2 to 5 years,*
- *Office furniture: S 3 to 10 years.*

## F) OIL PRODUCTION

*Main accounting methods for the costs of these activities are the following:*

### MINING RIGHTS

*Mining rights are classified in intangible assets and depreciated over five years.*

*In case of unsuccessful exploration or license withdrawal, net book value is charged to expenses at once.*

### EXPLORATION EXPENSES

*Exploration costs, including geological and geophysical studies, are capitalized in intangible assets except successful exploratory wells, which are transferred to production assets.*

*Unsuccessful exploratory costs are charged per right to expenses the year of the setback.*

*Depreciation or allowances are accounted for when accumulated costs are higher than estimated discounted future net cash flows or when technical problems appear. Depreciation and allowances are calculated right per right.*

*Depreciation is deferred till exploration end.*

### DEVELOPMENT AND PRODUCTION OIL ASSETS

*Capitalized oil assets include successful exploratory wells and all development and production costs in a proved area.*

*These assets are depreciated against the oil reserves produced in the cost center. Depreciation rate is equal to the ratio of oil produced during the year in the field to the proved reserves estimated at the beginning of the year.*

## G) PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les titres en portefeuille figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée:

- pour les titres de participation, en fonction des capitaux propres, des perspectives de rentabilité des sociétés concernées ou de la valeur de réalisation pour les sociétés en cours de cession,
- pour les valeurs mobilières de placement, par rapport au cours de bourse au 31 décembre.

## H) STOCKS

Les stocks sont valorisés au coût d'acquisition ou de production.

Le coût de production inclut les consommations et les coûts directs et indirects de production.

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO.

Une provision est constituée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute des stocks.

## I) CRÉANCES

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée s'il existe un risque de recouvrement.

## J) OPÉRATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en francs français à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en francs au cours de clôture. La différence résultant de la conversion en devises à ce dernier cours est portée au compte de résultat sur les lignes "différence de change".

## K) CHARGES À RÉPARTIR

Les frais d'acquisition des titres de participation et d'augmentation de capital sont portés en charges à répartir et sont amortis sur une durée de cinq ans.

## L) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées en couverture d'éventualités diverses, notamment:

- litiges,
- risques sur certains actifs,
- risques éventuels sur les filiales.

En raison de la structure du groupe et de la faible ancienneté moyenne des personnels, les engagements de retraite ne sont pas significatifs.

## G) INVESTMENTS IN NON CONSOLIDATED SUBSIDIARIES, SHORT TERM INVESTMENTS

Investments are stated at cost.

Depreciation is recorded when the fair value is below the cost. The fair value of investments is calculated as follows:

- for shares in subsidiaries, by comparison with shareholders' equity, profitability outlooks of the companies, or with the market value when a company is being sold,
- for short term investments, by comparison with the market price at December 31.

## H) INVENTORIES

Inventories are stated at acquisition or manufacturing cost.

Manufacturing costs include prices of goods and direct and indirect manufacturing costs.

Inventories are valued using the Fifo method.

Depreciation is accounted for when market value is below the cost.

## I) RECEIVABLES

Receivables are recorded at their face value. Allowances for doubtful accounts are accounted for in case of risk of collection.

## J) FOREIGN CURRENCY TRANSACTIONS

Income and expenses in foreign currencies are translated at the exchange rate at the date of the transaction. Liabilities, receivables and monetary assets expressed in foreign currencies are translated at the exchange rate prevailing at the end of the period. Any resulting exchange difference are accounted for in the statements of income in exchange under the items "exchange gains or losses".

## K) DEFERRED CHARGES

Costs of investments in subsidiaries and of increase of share capital are recorded as deferred charges and amortized over five years.

## L) PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES

Provisions for liabilities and charges are recorded for covering contingencies, such as:

- litigation,
- risks on various assets,
- contingencies on subsidiaries.

Because of group structure and average slight seniority of employees, pension benefit commitments are not material.

### M) IMPÔTS DIFFÉRÉS

Par mesure de prudence, aucun impôt différé actif n'a été constaté sur les déficits fiscaux reportables et sur les amortissements différés.

### N) CONVERSION DES COMPTES ANNUELS DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les comptes des filiales étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

A compter du 1er janvier 1999, la différence résultant de la conversion des comptes des filiales est constatée en capitaux propres sur la ligne "écarts de conversion" et non plus directement en compte de résultat. Par ailleurs, si les éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de clôture, les produits et les charges sont dorénavant convertis au taux moyen de la période. Enfin les écarts de conversion sur les financements internes à long terme ont été imputés directement en capitaux propres et non plus en résultat.

En appliquant cette méthode, la perte de l'exercice 1998 aurait été diminuée de F 5 264 967.

## B - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### M) DEFERRED TAXES

By consideration of prudence, no deferred tax asset has been recorded on losses and depreciation carried forward.

### N) CONVERSION OF FOREIGN SUBSIDIARIES FINANCIAL STATEMENTS

Financial statements of foreign subsidiaries have been converted at the exchange rate at the end of the period.

From January 1, 1999, the difference arising from the conversion of foreign subsidiaries financial statements is classified in equity as "Exchange difference" and no longer directly in the statements of income. Besides, if items in the balance sheets are converted at the exchange rate at the end of the period, income and expenses are translated at the average rate of the period. Moreover, exchange differences on long term internal financing are directly classified in equity and no longer in the results.

With this accounting method, 1998 loss would have been lowered by F 5 264 967.

## B - CONSOLIDATION PERIMETER

Société Companies	Siège Head office	Siren	% de Contrôle % Control	
			1999	1998
Etablissement Maurel & Prom	Paris	457 202 331	Société consolidante	Consolidating company
Aquapole	La Celle Saint Cloud	381 822 832	73,54%	99,99%
Brooklyn Shipping Limited	St Vincent and the Grenadines		100,00%	100,00%
The Black Rose Project	Luxembourg		100,00%	100,00%
Compagnie Aquacole du Midi	La Celle Saint Cloud	672 026 507	100,00%	100,00%
Compagnie Européenne et Africaine du Bois	Luxembourg		100,00%	100,00%
Caroil	Paris	411 671 027	100,00%	100,00%
Ferme Marine des Baleines	St Clément des Baleines	330 084 377	73,33%	73,33%
GIE EEMP	Paris	410 458 996	28,00%	25,00%
Jet Shipping Limited	St Vincent and the Grenadines		100,00%	100,00%
Jet Holding Limited	St Vincent and the Grenadines		100,00%	
New Gold Mali	Bamako, Mali		50,00%	
Projets Pétroliers Variés, "PPV"	Paris	411 857 279	24,76%	24,76%
S.T.C.P.A.	Brazzaville, Congo		98,00%	98,00%
S.T.C.P.A. Bois	Pointe Noire, Congo		83,00%	80,36%
S.T.O.M.	Bamako, Mali		75,33%	75,33%
Zetah M & P Congo	Pointe Noire, Congo		100,00%	

Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale, à l'exception de la société Projets Pétroliers Variés, "PPV", qui est mise en équivalence et du Gie EEMP, qui est consolidé par intégration proportionnelle.

Les sociétés Jet Holding Limited, New Gold Mali et Zetah M & P Congo ont été intégrées pour la première fois durant l'exercice 1999 dans le périmètre de consolidation.

All companies are fully consolidated except the company Projets Pétroliers variés, "PPV" which has been accounted for by the equity method and Gie EEMP, which is proportionally consolidated.

The companies Jet Holding Limited, New Gold Mali and Zetah M & P Congo entered in 1999 the consolidation perimeter for the first time.



L'incidence sur les comptes de ces variations de périmètre de consolidation n'est pas significative.

## C - COMPLÉMENTS D'INFORMATION SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT

Les informations sont données, sauf indication contraire, en milliers de francs (KF).

### 1) IMMOBILISATIONS (VALEUR BRUTE)

	01.01.1999	Acquisitions Acquisitions	Transferts Transfers	Cessions Disposals	31.12.1999
Frais d'établissement et de recherche <i>Start up costs</i>	77 860	229 811	(11 623)	74 271	221 777
Concessions, brevets, licences <i>Concessions, patents, licences</i>	32 919	3 065	(11 229)	16	24 739
Ecart d'acquisition <i>Goodwil</i>	448			40	408
<b>Immobilisations incorporelles</b> <b><i>Intangibles fixed assets</i></b>	<b>111 227</b>	<b>232 876</b>	<b>(22 852)</b>	<b>74 327</b>	<b>246 924</b>
Terrains <i>Lands</i>	3 914	105			4 019
Constructions <i>Buildings</i>	9 992	112		6 748	3 356
Installations techniques <i>Technical installations</i>	336 517	25 556	22 852	6 903	378 022
Autres immobilisations <i>Other tangible fixed assets</i>	15 454	849		2 408	13 895
Immobilisations en cours <i>Fixed assets in progress</i>	1 648	202		630	1 220
Avances et acomptes <i>Advances and payments</i>	120				120
<b>Immobilisations corporelles</b> <b><i>Tangibles fixed assets</i></b>	<b>367 645</b>	<b>26 824</b>	<b>22 852</b>	<b>16 689</b>	<b>400 632</b>
<b>Total</b>	<b>478 872</b>	<b>259 700</b>	<b>0</b>	<b>91 016</b>	<b>647 556</b>

#### a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles incluent:

- Les droits de recherche et d'exploitation pétroliers 19 565
- Les frais d'exploration sur opérations pétrolières 210 264
- Les frais de pré-exploitation et concessions des autres activités minières 11 091

Les frais de pré-exploitation concernant les investissements sur le site de Faliko chez Stom, intégralement dépréciés au 31 décembre 1998, ont été sortis des actifs pour 74 271 KF.

The consequences of these perimeter movements on the financial statements are not significant.

## C - SUPPLEMENTARY NOTES RELATING TO BALANCE SHEETS AND STATEMENTS OF INCOME

Except otherwise indicated, information is given in thousands of French Francs (KF).

### 1) FIXED ASSETS (GROSS VALUE)

#### a) Intangible assets

Other intangible assets include:

- Petroleum exploration and production rights 19 565
- Exploration costs in petroleum activities 210 264
- Pre operating expenses for mining activities 11 091

Pre operating expenses relating to Faliko area in Stom, fully depreciated as of December 31, 1998, were offset for KF 74 271.

Les frais d'exploration sur opérations pétrolières se ventilent de la manière suivante :

	1999	1998
– Cuba: Canasi, Sebuco	4 863	4 696
– Congo: Kouilou, Kouakouala	33 764	302
– Russie: République des Komis	4 854	2 284
– France: Lavergne	25 905	
– Sénégal	9 600	
– Vietnam	131 278	3 947
<b>Valeur brute</b>	<b>210 264</b>	<b>11 229</b>

L'ensemble de ces frais correspond à des projets d'exploration qui n'ont pas encore abouti et dont le succès n'est pas certain.

Les résultats d'une étude externe et les estimations de cash flows futurs actualisés tenant compte des conclusions d'une négociation, qui a porté le pourcentage de Maurel & Prom dans le permis à 80%, valident l'intérêt économique de l'investissement gazier au Vietnam. Les difficultés techniques rencontrées ont conduit à la constitution d'une provision de 30 000 KF au 31 décembre 1999.

Les frais de recherche pétroliers au Sénégal ont été amortis à 100% (9,600 KF), les recherches ayant été abandonnées début 2000.

#### b) Immobilisations corporelles

L'augmentation des immobilisations corporelles provient principalement de la mise en production de puits pétroliers à Cuba pour 22 852 KF, et de l'écart de conversion sur l'Energy Searcher pour 17 780 KF.

La ventilation des immobilisations par activité est la suivante (valeur brute):

	1999	1998
– Câbliers	157 526	156 106
– Navire forage pétrolier	131 941	110 616
– Puits pétroliers	22 852	
– Aquaculture	28 298	31 485
– Traitement de l'or	21 644	31 109
– Exploitation forestière	30 313	29 852
– Agriculture	7 599	8 022
– Autres	459	455
<b>TOTAL</b>	<b>400 632</b>	<b>367 645</b>

*These costs in petroleum activities can be split as follows:*

	1999	1998
– Cuba: Canasi, Sebuco	4 863	4 696
– Congo: Kouilou, Kouakouala	33 764	302
– Russia: Republic of Komis	4 854	2 284
– France: Lavergne	25 905	
– Sénégal	9 600	
– Vietnam	131 278	3 947
<b>Gross Value</b>	<b>210 264</b>	<b>11 229</b>

*These costs relate to exploration project which are not finished and of which successful conclusion is not certain.*

*External survey and estimated discounted future cash flows taking into account negotiation conclusions, according to which the percentage of Maurel & Prom's rights was brought up to 80%, show that the gas investment in Vietnam is economically justified. Technical problems led to make a depreciation amounting to 30 000 KF was recorded as of December 31, 1999.*

*Oil exploration costs in Senegal were fully amortized (KF 9 600), exploration being discontinued at the beginning of 2000.*

#### *b) Tangible assets*

*Increase of fixed assets are linked with successful exploratory wells in Cuba for KF 22 852 and exchange difference on Energy Searcher for KF 17 780.*

*The breakdown of fixed assets by activities is the following (gross value):*

	1999	1998
– Cable laying vessels	157 526	156 106
– Oil exploration vessel	131 941	110 616
– Exploratory wells	22 852	
– Fish farming	28 298	31 485
– Gold panning	21 644	31 109
– Forestry	30 313	29 852
– Agriculture	7 599	8 022
– Other	459	455
<b>TOTAL</b>	<b>400 632</b>	<b>367 645</b>

## 2) AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

## 2) DEPRECIATION AND ALLOWANCES

	01.01.1999	Dotations Depreciation	Reprises Write back	31.12.1999
Frais d'établissement et de recherche <i>Start up costs</i>	77 005	40 199	74 272	42 932
Concessions, brevets, licences <i>Concessions, patents, licences</i>	1 265	4 446		5 711
Ecart d'acquisition <i>Goodwil</i>	448		40	408
<b>Immobilisations corporelles</b> <b><i>Intangible fixed assets</i></b>	<b>78 718</b>	<b>44 645</b>	<b>74 312</b>	<b>49 051</b>
Terrains <i>Lands</i>	223	1 762		1 985
Constructions <i>Buildings</i>	6 312	406	5 723	994
Installations techniques <i>Technical installations</i>	60 872	40 555	5 622	95 805
Autres immobilisations <i>Other tangible fixed assets</i>	6 775	3 246	3 570	6 451
Immobilisations en cours <i>Fixed assets in progress</i>	41	18		60
<b>Immobilisations corporelles</b> <b><i>Tangible fixed assets</i></b>	<b>74 223</b>	<b>45 987</b>	<b>14 915</b>	<b>105 295</b>
<b>Total</b>	<b>152 941</b>	<b>90 632</b>	<b>89 227</b>	<b>154 346</b>

Les amortissements et provisions sur les actifs incorporels incluent des amortissements et provisions pour actifs pétroliers à hauteur de 39 600 KF (cf I.a.).

Des provisions ont été constituées sur les actifs immobilisés et sur les stocks du groupe Stcpa situés en zone de combat au Congo pour un montant de 8 315 KF (1998: KF 7 067).

*Depreciation on intangible assets include oil assets depreciation and amortization up to KF 39 600 (Cf I.a.).*

*Fixed assets and inventories of Stcpa group located in war areas in Congo have been depreciated up to KF 8 315 (1998: KF 7 067).*

## 3) IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

## 3) FINANCIAL FIXED ASSETS

	01.01.1999	Acquisitions Acquisition	Transfert Transferts	31.12.1999
Titres de participation évalués par équivalence <i>Subsidiaries by the equity method</i>	62	4		66
A déduire : provisions <i>Less: provisions:</i>	62	4		66
<b>Valeur nette</b> <b>Net book Value</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
Titres de participation <i>Investments in other subsidiaries</i>	9 248			9 248
A déduire : provisions <i>Less: allowances</i>				
<b>Valeur nette</b> <b>Net book Value</b>	<b>9 248</b>			<b>9 248</b>
Prêts à plus d'un an <i>Long term loans</i>	24 277		10	24 267
A déduire : provisions <i>Less: allowances</i>	24 000	55		24 055
<b>Valeur nette</b> <b>Net book Value</b>	<b>277</b>	<b>(55)</b>	<b>10</b>	<b>212</b>
Autres immobilisations financières <i>Other</i>	167	1 260	38	1 389
<b>Valeur nette</b> <b>Net book Value</b>	<b>167</b>	<b>1 260</b>	<b>38</b>	<b>1 389</b>
<b>Total</b>	<b>9 692</b>	<b>1 205</b>	<b>48</b>	<b>10 849</b>

## a) Titres de participation

Les sociétés figurant en titres de participation sont les suivantes:

## a) Investments in subsidiaries

Companies included in shares in subsidiaries are the following:

Sociétés Companies	% détenu % owned	Montant des titres Net book value		Comptes courants Current accounts
		31.12.1999	31.12.1998	
Anzoil NV	18,44%	9 247	9 247	
Projets Pétroliers Variés, "PPV"	24,76%	66	66	568
<b>Montant brut</b> <b>Gross book value</b>		<b>9 313</b>	<b>9 313</b>	<b>568</b>
A déduire : <i>Less: allowances provision</i>		<b>66</b>	<b>66</b>	
<b>Montant net</b> <b>Net book value</b>		<b>9 247</b>	<b>9 247</b>	<b>568</b>

Compte tenu de la conversion prévue en 2000 des titres d'Anzoil NV en droits complémentaires sur le permis gazier, la valeur des titres a été appréciée dans l'étude d'ensemble du projet vietnamien.

As Anzoil NV shares are due to be converted in 2000 in additional rights in the gas assets, shares value was estimated in the overall Vietnamese project.

## b) Prêts

L'ensemble de la créance sur la société " Financière Transagra Transformation ", 24 000 KF, a été provisionné à 100% en raison du dépôt de bilan de cette société.

## 4) STOCKS

Les stocks concernent principalement l'aquaculture pour 24 011 KF (1998 : 24 764 KF), le forage maritime pour 15 568 KF (1998 : 13 033 KF) et l'activité agricole et forestière pour 9 258 KF (1998 : 10 144 KF).

## 5) CLIENTS

Les clients concernent principalement le forage maritime pour 7 734 KF (1998: 28 792 KF), l'exploitation forestière pour 6 453 KF (1998 : 6 087 KF) et la production pétrolière pour 5 900 KF.

## 6) AUTRES CRÉANCES

Les autres créances incluent notamment:

- une créance de carry back pour 10 320 KF (1998 : idem),
- une créance sur la société Transagra pour 10 026 KF (1998: idem),
- des créances sur cession de titres pour 5 200 KF (1998 : 5 000 KF),
- des comptes courants sur les sociétés du groupe non consolidées par intégration globale 631 KF (1998 : 9 391 KF).

## 7) PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES

	01.01.1999	Dotations Increase	Reprises Write back	31.12.1999
Stocks				
Inventories	1 662	3 537	1 662	3 537
Clients				
Trade receivables	296	1 098		1 394
Autres créances				
Other receivables	17 175	1 089	1 861	16 403
<b>Total</b>	<b>19 133</b>	<b>5 724</b>	<b>3 523</b>	<b>21 334</b>

Les provisions pour dépréciation des autres créances concernent principalement une créance sur la société Financière Transagra à hauteur de 10 026 KF (1998: idem), des créances sur cession de titres de participation à hauteur de 5 200 KF (1998: 5 000 KF).

## b) Loans

The overall receivable against the company " Financière Transagra Transformation " has been fully depreciated up to KF 24 000, as it filed for bankruptcy.

## 4) INVENTORIES

Inventories relate mainly to fish farming business for KF 24 011 (1998: KF 24 764), oil exploration offshore for KF 15 568 (1998: KF 13 033) and agriculture and forestry for KF 9 258 (1998: KF 10 144).

## 5) TRADE RECEIVABLE

Trade receivable relate mainly to oil exploration. KF 7 334 (1998: KF 28 792), forestry for KF 6 453 (1998 : KF 6 087) and oil production for KF 5 900.

## 6) OTHER RECEIVABLES

Other receivables include mainly:

- income tax carry-back receivables for KF 10 320 (1998: idem),
- a receivable against Transagra for KF 10 026 (1998: idem),
- a receivable due to the sale of subsidiaries for KF 5 200 (1998: KF 5 000),
- current accounts on group subsidiaries not fully consolidated for KF 631 (1998: KF 9 391).

## 7) ALLOWANCES ON RECEIVABLES

Depreciation on other receivable include mainly a loan to " Société Financière Transagra " up to KF 10 026 (1998: idem), receivables due to the sale of investments in subsidiaries up to KF 5 200 (1998: KF 5 000).

## 8) Echéance des créances

## 8) Maturities of receivables

	Montant brut Gross value	Moins d'un an Less than one year	Plus d'un an More than one year
Actif immobilisé : Fixed assets			
Prêts Loans	24 267	24 006	261
Autres immobilisations financières Other financial assets	1 388	1 388	
Actif circulant Current assets			
Clients et comptes rattachés Trade receivables and related accounts	34 813	34 813	
Autres créances Other receivables	32 700	23 075	9 625
Charges constatées d'avance Prepaid Expenses	1 111	1 111	
<b>Total</b>	<b>94 279</b>	<b>84 393</b>	<b>9 886</b>

Les autres créances à plus d'un an représentent des créances de carry-back pour 5 125 KF et des créances sur cession de titres pour 4 500 KF.

Other receivables over one year include an income tax carry-back receivable for KF 5 125 and receivables due to sale of subsidiaries for KF 4 500.

## 9) TITRES DE PLACEMENT

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement s'élève à 1 375 KF au 31 décembre 1999.

## 9) SHORT TERM INVESTMENTS

As of December 31, 1999, their market value of short term investments amounts to 1 375 KF.

## 10) EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

La société est exposée au risque de change sur le dollar par ses investissements dans cette devise.

## 10) EXPOSURE TO FOREIGN EXCHANGE RISK

Because of its investments in dollars, the Company is exposed to exchange risk in this currency.

Les principales expositions au risque de change sont les suivantes:

Main foreign currency positions are as follows:

	31.12.1999		31.12.1998	
	K\$	KF	K\$	KF
Actif immobilisé Fixed assets	14 236	92 956	15 643	87 944
Actif circulant Current assets	8 107	52 950	12 007	67 506
Dettes à court terme Current liabilities	(47 905)	(312 812)	(13 451)	(75 621)
<b>Total</b>	<b>(25 562)</b>	<b>(166 906)</b>	<b>14 199</b>	<b>79 829</b>

## 11) CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir de l'exercice correspondent principalement aux frais liés à l'augmentation de capital des Etablissements Maurel & Prom de 1997.

La variation des charges à répartir est la suivante:

## 11) DEFERRED CHARGES

Deferred charges of the period includes mainly costs relating to the increase of share capital of the parent Company in 1997.

Movements of deferred charges can be summarized as follows:

	31.12.1999	31.12.1998
Charges à répartir à l'ouverture <i>Opening balance</i>	2 901	4 228
Montant comptabilisé dans l'exercice <i>Increase of the period</i>	10	
Dotations aux amortissements <i>Amortization of the period</i>	1 288	(1 327)
<b>Montant net</b> <b>Net amount</b>	<b>1 623</b>	<b>2 901</b>

## 12) CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE

Les capitaux propres consolidés ont évolué comme suit:

## 12) SHAREHOLDERS 'EQUITY

Movements of shareholders 'equity were as follows:

	01.01.1999	Affectations résultat 1998 <i>Profit (loss) allocation</i>	Résultat 1999	Ecart de conversion <i>Exchange difference</i>	31.12.1999
Capital <i>Capital</i>	181 455				181 455
Prime d'émission <i>Paid in capital</i>	194 936				194 936
Réserve légale <i>Legal reserve</i>	9 796				9 796
Réserves réglementées <i>Regulated reserves</i>	189				189
Report à nouveau <i>Retained earnings brought forward</i>	1 052	(56 268)			(55 216)
Réserves consolidées <i>Consolidated reserves</i>	(1 567)	3 231		5 265	6 929
Ecart de conversion <i>Exchange difference</i>				10 169	10 169
Résultat <i>Profit for the period</i>	(53 037)	53 037	(125 789)		(125 789)
<b>Total</b>	<b>332 824</b>	<b>0</b>	<b>(125 789)</b>	<b>15 434</b>	<b>222 469</b>

Au 31 décembre 1999, le capital est composé de 3 629 112 actions d'une valeur nominale de 50 FRF chacune.

Par décision prise lors de l'assemblée générale mixte du 27 juin 1995, la gérance dispose du pouvoir de porter le capital à un montant maximum de 500 millions de francs en une ou plusieurs fois. Cette autorisation expire le 26 juin 2000.

As of December 31, 1999, the share capital consists of 3 629 112 shares with a par value of FRF 50 each.

With respect to the decisions taken by the combined shareholders' meeting held on June 27, 1995, the managing board has authority to increase the capital up to FRF 500 million in one or several times. This authorization expires on June 26, 2000.

Conformément à cette autorisation, la gérance a décidé le 29 novembre 1999 d'augmenter le capital d'un montant de 120 970 400 FRF pour le porter à 302 426 000 FRF, par émission de 2 419 408 actions de F 50 avec une prime d'émission de F 45,11 chacune. Les actions nouvelles étaient assorties d'un bon de souscription d'action.

La souscription a eu lieu du 20 décembre 1999 au 5 janvier 2000.

### 13) INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires ont évolué de la manière suivante:

– Quote-part au 1/01/1999	(10 122)
– Variation de périmètre	6 015
– Résultat 1999	(2 017)
<b>– Quote-part au 31/12/1999</b>	<b>(6 124)</b>

La variation de périmètre provient essentiellement de la reprise par Maurel & Prom des intérêts minoritaires de Stcpa pour 5 948 KF.

### 14) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit:

Following this decision, The managing board decided on November 29, 1999, to increase Company's share capital by F 120 970 400 up to 302 496 000, by issuing 2 419 408 shares with a par value of F 50 and a premium of F 45,11 each. Each share is coupled with a right to preferential allotment.

Subscription took place from December 20, 1999 to January 5, 2000.

### 13) MINORITY INTERESTS

Movements of minority interests are as follows:

– Balance as of 1/01/1999	(10 122)
– Perimeter variation	6 015
– Résult 1999	(2 017)
<b>– Balance as of 12/31/1999</b>	<b>(6 124)</b>

Perimeter variation is mainly due to the purchase by Maurel & Prom of minority interests in Stcpa for KF 5 948.

### 14) PROVISIONS FOR LIABILITIES AND CHARGES

Movements of provisions for liabilities and charges are as follows:

	01.01.1999	Dotations Depreciation	Reprises Write back	31.12.1999
Filiales <i>Risks on subsidiaries</i>	1 763	5 589		7 352
Financier <i>Financial commitments</i>	2 500		1 500	1 000
Pertes sur filiales mise en équivalence <i>Loss on subsidiary by equity method</i>	278		69	209
Autres <i>Other</i>	25	1 608	825	808
<b>Provisions pour risques et charges <i>Provisions for liabilities and charges</i></b>	<b>4 566</b>	<b>7 197</b>	<b>2 394</b>	<b>9 369</b>
Ecarts d'acquisition <i>Badwill on subsidiaries acquisitions</i>	0	53	53	0
<b>Total</b>	<b>4 566</b>	<b>7 250</b>	<b>2 447</b>	<b>9 369</b>

### 15) EMPRUNTS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Un tirage sous forme de ligne de crédit d'un montant maximum de 40 500 KF, ou sa contre-valeur en \$, a été accordé pour une durée de cinq ans le 7 septembre 1998 pour refinancer partiellement un câblier. Le crédit est amortissable en cinq annuités égales à partir du 7 septembre 1999. La ligne de crédit porte intérêt au taux Pibor (pour les tirages en francs) ou Libor (pour les tirages en dollars) plus 0,75% l'an. En garantie du crédit, une hypothèque de premier rang a été prise sur le câblier. Le solde de l'emprunt s'élève à 32 400 KF au 31 décembre 1999.

### 15) BANK LOANS

A revolving credit line amounting to a maximum of KF 40 500, or the equivalent amount in \$, has been granted for five years on September 7, 1998 to partially finance one cable laying repair vessels. The credit line is reimbursable in five regular repayments from September 7, 1999. The credit line bear interest at PIBOR (For credit line expressed in FRF) or LIBOR (for credit line expressed in USD) plus 0,75% per annum. As a warranty, a first mortgage on the vessel has been raised. The remaining line amounts to KF 32 400 as of December 31, 1999.



Un tirage sous forme de ligne de crédit d'un montant maximum de 10 000 K\$ a été accordé pour une durée de 3 ans le 23 juillet 1999 pour financer les améliorations de l'Energy Searcher et consentir des avances à Maurel & Prom. La ligne de crédit porte intérêt à Libor + 2% l'an. En garantie du crédit, une hypothèque de premier rang a été prise sur le navire.

## 16) AUTRES DETTES

Les autres dettes incluent principalement les avances en compte courant de la société Electricité et Eaux de Madagascar pour 159 668 KF (1998: 54 173 KF), celles des associés dans les filiales pour 10 000 KF (1998: 18 996 KF), et l'avance sur l'augmentation de capital en cours d'un actionnaire pour 60 288 KF.

Le compte courant d'EEM a été partiellement converti lors de l'augmentation de capital. Le solde a été intégralement remboursé au 31 mars 2000.

## 17) ECHÉANCE DES DETTES

L'ensemble des dettes est à moins d'un an, à l'exception de la partie à plus d'un an des emprunts bancaires, soit respectivement 24 300 KF et 10 000 K\$ (65 295 KF).

## 18) CHARGES À PAYER

Les charges à payer s'élèvent à 57 484 KF (1998 : KF 21 629) dont 49 381 KF de factures à recevoir. Pour 31 242 KF, ces factures sont des appels de fonds pour l'exploration gazière au Vietnam.

## 19) VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	1999	1998
– Forage pétrolier	54 357	145 896
– Navire câbliers	32 710	1 912
– Exploitation pétrolière	8 611	
– Aquaculture	31 011	26 082
– Exploitation forestière	19 740	25 623
– Autres	1 438	3 788
<b>TOTAL</b>	<b>147 867</b>	<b>203 301</b>

## 20) RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier inclut une perte nette de change pour 10 506 KF (1998: 3 240 KF) dont 11 620 KF provient de Maurel & Prom et des intérêts pour 8 351 KF (1998 : 4 776 KF) dont 3 509 KF pour la société mère EEM (1998: 1 953 KF) et 3 157 KF pour des emprunts bancaires.

## 21) EFFECTIF

Les effectifs du groupe s'élèvent à 538 au 31 décembre 1999 (1998 : 534).

A revolving credit facility amounting to a maximum of K\$ 10 000 has been granted for three years on July 23, 1999 to finance up-grades to Energy Searcher and to make short term loans to Maurel & Prom. The credit line bear interests at Libor +2% per annum. As a warranty, a first mortgage on the vessel has been raised.

## 16) OTHER CURRENT LIABILITIES

Other current liabilities include mainly advances granted by the parent company Electricité et Eaux de Madagascar for KF 159 668 (1998: KF 54 173), by the partners in subsidiaries for KF 10 000 (1998: KF 18 996) and advance on the on-going capital increase made by a shareholder for KF 60 288.

EEM current account was partially transformed in shares. The remaining amount was fully reimbursed as of March 31, 2000.

## 17) MATURITY OF LIABILITIES

Liabilities maturity is less than one year, except the part with a term over one year of bank loans ie respectively KF 24 300, and K\$ 10 000 (KF 65 295).

## 18) ACCRUED LIABILITIES

Accrued liabilities amount to KF 57 484 (1998 : KF : 21 629) of which KF 49 381 are accrued invoices. For KF 31 242, these invoices are cash calls for Vietnam gas exploration.

## 19) SEGMENT INFORMATION

	1999	1998
– Oil exploration vessel	54 357	145 896
– Cable laying vessels	32 710	1 912
– Oil production	8 611	
– Fish farming	31 011	26 082
– Forestry	19 740	25 623
– Other	1 438	3 788
<b>TOTAL</b>	<b>147 867</b>	<b>203 301</b>

## 20) FINANCIAL RESULT

Financial result includes a net exchange loss of Kf 10 506 (1998: KF 3 240) of which KF 11 620 relate to Maurel & Prom and interests for KF 8 351 (1998 : KF 4 776) of which KF 3 509 are due to the parent company and KF 3 157 to bank loans.

## 21) STAFF

The group number of employees was 538 as of December, 31, 1999 (1998 : 534).

## 22) ENGAGEMENTS

### a) Engagements reçus

Sont garantis par la caution solidaire et indivisible de la Coopérative Agricher:

- le prêt de 24 MF, intérêts inclus, accordé au groupe Transagra,
- la créance de 10 MF sur la société Transagra.

En raison du dépôt de bilan de ces deux sociétés, les Etablissements Maurel & Prom ont produit au passif pour ces montants.

Les Etablissements Maurel & Prom ont été assignés en responsabilité dans la déconfiture de la Coopérative Agricher. La société estime cette action non fondée et n'a pas constitué de provision à ce titre.

### b) Hypothèque

La Société a consenti une hypothèque sur un câblier en garantie du crédit bancaire pour un montant de 32 400 KF au 31 décembre 1999.

Jet Holding Limited a consenti une hypothèque sur l'Energy Searcher en garantie du crédit bancaire pour 10 000 K\$.

### c) Autres engagements donnés

Dans le cadre des contrats de partage de production et d'assistance technique pétroliers au Congo, à Cuba, en Russie et au Vietnam, les Etablissements Maurel & Prom se sont engagés à assurer le financement de dépenses de recherche et de travaux.

Ces engagements se décomposent ainsi au 31 décembre 1999 (en K\$) :

– Congo	6 735
– Cuba	2 290
– France	185
– Russie	810
– Vietnam	4 500
<b>Total</b>	<b>13 720</b>

De plus, une caution bancaire de 1 000 K\$ a été consentie pour les opérations pétrolières en Russie. La société a donné en garantie un gage espèce de 500 K\$.

## 22) COMMITMENTS

### a) Commitments received

Are secured by the undivided jointly guarantee from the company Cooperative Agricher:

- the FRF 24 million loan, including interests, granted to the Transagra group,
- the receivable against the company Transagra amounting to FRF 10 Million.

Consequently to the bankruptcy of those two companies, Etablissements Maurel & Prom declared its debt for the above mentioned amounts.

Etablissements Maurel & Prom were sued for liability in the bankruptcy of Cooperative Agricher. The Company estimates this lawsuit ill-founded and has not accounted any allowance for this suit.

### b) Mortgage

The Company mortgaged on one cable laying repair vessel as a guarantee of the bank credit line up to KF 32 400 as of December 31, 1999.

Jet Holding Limited mortgaged Energy Searcher as a guarantee of the bank credit line up to K\$ 10 000.

### c) Other financial commitments given

Within petroleum production sharing and technical assistance contracts signed in Congo, in Cuba, in Russia and in Vietnam, Etablissements Maurel & Prom took commitments for financing exploration and production expenses.

Commitments can be split as follows as of December 31, 1999 (K\$):

– Congo	6 735
– Cuba	2 290
– France	185
– Russie	810
– Vietnam	4 500
<b>Total</b>	<b>13 720</b>

Moreover a K\$ 1 000 bank security has been given for Russian petroleum activities. The company gave as guarantee a bank pledge of K\$ 500.

### 23) RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES À LA GÉRANCE ET AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

La direction a reçu une rémunération de 308 KF au titre de l'exercice, la gérance de 181 KF et les organes de surveillance de 200 KF.

En outre, aux termes de l'article 17 des statuts, la gérance est autorisée à percevoir une rémunération participative basée sur 20% du résultat net social avant impôt pour la part excédant le montant équivalent à 10% des fonds propres sociaux au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice. Du fait de la perte de l'exercice, aucune rémunération n'est due à ce titre.

### 24) IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Du fait de ses déficits fiscaux antérieurs, les Etablissements Maurel & Prom ne sont pas redevables de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice.

Les pertes fiscales reportables de la société s'élèvent à 66 882 KF (1998: 45 501 KF) et les moins values nettes à long terme à 27 452 KF au 31 décembre 1999 (1998 : 27 526 KF).

Par ailleurs la société détient une créance sur l'Etat au titre du report en arrière des déficits pour un montant total de 10 320 KF.

### 25) IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Les comptes des Etablissements Maurel & Prom sont consolidés par intégration globale dans les comptes de la société Electricité & Eaux de Madagascar.

### 23) COMPENSATION PAID TO THE MANAGING BOARD AND TO MEMBERS OF SUPERVISORY COUNCIL

The management received KF 308 for the year, the managing board KF 181 and the supervisory council KF 200 .

According to the paragraph 17 of the articles of Association, the managing board is also entitled to a variable compensation proportionally linked to the social profit before income tax in the limit of 20% of such profit exceeding 10% of shareholders' funds at the beginning of the year. Because of the year losses, no compensation is due for 1999.

### 24) INCOME TAX

Due to the loss carry forwards, the Company is not subject to income tax for the year ending.

The tax losses at December 31,1999, which may be carried forward, amount to KF 66 882 (1998: KF 45 501) and the net long term capital losses to KF 27 452 (1998:KF 27 526).

Moreover, the Company owns a carry-back income tax credit over the State for a total amounting to KF 10 320.

### 25) CORPORATE AFFILIATION

Financial statements of Etablissements Maurel & Prom are fully consolidated within the financial statements of the company Electricité & Eaux de Madagascar.

## Tableau de Financement Consolidé

### Statement of Changes in Financial Position

En francs <i>Expressed in FRF</i>	31.12.1999	31.12.1998
Résultat de l'exercice <i>Net Income</i>	(125 789 681)	(66 486 254)
Dotations (reprises) nettes aux amortissements et provisions <i>Depreciation, amortization and provisions (net of write-backs)</i>	100 346 234	116 242 102
(Plus-values), moins-values de cession <i>(Gains), losses on disposals of assets</i>	891 877	1 029 155
Augmentation des charges à répartir <i>Increase of deferred charges</i>	10 000	0
<b>Capacité d'autofinancement</b> <b>Gross cash flows from operations</b>	<b>(24 541 570)</b>	<b>50 785 003</b>
Variation des stocks <i>Changes in inventories</i>	(701 213)	373 381
Variation des avances et acomptes <i>Changes in advances to suppliers</i>	44 084	(22 627)
Variation des créances clients <i>Changes in trade receivables</i>	6 674 370	(11 118 745)
Variation des autres créances <i>Changes in other receivables</i>	8 656 811	(7 777 854)
Variation des dettes fournisseurs <i>Changes in trade payable</i>	29 741 108	8 540 298
Variation des dettes sociales et fiscales <i>Changes in Taxes, payroll and related accounts payable</i>	643 922	6 142 657
Variation des autres dettes <i>Changes in other current liabilities</i>	159 502 748	(11 126 562)
Variation des comptes transitoires <i>Changes in prepaid expenses</i>	(475 820)	(198 039)
Incidence de la variation du périmètre de consolidation <i>Consequences of consolidation perimeter variations</i>		0
<b>Incidence des décalages liés aux opérations d'exploitation</b> <b>Changes in current assets and liabilities</b>	<b>204 086 010</b>	<b>(15 187 491)</b>
<b>I - FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE/(UTILISE DANS) L'EXPLOITATION</b> <b>NET CASH PROVIDED BY (USED IN) OPERATING ACTIVITIES</b>	<b>179 544 440</b>	<b>35 597 512</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles <i>Acquisitions of intangible assets</i>	(210 034 872)	(83 455 000)
Acquisitions d'immobilisations corporelles <i>Acquisition of tangible fixed assets</i>	(31 896 415)	(113 253 699)
Acquisitions d'immobilisations financières <i>Acquisitions of financial fixed assets</i>	(1 270 766)	(9 603 367)
Cessions d'immobilisations incorporelles <i>Proceeds from disposals of intangible fixed assets</i>	15 167	92 711
Cessions d'immobilisations corporelles <i>Proceeds from disposals of tangible fixed assets</i>	948 470	9 939 347
Cessions d'immobilisations financières <i>Proceeds from disposals of financial fixed assets</i>	48 327	338 380
Incidence de la variation du périmètre de consolidation <i>Consequences of consolidation perimeter variations</i>		
<b>II. FLUX DE TRESORERIE AFFECTE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b> <b>NET CASH USED IN INVESTING ACTIVITIES</b>	<b>(242 190 089)</b>	<b>(195 941 628)</b>

## Tableau de Financement Consolidé

### Statement of Changes in Financial Position

En francs <i>Expressed in FRF</i>	31.12.1999	31.12.1998
Augmentation de capital <i>Capital increase</i>		0
Dividendes versés <i>Dividends paid</i>		(31 852 065)
Augmentation (diminution) des dettes financières <i>Changes in long term debt</i>	57 641 118	40 500 000
Incidence de la variation du périmètre de consolidation <i>Consequences of consolidation perimeter variations</i>		(686 505)
<b>III. FLUX DE FINANCEMENT</b> <b>NET CASH PROVIDED BY FINANCING ACTIVITIES</b>	<b>57 641 118</b>	<b>7 961 430</b>
<b>IV. VARIATIONS DE TRESORERIE DUES AUX MOUVEMENTS DE PERIMETRE</b> <b>CASH MOVEMENTS INCREASE DUE TO PERIMETER VARIATIONS</b>	224 491	0
<b>V. VARIATION DE TRESORERIE</b> <b>NET INCREASE (DECREASE) IN CASH</b>	<b>(4 780 040)</b>	<b>(152 382 686)</b>
<b>VI. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b> <b>CASH AND CASH EQUIVALENT AT THE BEGINNING OF THE PERIOD</b>	33 493 336	185 876 022
<b>VII. TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b> <b>CASH AND CASH EQUIVALENTS AT THE END OF THE PERIOD</b>	<b>28 713 296</b>	<b>33 493 336</b>

## Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

### Statutory Auditor's Report Consolidated Accounts

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés des Etablissements Maurel & Prom établis en francs, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1999, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Gérant. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le traitement comptable appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 aux écarts de conversion générés par la conversion des comptes des filiales étrangères et des financements internes présentant le caractère d'un financement à long terme, tel que décrit dans le paragraphe A alinéa n) de l'annexe aux comptes consolidés.

*Ladies and Gentlemen*

*In our capacity as statutory auditors, we have audited the accompanying consolidated accounts in Francs of Etablissements Maurel & Prom as of December 31, 1999.*

*The consolidated accounts are the responsibility of the Company's management. Our responsibility is to express an opinion on these accounts based on our audit.*

*We have carried out our audit in accordance with French accounting standards. These standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the annual accounts are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the annual accounts. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall annual account presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.*

*We certify that the accounts, which have been drawn up in accordance with generally accepted French accounting practice, present fairly, in all material respects, the financial position of the Group as of December 31, 1998 and the results of the Group's operations included in the consolidation for the year then ended.*

*Without casting any doubt on the above-mentioned opinion, we would draw your attention to the accounting treatment, since 1st January 1999, of exchange differences upon conversion of foreign subsidiaries' accounts and long term inter-company loans, as described in Paragraph A., section n. of the notes to the consolidated accounts.*

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Le 29 Mai 2000

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit

Fabienne GAUDEMARD

Jean-François RAMOLINO de COLLALTO

*We have also reviewed the information relating to the Group contained in the Directors' report. We have nothing to report with respect to the fairness of such information and its consistency with the consolidated accounts.*

*29th May, 2000*

*The Auditors*

*ERNST & YOUNG Audit*

*Fabienne GAUDEMARD*

*Jean-François RAMOLINO de COLLALTO*

## Tableau comparatif des chiffres significatifs en francs et en euros

### Comparative Main Figures in French Francs and Euros

	31.12.99		31.12.98	
	FRF	EUR	FRF	EUR
<b>COMPTES ANNUELS/COMPANY'S FINANCIAL STATEMENTS</b>				
Résultat d'exploitation <i>Operating profit (loss)</i>	(37 853)	(5 771)	(8 903)	(1 357)
Quote-part de résultats sur opérations en commun <i>Share of income from joint-ventures</i>	(21 062)	(3 211)	44 583	6 797
Résultat financier <i>Financial profit (loss)</i>	(64 226)	(9 791)	(90 776)	(13 839)
Résultat courant <i>Profit (loss) before exceptional items and income taxes</i>	(123 141)	(18 773)	(55 095)	(8 399)
<b>Résultat net</b> <b><i>Net result</i></b>	<b>(123 210)</b>	<b>(18 783)</b>	<b>(56 268)</b>	<b>(8 578)</b>
Capital <i>Share capital</i>	181 455	27 663	181 455	27 663
Capitaux propres <i>Shareholders' equity</i>	207 950	31 702	331 160	50 485
Valeurs immobilisées (nettes) <i>Fixed assets (net)</i>	380 150	57 953	209 983	32 012
Dettes financières <i>Bank loans</i>	32 833	5 005	40 585	6 187
<b>Total du bilan</b> <b><i>Total balance sheet</i></b>	<b>600 098</b>	<b>91 484</b>	<b>444 805</b>	<b>67 810</b>
<b>COMPTES CONSOLIDÉS/CONSOLIDATED ACCOUNTS</b>				
Chiffre d'affaires <i>Sales</i>	147 867	22 542	203 300	30 993
Résultat d'exploitation <i>Operating profit (loss)</i>	(111 536)	(17 004)	(59 469)	(9 066)
Résultat financier <i>Financial profit (loss)</i>	(16 291)	(2 484)	(4 535)	(691)
Résultat courant <i>Profit (loss) before exceptional items and income taxes</i>	(127 827)	(19 487)	(64 004)	(9 757)
<b>Résultat net</b> <b><i>Net result</i></b>	<b>(127 807)</b>	<b>(19 484)</b>	<b>(66 486)</b>	<b>(10 136)</b>
Dont part du Groupe <i>Of which group profit (loss)</i>	(125 789)	(19 176)	(53 037)	(8 085)
Capital <i>Share capital</i>	181 455	27 663	181 455	27 663
Capitaux propres part du Groupe <i>Shareholders' equity</i>	222 470	33 915	332 825	50 739
Valeurs immobilisées (nettes) <i>Fixed assets (net)</i>	504 057	76 843	335 623	51 165
Dettes financières <i>Bank loans</i>	98 951	15 085	40 695	6 204
<b>Total du bilan</b> <b><i>Total balance sheet</i></b>	<b>631 690</b>	<b>96 301</b>	<b>485 099</b>	<b>73 953</b>



Achévé d'imprimer sur les presses  
d'IPA Patoux  
78 rue de l'Aqueduc - 75010 Paris  
1<sup>er</sup> semestre 2000





